

NOUVELLES HAUSSES DES PRIX Le pouvoir d'achat des Algériens s'effondre

Lire l'article de Sofiane M. page 2



HAUSSE DU PRIX DU SUCRE
**Les opérateurs
de l'agroalimentaire
appelés à faire
preuve de solidarité**

Lire l'article de M. Aziza page 3

**Des dizaines de morts
dans des frappes françaises
au Mali** P. 24



LE MINISTRE DES MINES
**Entrée prochaine
en exploitation
de méga-gisements**

Lire l'article de El-Houari Dilmi page 3

**RÉFORMES POLITIQUES
ET «ZONES D'OMBRE»**
**2021, l'année
de tous les chantiers**
Lire l'article de Ghania Oukazi page 4

**Chronique
ÉCONOMIQUE**
Akram Belkaïd, Paris
**Quand Peugeot
épouse Fiat** P. 4

Nouvelles hausses des prix Le pouvoir d'achat des Algériens s'effondre

Sofiane M.

Les ménages, déjà éprouvés par de longs mois de confinement, de chômage forcé et des dépenses de la rentrée scolaire, font face aujourd'hui à une hausse soutenue et brutale de presque tous les prix des biens de consommation et de services.

Presque aucun produit de consommation n'a échappé à cette énième envolée des prix : produits alimentaires, informatique électroménagers, téléphones portables, cosmétiques, quincailleries, etc. Certes 2020 a été une année difficile pour les ménages en raison du confinement et du chômage forcé, mais cette année 2021 s'annonce encore plus sombre que les précédentes sur le plan économique. Les majorations sur les prix de biens de consommation et de services ont atteint pour certains produits les 50% et avec la nouvelle dépréciation de la monnaie nationale, les prix risquent de s'envoler davantage. Cette hausse des prix des biens de consommation et de services n'est pour de nombreux économistes que la partie apparente de l'iceberg. L'envolée des prix est provoquée par l'inflation importée ou inflation par les coûts, selon le jargon des économistes.

Cette inflation à facteurs externes dominants est essentiellement causée par une dépréciation de la valeur de la monnaie nationale. Plus le dinar perd de sa valeur plus le coût des importations est élevé. L'Algérie, qui importe une bonne partie de ces biens de consommation, est fragile face à cette inflation importée qui a des répercussions sur le pouvoir d'achat de millions de ménages. Les dernières promesses du ministre des Finances qui a assuré que «notre monnaie gagnera de la valeur dans les années à venir, grâce à l'application du plan de relance du président de la République qui touchera tous les domaines, industriel, agricole, commercial...», ne changeront rien à la donne économique. Le ministre avait même promis des surprises en 2021 en ce qui concerne l'autosuffisance. Certainement il y aura des surprises en 2021, mais pour de nombreux experts économiques, elles ne seront pas bonnes. L'Algérie n'a jamais été aussi vulnérable face à cette inflation importée en raison de nombreux facteurs internes et externes. Le pays, qui s'est adossé sur les réserves de change durant ces dernières années difficiles, ne dispose plus de grandes marges de manœuvre.

Les réserves de change tiendront au maximum 16 mois d'importation, les prix des hydrocarbures demeurent à un taux jugé «faible» (l'Algérie a besoin d'un baril à plus de 150 dollars pour équilibrer son budget) et la fiscalité ordinaire est en recul à cause du confinement sanitaire. Cette baisse des revenus de l'Etat intervient dans une mauvaise conjoncture en raison de la

progression soutenue des dépenses. «La crise qui se profile sera plus difficile que celle de 1986 qui avait été provoquée par un effondrement subit des cours du pétrole. La principale difficulté est la progression des dépenses du pays en raison de nombreux facteurs : croissance démographique, changement des habitudes de consommation des Algériens, hausse du budget de fonctionnement et progression des charges ou frais incommensurables», avertit cet économiste.

La population algérienne a quasiment doublé en 20 ans, les Algériens sont devenus des consommateurs, de plus en plus, exigeants et les dépenses financières de l'Etat et des citoyens ne cessent de progresser. Le gouvernement semble impuissant face à cette inflation importée. Ce constat est confirmé par les chiffres officiels de l'Office national des Statistiques (ONS). L'Office prévoit un taux d'inflation officiel de 5% pour l'année 2021 soit plus que du double de celui de l'année écoulée qui était de 2,3%. La Loi de finances 2021 prévoit un taux d'inflation de 4,5% durant cette année. Ces prévisions officielles sont confirmées par le Fonds monétaire international (FMI) qui anticipe un taux d'inflation de 5,9%. L'inflation importée sera alimentée dans les 3 prochaines années par une chute à un rythme annuel de 5% de la valeur de la monnaie nationale.

PRESQUE TOUS LES PRODUITS CONCERNÉS

Les prix des denrées alimentaires sont bel et bien repartis à la hausse. Cette flambée concerne presque tous les produits de large consommation à commencer par les légumes secs, les fruits et légumes, les boissons, les viandes rouges et blanches, les œufs, etc. Certains produits qui n'ont pas connu des hausses significatives depuis de nombreuses années ont vu leurs prix, du jour au lendemain, s'envoler à des dizaines de dinars. Pour les légumes secs, le pois-chiche est cédé entre 250 et 400 DA le kilo, les haricots sont proposés à 330 DA et les lentilles à 260 DA. Les prix des confiseries et des chocolats ne cessent de progresser. Une petite barre de chocolat Snikers est cédée à 100 DA. La tablette Milka est proposée entre 240 et 330 DA. Les prix des produits cosmétiques importés ont été les plus affectés par les nouvelles hausses des prix. Ainsi certains shampoings ont vu leur prix progresser entre 30 et 40%. Un shampoing 'Mixa bébé' qui coûtait à peine 320 DA est désormais à 450 DA, alors qu'un flacon 'Johnson' qui était cédé à 230 DA coûte actuellement 290 DA. Les gels douches espagnols qui coûtaient entre 250 et 300 DA sont aujourd'hui proposés à plus de 400 DA. Les crèmes pour visage qui étaient proposées entre 300 et 400 DA sont cédées entre 900 et 1.000 DA. La crème



ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

Réformes bancaires

Entre volonté des réformes et de modernisation, le système bancaire et financier algérien ne veut pas, selon toute vraisemblance, quitter aisément ses sentiers archaïques. En estimant que la réforme du système bancaire est devenue «plus urgente que jamais», le président de la République, qui en a fait un socle pour relancer et bâtir une économie moderne, dont le financement efficace de l'investissement productif, n'est pas content de la lenteur d'exécution de cette tâche des réformes du système bancaire, et il l'a clairement laissé entendre lors du dernier Conseil des ministres. Le système tellement sclérosé recommande-t-il un traitement de choc ? Le gouvernement s'échine à la tâche en question mais il fallait compter sans les grincements de la machine.

Probablement que ces réformes, pour aboutir complètement, prendraient du temps et nécessiteraient une remise à niveau dans la formation des personnels des banques, son encadrement notamment, avant d'en arriver à l'application sur le terrain de nouvelles méthodes de gestion en adéquation avec l'avancée considérable accomplie dans le domaine numérique, entre autres transformations du paysage bancaire et financier international, où le bitcoin (cryptomonnaie) supplante les plus fortes devises traditionnelles, soit 1 bitcoin contre 25 875 euros, offrant une aisance des transferts d'argent via Internet, sans intermédiaires, incomparable. Et, il ne faut s'étonner que bientôt le mouvement financier véhiculant cette monnaie prenne le dessus dans les transactions commerciales et financières chez

nous. C'est vrai que cette année 2020 a été gâchée par une sévère crise sanitaire qui a chamboulé les priorités du gouvernement, mais est-ce une raison de laisser ce système cloîtré dans ses bornes épicuriennes ?

Le ministre des Finances a promis dans ce sens un ajustement des réformes pour plus d'efficacité dans le court terme, afin d'adapter et introduire des changements palpables accompagnant les efforts de la relance économique. Ainsi que la recherche de captation de l'argent en circulation dans les circuits informels. Selon des experts, la réforme du système bancaire en Algérie, aux côtés du lancement de la finance islamique, permettra d'absorber entre 60 et 80 milliards de dollars du marché. Des sommes énormes qui ne manqueraient pas, si on sait y faire, de redynamiser l'économie nationale par ces temps difficiles. Il est également utile de souligner dans ce même contexte que la réforme du système bancaire est un sérieux gage pour gagner la confiance perdue des clients, gros et petits. On ne sait pas si des résistances peuvent contrecarrer les plans des réformes bancaires, mais il est sûr que le maintien en l'état de la situation arrange pas mal d'affairistes.

En l'état actuel des choses, non seulement l'argent ne sert pas l'économie mais, pis encore, il est utilisé dans un cadre nuisible à travers l'octroi des crédits. Le ministre a avoué qu'il y a eu de graves dérapages sur ce plan, dévoilant dans ce sillage que des équipes d'experts vont se déplacer dans les agences bancaires pour faire la lumière sur les conditions dans lesquelles ils sont accordés. Doit-on encore s'attendre à des révélations scandaleuses en sus de ce qu'on sait déjà à propos des crédits faramineux accordés à d'ex-oligarques ?

pour visage 'Diadermine' atteint même le prix de 1.600 DA. Les crèmes épilatoires françaises sont négociées à pas moins de 1.200 DA. «Les prix des produits cosmétiques ont flambé. On ne peut plus se permettre ces produits importés. Personnellement je ne les achète plus. Il existe des produits alternatifs algériens, cependant je ne fais pas confiance à ces produits (...) Mais bon, je n'ai apparemment plus le choix», témoigne cette femme. Un propriétaire d'une boutique de produits cosmétiques, interrogé, estime que cette flambée des prix est causée par la dépréciation du dinar sur le marché parallèle. «Le dinar est en chute libre. Un euro s'échange à près de 210 DA. La situation devra empirer avec le déconfinement total et la reprise de tous les vols et traversées vers l'Europe. L'euro va sûrement atteindre les 240 DA», avertit, non sans amertume, ce jeune commerçant. Cette flambée des prix n'affecte pas seulement les consommateurs, mais les commerçants sont également tou-

chés par les contrecoups de cette inflation importée. Le chiffre d'affaires des commerçants est en chute libre, en raison du recul de la consommation des ménages. Les commerces au détail et certains secteurs de services subissent le ralentissement de l'activité économique. La confiance des consommateurs est en berne et les acheteurs sont devenus regardant et plus économe. Les consommateurs se contentent, désormais, de l'essentiel c'est-à-dire du budget alimentaire et même dans ce secteur la concurrence est des plus rudes. Les petits commerces de détail restent les plus vulnérables à ce changement des habitudes des consommateurs. Certaines supérettes qui proposent des prix attractifs raflent toute la clientèle des petits commerces de détail. L'inflation touche également les prix des téléphones portables et tous les accessoires informatiques. Les smartphones, même ceux d'origine chinoise à l'exemple de Redmi et Realme, sont inabordables pour le commun des Algériens. Leurs

prix varient entre 33.000 et 62.000 DA. L'inflation importée n'explique pas toutefois, à elle seule, le renchérissement des prix des smartphones et des prix des biens de consommation.

Il y a d'autres facteurs à l'origine de la hausse des prix en particulier celle des taxes douanières et la TVA, les restrictions de déplacements et de transport des marchandises entre l'Algérie et l'étranger et les contraintes rencontrées par les importateurs, dans les banques et autres administrations. Pour donner un exemple concret, un smartphone Realme 7 qui coûte seulement 179 euros (37.590 DA, à un taux de 210 DA pour 1 euro) au détail en Europe est proposé à 48.000 DA en Algérie. La version professionnelle ou Realme 7 pro qui est cédée 270 euros (56.700 DA) est actuellement négociée à 62.000 DA. Ce constat concerne presque tous les biens de consommation. La différence entre les prix au détail à l'étranger et ceux appliqués en Algérie dépasse souvent les 50%.

Le Quotidien
D'ORANEdition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA**Président**
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU**Direction - Administration**
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15**Fax Pub:** 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20**Imp. :** Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E. Ouargla : S.I.A.**INTERNET:** <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr**Rédaction Algéroise**
Tél. : 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57
Pub Tél.: 021. 64.96.44**Rédaction Constantinoise**
Tél. : 031.92.12.11
Fax : 031.92.12.22**Diffusion :** Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

Le ministre des Mines Entrée prochaine en exploitation de méga-gisements



El-houari Dirmi

Une nouvelle dynamique semble être imprimée au secteur des mines depuis l'érection d'un ministère entièrement dédié à la valorisation du patrimoine que recèle le sous-sol algérien. En effet, longtemps négligé malgré la haute valeur ajoutée économique et sociale en termes de création d'emplois qu'il pouvait apporter au secteur économique national, le secteur des mines suscite, aujourd'hui, de grands espoirs au vu du potentiel avéré que peut apporter ce segment stratégique à la relance économique du pays. Intervenant hier sur les ondes de la Radio nationale, le ministre des Mines, Mohamed Arkab, a déclaré qu'un «partenaire étranger d'un pays ami a déjà été retenu pour l'exploitation des deux méga-gisements de fer de Ghar Djebilet, situés dans la wilaya de Tindouf», a-t-il indiqué. Recelant quelque 3,5 milliards de tonnes de réserve, d'une teneur de 56%, pouvant produire 12 millions de tonnes/an, dont une partie sera exportée et une autre utilisée par les aciéries nationales, le méga-gisement de Ghar Djebilet figure parmi les projets phares du secteur, «dont les travaux de mise en exploitation sont assez avancés, et qu'il ne reste plus qu'à lancer la production le plus vite possible», a encore révélé l'invité de la Radio.

Le ministre des Mines a révélé que plus de 3.000 emplois seront créés, «dont un millier dès la première phase d'exploitation», a-t-il expliqué, ajoutant que parmi les autres projets miniers figurent les importants gisements de phosphate, situés dans les wilayas d'Annaba, de Souk Ahras et de Tébessa, «en phase de redimensionnement aux fins d'optimiser leur rendement», a-t-il dit. Mohamed Arkab précisera que ces derniers gisements recèlent quelque 2 milliards de tonnes de réserves et qu'ils vont «très prochainement entrer en exploitation, après que le choix définitif sera fait

parmi les 12 partenaires étrangers potentiels qui ont fait part de leur intérêt à les exploiter», a-t-il encore révélé. Pour prévenir la survenue de possibles conflits juridiques concernant la gestion de ces importants gisements, dont une partie de la production sera traitée localement, le ministre a fait part que «des équipes de solides experts nationaux ont d'ores et déjà été retenues», a-t-il souligné.

Pour permettre une valorisation dans des délais courts des gisements exploitables, Mohamed Arkab a expliqué que parmi les «20.000 sites miniers répartis à travers le territoire national, et dont une large partie abrite des produits non ferreux et des métaux rares, inexploités à ce jour, la mine de plomb et de zinc d'Oued Amizour (Béjaïa) fait, actuellement, l'objet de travaux pour hâter son entrée en production», a-t-il souligné.

Dévoilant les capacités de son secteur, M.Arkab a fait état de la présence d'une quarantaine de gisements de marbre et de granit «parmi les meilleures qualités dans le monde, mais peu ou pas exploités», a-t-il déploré, ajoutant que l'Algérie «importe, curieusement, environ 500.000 tonnes de ces deux minerais», a-t-il encore révélé. Mohamed Arkab a aussi indiqué que d'autres projets «sont en maturation, et qui seront concrétisés courant 2021, visant à mettre en exploitation des gisements de produits non ferreux, à l'exemple du carbonate de calcium, du manganèse, de la baryte et de la bentonite», a-t-il déclaré. «Une vaste opération de recherche minière à travers l'ensemble du territoire a été lancée, en s'aidant pour cela de moyens géophysiques et de télédétection aéroportés», a indiqué le ministre, ajoutant que parmi les produits miniers ciblés et déjà recensés figurent notamment ceux de l'or, du tantale, du silicium, du lithium, du cuivre, du soufre, des poli-métaux et autres pierres précieuses.

Coronavirus: 228 nouveaux cas et 5 décès enregistrés

Deux cent vingt-huit (228) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 186 guérisons et 5 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a annoncé, mardi à Alger, le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 100.873 dont 228 nouveaux cas, soit 0,5 cas pour 100.000 habitants, celui des décès à 2782 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 68.185, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien con-

sacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19. En outre, 22 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures de 1 à 9 cas, 21 wilayas n'ayant enregistré aucun cas, alors que 5 autres ont enregistré plus de 10 cas.

Par ailleurs, 29 patients sont actuellement en soins intensifs, a également fait savoir Dr Fourar.

Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.

Hausse du prix du sucre Les opérateurs de l'agroalimentaire appelés à faire preuve de solidarité

M. Aziza

Après une tendance haussière des produits alimentaires de large consommation, notamment les pâtes, ces derniers mois, c'est au tour du sucre de connaître une hausse de prix, de 5 dinars soit une hausse de 10 %, à l'importation. Une situation induite par la dépréciation du dinar. Une augmentation décidée, selon le président de l'Association algérienne de la protection et de l'orientation du consommateur et de son environnement (Apoce), Mustapha Zebdi, par les industriels et importateurs de sucre.

Le Dr Zebdi a précisé que le sucre sera vendu sur le marché du détail à son prix initial, puisque le décret exécutif du 6 mars 2011, avait déjà plafonné le prix du sucre blanc destiné aux consommateurs. D'ailleurs même les marges à la production, à

l'importation et à la distribution, aux stades de gros et de détail, du sucre blanc, ont été plafonnées.

Le président de l'APOCE dit craindre des augmentations dans la filière agro-alimentaire, c'est-à-dire, chez les producteurs des boissons industrielles sucrées et les yaourts. Et de préciser que selon des informations recueillies par l'association, cette augmentation a été décidée suite à la chute continue du dinar algérien sur le marché de la devise, celui-ci ayant dépassant le seuil symbolique des 160 DA pour un euro. Selon le président de l'Association des consommateurs «le taux de change officiel de l'euro a connu hier, un nouveau record : 1 euro pour 162,66 DA». Et à cela s'ajoute la remontée des cours du sucre blanc sur le marché mondial. Pour Zebdi, les industriels de l'agroalimentaire et les opérateurs exerçant dans la filière ne

peuvent pas vendre à perte ce produit, mais ils sont appelés tout de même à faire preuve de solidarité avec les citoyens, notamment dans cette conjoncture de crise sanitaire qui perdure et dont on ne voit pas le bout du tunnel. Le président de l'Association des consommateurs relativise en affirmant que selon certains échos, certains opérateurs et importateurs se sont engagés à renoncer à cette augmentation. Mais, dit-il, on ne sait vraiment pas qui va renoncer ou maintenir cette augmentation. Et d'interpeller ainsi les pouvoirs publics de s'approcher des importateurs et des investisseurs dans le domaine ainsi que de s'approcher des industriels de l'agroalimentaire pour trouver un compromis. Et ce, pour éviter aux consommateurs une hausse de prix supplémentaire, notamment durant cette période qui est déjà lourde de conséquences.

Tiaret

Un couple et ses deux enfants tués par le monoxyde de carbone

El-houari Dirmi

Terrible drame familial que celui survenu hier au quartier des 1900 logements, connu sous le nom «d'El Atrak», quand quatre personnes d'une même famille ont été retrouvées mortes asphyxiées au monoxyde de carbone, apprend-on du chargé de communication auprès de l'unité principale de la protection ci-

vile, le capitaine Boukari Rabah. Selon ce dernier, le couple, le père âgé de 42 ans, la mère (32 ans), leurs deux enfants âgés de 4 et 8 ans ont été retrouvés sans vie dans leur appartement hier mardi vers midi, asphyxiés au monoxyde de carbone provenant d'un chauffage défectueux. Leurs corps ont été évacués vers la morgue de l'hôpital «Youssef Damardji» de Tiaret et une enquête

ouverte pour déterminer les circonstances exactes de ce drame familial. La veille, onze personnes issues d'une même famille ont été sauvées de la mort. A noter que le mercure a chuté jusqu'à -6° Celsius dans la nuit de lundi à mardi et ces températures négatives inégales devraient se poursuivre durant les prochains jours, jusqu'au 15 janvier selon les services météo.

Raïna Raïkoun
Hamid Dahmani

Un environnement intrigant

Dans ce présent désobligeant, les jours sont devenus fous à lier, et les individus sont incohérents dans leur esprit. Le pays est plongé dans de profondes intrigues inédites et notre communication est devenue suspecte et embrouillée. Nos amis sont devenus soupçonneux et affligés. Les gens accusent et les accusés reculent. Même le temps nous intrigue fâcheusement, dans ces moments douloureux de cette épidémie qui nous accable. Il faut le dire que tous les éléments de cet univers sont contre nous, même les virus se sont associés entre eux pour nous éliminer de la surface de la terre. Quant à dame nature, elle a une dent contre cet environnement maussade et tuant. Curieuse et haineuse cette destinée maboule. Notre existence est pleine d'intrigues suspicieuses et on devient fou. Les clameurs et la fureur sont le propre de cette contrée rebelle ignorée gratuitement. Chaque jour qui se lève sur cette zone surveillée, le ton monte et la raison s'échauffe un peu plus. C'est un grand dommage pour notre fabuleuse histoire qui agonise en silence. Notre mémoire

est méprisée et notre identité n'a pas trouvé de meilleurs ambassadeurs pour la faire connaître. Ceux qui sont pointés du doigt, cela fait des lustres que le tambour a retenti pour eux. Le corps souffre et la douleur est profonde. La fièvre est brûlante sur tous les fronts qui sont chauffés à blanc. A chaque saison, les pénuries s'accroissent et la rareté de l'intelligence se fait sentir au sommet. L'économie bat de l'aile, elle est au bord du précipice, plouf ! Cette vie est insolente et maléfique. Il faut un audit à tout prix et en toute urgence. En vérité, le navire qui doit nous mener dans l'Eden, n'est qu'un radeau bluffant. Quel gâchis, on est mal parti ! Malheureusement cette situation pourrissante était prévisible, c'est du déjà vu, les plus anciens l'avaient prédit, il y a plus de vingt ans. C'est une rude épreuve pour ceux qui sont dédaignés par les puissants. En réalité ceux qui pensent posséder la puissance ne sont en vérité que des impuissants devant le temps qui coule...

Affaire de corruption à la Sonelgaz de Tipasa : peines réduites pour cinq accusés et acquittement de sept autres

La Cour d'appel de Tipasa a décidé, mardi, la réduction de la peine de quatre accusés dans l'affaire de corruption à la Sonelgaz, à deux ans de prison, dont une année avec sursis, au moment où la peine d'un autre a été réduite à une année de prison avec sursis, avec la confirmation de la non culpabilité de six autres accusés, et l'acquiescement d'un septième. Il s'agit de la réduction de la peine de trois accusés condamnés précédemment par le tribunal de première instance de Tipasa, à quatre années de prison. Une peine réduite à deux ans de prison, dont une année avec sursis, pour le chef de l'unité d'exploitation d'électricité et de gaz de Tipasa, le chef du service des moyens généraux et un entrepreneur.

Le même tribunal a décidé la réduction de la peine de l'ex-responsable de la même direction, de deux ans

de prison ferme, à deux ans de prison, dont une année avec sursis, tout en diminuant la peine du responsable du service comptabilité, de 18 mois de prison à une année de prison avec sursis. La Cour d'appel de Tipasa a confirmé la non culpabilité de quatre chefs des services techniques d'électricité de Cherchell, Koléa, Hadjout et Tipasa, tout en acquittant deux employés des services des moyens et de comptabilité. Un autre entrepreneur a été, également, innocenté des accusations portées contre lui, après avoir été condamné, en première instance à quatre années de prison ferme.

Le 2 décembre 2019, le paquet avait retenu les chefs d'accusation d'"abus de fonction", "dépense de deniers publics", "perception d'indus avantageux" et "passation de marchés douteux", à l'encontre de 12 accusés sur

un total de 47 parties mises en cause dans cette affaire, ayant fait l'objet d'une instruction judiciaire dans le cadre de la Loi contre la corruption.

Le juge d'instruction près le tribunal de Tipasa avait ordonné le placement de huit responsables de la Sonelgaz, en détention provisoire et de quatre autres sous contrôle judiciaire.

Cette affaire a été traitée sur la base d'une lettre anonyme faisant état de pratiques collusoires et de privilèges ayant profité à l'entreprise "Hammadi", sur un total de 38 autres entreprises contractuelles avec la Sonelgaz de Tipasa, pour la réparation de pannes et la concrétisation d'opérations à caractère d'urgence, suivant un calendrier fixé à l'avance avec l'ensemble des entreprises, tout en fractionnant certaines opérations pour contourner la loi sur les marchés, selon le rapport de renvoi du tribunal.

Réformes politiques et «zones d'ombre» 2021, l'année de tous les chantiers

Le communiqué du Conseil des ministres laisse apparaître qu'il n'y a que la prise en charge «des zones d'ombre» qui semble constituer pour ce début d'année l'ossature du programme du président de la République.

Ghania Oukazi

En s'adressant à son ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Abdelmadjid Tebboune a, selon le communiqué de la présidence de la République sur le Conseil des ministres du 3 janvier dernier, «exprimé son mécontentement de la gestion par certains walis des zones d'ombre, insistant sur l'impératif de faire la distinction entre les différents programmes de développement local, soulignant par là même certaines initiatives positives, tel l'approvisionnement en eau et en gaz par voie de réservoirs dans certaines régions frontalières». Les coupures d'eau intempestives auxquelles procèdent les responsables du secteur dans de nombreuses wilayas à commencer par Alger ne ressemblent en rien à une gestion «rationnelle» de la ressource. Ce sont des désagréments qui sont rajoutés à tous ceux qui sclérosent le cours normal de la vie des citoyens. La capitale a elle aussi ses «zones d'ombre», cette appellation d'un néologisme nouveau par laquelle la présidence de la République veut amorcer un programme de relance économique sans réformer le mythe d'une gouvernance nationale qui s'exerce notamment ces derniers temps à travers «des fantasmes collectifs» qui regardent de haut les réalités du pays.

Le plus curieux est que ceux à qui le président a donné des instructions à partir de l'étranger (ministre de l'Intérieur et les walis) sont, selon le communiqué, ceux qui ont failli à leurs obligations. Le président a dû se tromper d'interlocuteurs pour faire appliquer ses instructions. Selon son appréciation «mitigée» des «performances ministérielles pour 2020», il doit s'être trompé de gouvernement dans son ensemble. En tant qu'ancien commis et surtout haut responsable de l'Etat, Tebboune connaît certainement toutes les failles de l'économie nationale. En principe, il ne doit pas permettre à ses ministres de lui faire des constats. Il les connaît et en connaît les mesures urgentes à mettre en œuvre pour les débarrasser de leurs lacunes. La volonté politique, la fermeté et l'obligation de résultats «dans de brefs délais» doivent être ses impératifs pour que le pays ne titube pas.

QUID DE L'AGENDA POLITIQUE DU PRÉSIDENT

Un dossier important du ministère de l'Intérieur qui n'a pas été inscrit dans ce réquisitoire présidentiel, la nouvelle loi électorale qui doit être en principe prête conformément à l'instruction qu'il a donnée le 13 décembre dernier à la commission Laraba et aussi le code des collectivités locales appelé communément «code de wilaya et code communal». Si le président pense décider de l'organisation d'élections anticipées législatives et communales, le code des collectivités locales en devient un instrument obligatoire pour la gestion des territoires nationaux. Ainsi, contre toute attente, le président n'a pas marqué le début de la nouvelle année en donnant la priorité à l'agenda politique par lequel il a promis d'amorcer le changement de système de gouvernance.

Durant ce Conseil des ministres, l'on ne sait s'il a exigé du secteur de l'industrie pharmaceutique d'approvisionner les officines en médicaments qui manquent pour le traitement de nombreuses maladies chroniques. Il n'a pas non plus interpellé le secteur de la santé pour ne plus négliger les malades chroniques au profit de ceux atteints de Covid-19. Des médecins avec à leur tête le Professeur Rachid Belhadj, responsable des activités médicales et paramédicales au CHU Mustapha Pacha d'Alger, l'ont reconnu à plusieurs reprises. Prof Belhadj a même fait ses excuses à ces malades notamment ceux atteints de cancer qui se voient refuser les soins en milieu hospitalier. «Beaucoup sont morts chez eux, on appelle ça non-assistance à personne en danger», a révélé un groupe de médecins. Pour ce qui est du secteur des finances, Tebboune a qualifié de «point noir» uniquement le volet «octroi» des crédits par les banques. Mais il n'a pas exigé du ministère des Finances de résoudre immédiatement le problème des liquidités qui pénalise les retraités. La mort de certains d'entre eux devant les portes des bureaux de poste (cas de Tlemcen) alors qu'ils faisaient la queue pour retirer leur maigre pension doit peser sur les consciences des responsables du secteur. En instruisant Ayemen Benaberrahmane et son collègue du numérique et des statistiques «de numériser les secteurs sensibles d'importance économique notamment les douanes, les impôts et les domaines», il ne leur a fixé aucun ultimatum. La réforme du système bancaire traîne depuis des lustres tout autant d'ailleurs que celles de l'ensemble des autres secteurs mais les recommandations en sont restées lettre morte et enfouies dans les tiroirs de l'oubli en l'absence de volonté politique ferme pour leur application.

PERTE DE TEMPS ET D'ÉNERGIES

Cette tradition nationale des gouvernants d'effacer tout et de tout recommencer est une inlassable perte de temps, d'énergies et d'argent qui pénalise lourdement le pays. Le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique traîne le lourd dossier des œuvres sociales dont les dessous, longtemps entretenus par des forces occultes, ont affreusement terni l'image de l'université. La priorité aujourd'hui n'est pas de la jumeler à des universités étrangères mais de l'assainir des malversations en matière de marchés (approvisionnements) et par une évaluation régulière de son corps enseignant dont les aptitudes ne sont pas très souvent compatibles avec l'enseignement à distance (EAD) employé depuis l'apparition de la crise sanitaire encore moins avec les normes internationales.

Le président a évité de faire remarquer à sa ministre de la Culture qu'une femme qui sait rouler le couscous ne fait pas la civilisation d'une nation ni ne lui assure l'émancipation. «La mère est une école...», dit le poète et non juste «une cuisinière» comme le pense la «philosophe». En notant uniquement «l'impératif de pallier les lacunes enregistrées dans le domaine de l'industrie cinématographique», Tebboune ne semble pas trop intéressé par la culture comme modèle d'épanouissement et de développement.

Le ministère de la Solidarité nationale a été instruit pour s'occuper de «la femme au foyer à même de l'encourager à adhérer au processus de production nationale». La ministre du secteur qui a piétiné «en direct» la loi électorale et l'obligation du vote secret, n'a pas reçu d'instruction pour accélérer le processus d'identification des personnes défavorisées aux fins de leur fournir une aide financière directe et éviter au Trésor public de déboursier chaque année 20 milliards de dollars (évaluation de spécialistes) en subventions de produits de large consommation. Tout autant que celle du manque des liquidités dans les bureaux de poste, la question des subventions n'a pas encore trouvé l'intelligence qui la résout sans s'attarder sur des diagnostics récurrents.

CES RÉFLEXES QUI ENCHAÎNENT LE PAYS

Excepté l'expression «dans les plus brefs délais» qu'il a évoquée pour «valoriser les ressources minières que recèle (...), l'importance d'entamer l'exploitation effective de la mine de fer de Ghar Djebilet et du gisement de zinc et de phosphore de Oued Amizour (...), le président de la République n'a fixé aucun délai précis à aucun secteur pour appliquer ses instructions et lui rendre compte de leurs résultats effectifs.

Au lendemain du Conseil des ministres, le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale a réuni le Haut Conseil de sécurité qui lui a fait, selon un communiqué officiel, le point sur toutes les questions sécuritaires qui entourent le pays. L'on ne sait pas plus de ce conclave. Par contre, le ministère de la Défense a rendu public avant-hier un communiqué dans lequel il a précisé qu'après l'acquiescement par le tribunal militaire de Blida des quatre inculpés (Toufik, Tartag, Saïd Bouteflika et Louisa Hanoune) dans l'affaire du «complot contre l'autorité militaire et de l'Etat», Saïd Bouteflika a été transféré de la prison militaire de Blida vers la prison civile d'El Harrach. L'on se demande pourquoi c'est le ministère de la Défense qui donne ces précisions et non pas le parquet ou toute autre instance juridique militaire qui à elle seule incombe le devoir de communiquer sur des affaires de justice, de procès, de verdicts et de transferts de prisonniers relevant de sa compétence. En annonçant l'année dernière publiquement l'ouverture de procès de hauts responsables tout en précisant que «vous allez voir ce dont le juge algérien est capable», le ministre de la Justice Belkacem Zeghmati s'était substitué aux magistrats qui seuls ont la compétence de le faire. Autrement, l'implication du politique dans le fonctionnement de la justice risque de faire encore mal au pays. La réforme du système judiciaire pour consacrer son indépendance de l'exécutif civil et militaire est l'un des 54 engagements que le candidat Tebboune a promis d'honorer. 2021 devra être l'année de leur concrétisation loin de tout réflexe, toute propagande et de slogans désuets et nocifs.

Chronique ÉCONOMIQUE

Akram Belkaid, Paris

Quand Peugeot épouse Fiat



Les fiançailles auront donc duré un an avant la noce. Le 16 janvier prochain, les constructeurs automobiles Peugeot et Fiat-Chrysler seront réunis en une seule entité nommée Stellantis («parsemé d'étoiles» en latin). Le nouvel ensemble de 400 000 employés sera le quatrième groupe mondial en termes de véhicules vendus (8 millions par an) et le troisième en ce qui concerne le chiffre d'affaires (170 milliards d'euros). Au total, Stellantis comprendra 14 marques dont Peugeot, Fiat, Chrysler, Opel, Citroën, Alfa Romeo, Maserati, Dodge et Jeep.

ENJEUX STRATÉGIQUES ET EMPLOIS

Les autorités de concurrence européenne et américaine ont donné leur feu vert et Stellantis sera coté sur les Bourses de Paris, Milan et New York. La fusion a aussi été plébiscitée par les actionnaires des deux entreprises (plus de 99% des votes lors des deux assemblées générales extraordinaires respectives) et la presse spécialisée est plutôt positive. Cette opération était attendue et elle est vue comme la condition nécessaire pour garantir la survie de marques comme Fiat, Peugeot ou Chrysler. En effet, au-delà du défi immédiat posé par la pandémie de Covid-19, le secteur automobile est confronté en ce début de siècle à de nécessaires choix stratégiques que seuls des groupes ayant une taille critique sont capables d'assumer.

Comme ses concurrents, Stellantis devra trancher : faut-il favoriser le développement des véhicules électriques - en prévision du renforcement des législations favorables à l'environnement et à la lutte contre le réchauffement climatique ? Faut-il croire au développement de la voiture autonome sur laquelle de grands noms de l'informatique fondent beaucoup d'espoirs pour se diversifier et concurrencer les constructeurs traditionnels ?

Le discours accompagnant cette fusion comporte les habituels éléments de langage. Elle est censée «créer plus de valeur», c'est-à-dire offrir plus de revenus aux actionnaires. Elle doit aussi «réduire les coûts» (5 milliards de dollars par an) grâce aux inévitables «synergies». Or, comme toujours, la vraie question concernant ce type d'opération concerne la préservation des emplois. Les dirigeants des deux groupes ont promis qu'aucune usine ne sera fermée mais, on le sait, les promesses n'engagent que celles et ceux qui y croient.

Car un bref regard sur la situation du nouveau groupe oblige à la prudence. Nombre de ses usines tournent au ralenti depuis des années, situation que la pandémie n'a fait qu'aggraver. On considère ainsi qu'une usine est rentable si elle tourne à 80% de ses capacités or le taux moyen est de 45% pour Stellantis. Il ne faudra pas être surpris à court terme si des marques sont cédées ou si des sites sont fermés au nom de la sacro-sainte rentabilité (laquelle conditionne le taux de rémunération des actionnaires).

MODE DE CONSOMMATION

Enfin, on ne peut évaluer cette fusion sans penser aux évolutions en cours. Selon un sondage de YouGov réalisé en 2020, les jeunes sont partagés à l'égard de la voiture avec une part non négligeable d'entre eux qui n'envisagent pas d'en acquérir soit faute d'intérêt, soit en raison du coût. D'autres voient dans la voiture un usage occasionnel auquel sauront répondre des plateformes de location plus accessibles que celles qui existent aujourd'hui. Autrement dit, la voiture risque fort de devenir, notamment en milieu urbain, un produit dont on ne paie que l'utilisation sans avoir à l'acquiescer. De quoi faire revoir à la baisse les projections des constructeurs même si pour ces derniers l'eldorado chinois (20 millions de véhicules par an) constitue une sécurité pour l'avenir.

Un accord de «solidarité et de stabilité» signé

Réconciliation entre le Qatar et les autres monarchies du Golfe

Les six pays arabes du Golfe ont signé un accord de "solidarité et de stabilité", a déclaré le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane à l'ouverture mardi du sommet annuel de ce groupement régional qui a mis fin à une dispute de plus de trois ans avec le Qatar. "Les efforts (du Koweït et des Etats-Unis) nous ont aidés à obtenir un accord sur la déclaration d'Al-Ula, qui sera signée lors de ce sommet, où nous affirmons la solidarité et la stabilité dans le Golfe", a-t-il souligné.

Les dirigeants du Golfe se retrouvaient en Arabie Saoudite au lendemain de l'annonce de la réouverture par Ryad de ses frontières avec le Qatar, boycotté depuis plus de trois ans par ses voisins. En juin 2017, l'Arabie saoudite et trois pays alliés --Emirats arabes unis, Bahreïn et Egypte-- ont rompu leur liens avec Doha, l'accusant de soutenir des groupes islamistes, de trop s'entendre avec leurs adversaires iraniens et turcs ou encore de semer le trouble dans la région. Les Qataris, qui ont toujours démenti, se disent victime d'un "blocus" et d'une atteinte à leur souveraineté. Après trois ans et demi de boycott et de messages hostiles par médias interposés, le Koweït, en médiateur du Golfe, a révélé lundi soir que l'Arabie saoudite, poids lourd de la région et premier producteur mondial de pétrole, avait accepté de rouvrir au Qatar son espace aérien et toutes ses frontières.

Le Conseil de coopération du Golfe (CCG) est né il y a 40 ans avec l'ambition de rapprocher politiquement, économiquement et militairement ses membres --l'Arabie saoudite, Bahreïn, les Emirats ara-

bes unis, Qatar, Oman et le Koweït. Symbole du rapprochement en cours, l'émir du Qatar, cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani, était présent à al-Ula, pour participer à son premier sommet du CCG depuis 2017. Le dirigeant de l'émirat gazier a en outre été accueilli avec une embrassade du prince héritier saoudien, Mohammed ben Salmane, sur le tarmac de l'aéroport, selon les images de la chaîne de télévision d'Etat saoudienne Al-Ekhbariya. La rupture avec le Qatar s'est accompagnée de mesures de rétorsion: fermeture des frontières et de l'espace aérien aux avions du Qatar et restriction sur les déplacements de Qataris, ce qui a parfois conduit à la séparation de familles mixtes.

«RÉINITIALISATION»

Le quatuor avait formulé 13 conditions à la reprise des relations avec le Qatar, notamment la fermeture d'Al-Jazeera, chaîne de télévision honnie de nombreux régimes arabes, des engagements sur le fin du financement de groupes extrémistes ou la fermeture d'une base militaire turque au Qatar. Doha ne s'est plié à aucune de ces demandes. Diplomates, observateurs et certains articles de presse ont laissé entendre que tous ces sujets de discorde ne seraient pas abordés au cours du sommet, ce qui semble éloigner la perspective d'une résolution globale du litige dans l'immédiat.

Le rapprochement paraît commencer par l'Arabie saoudite et le Qatar mais "les autres les rejoindront, même si c'est plus tard", présume toutefois Bader al-Saif, professeur adjoint d'histoire à l'université du



Koweït. "Tout pas vers la réconciliation est mieux que rien du tout. Le Conseil de coopération du Golfe a besoin d'une réinitialisation majeure et peut offrir beaucoup plus qu'il ne l'a fait", dit-il sur Twitter.

LE GENDRE DE TRUMP PRÉSENT

Malgré des déclarations inhabituellement positives ces dernières semaines, les autres pays ne semblent pas aussi disposés que les Saoudiens à faire des concessions au

Qatar. Les Emirats arabes unis en particulier restent particulièrement hostiles à Doha, en raison de sa proximité avec la confrérie islamiste des Frères musulmans. Pour l'instant, la réconciliation s'avère être "essentiellement diplomatique", estime Tobias Borck, du centre de réflexion Royal United Services Institute. Les Etats-Unis ont eux intensifié la pression sur tous ses partenaires du Golfe pour résoudre la crise avec le Qatar. Le but pour Washington: isoler davantage l'Iran, alors que le rideau tombe sur la

présidence de Donald Trump. Jared Kushner, son gendre et conseiller, a fait la navette dans la région, a déclaré lundi un responsable américain. "L'administration Trump revendiquera cela comme une autre victoire à coup sûr", selon Tobias Borck, tout en soulignant que les rivaux du Golfe n'avaient pas encore normalisé leurs relations. L'isolement du Qatar a paradoxalement permis au riche émirat d'accroître sa stratégie d'autosuffisance et de se rapprocher davantage de l'Iran et de la Turquie.

Interpellant le chef du gouvernement

Des intellectuels marocains dénoncent la normalisation avec l'entité sioniste



Des militants de la cause palestinienne, des défenseurs des droits humains, des écrivains et des chercheurs universitaires ont adressé, dernièrement, une lettre au chef du gouvernement marocain Saâdeddine El Othmani dans laquelle ils considèrent comme "inadmissible" la normalisation des relations entre le régime marocain et l'entité sioniste tout en demandant son annulation. "L'instant est particulièrement grave. Jusque-là, le Maroc officiel avait pratiqué avec l'occupant une normalisation rampante et semi-clandestine

sur les plans commercial, maritime, touristique, culturel, militaire et du renseignement. Mais depuis le 10 décembre, c'est à visage découvert, sans honte, que le Maroc officiel a décidé de pactiser avec l'occupant, ajoutant du poids et une autre dynamique au tsunami de la normalisation", déplorent les auteurs de la lettre. "Nous, signataires, savons que le peuple marocain, qui n'a cessé de sceller son destin à celui du peuple palestinien, sortira de la confusion dans laquelle on voudrait le piéger et exprimera massivement sa

solidarité, selon la tradition maintenant parfaitement établie. Parce que les projets que prépare le gouvernement criminel de l'occupation contre le peuple palestinien ne seront pas stoppés, mais encouragés par la normalisation", soutiennent-ils.

Les auteurs avertissent, dans leur missive, que de "nouvelles agressions encore plus meurtrières se préparent: elles ouvriront les yeux de ceux qui n'ont pas encore compris. Et déjà. Awalou al Ghayti Qatarat / l'orage commence par quelques gouttes: à Fès, Tanger, Rabat, Taza, Guercif, Casablanca, Tiznit les protestations publiques dans la rue ont commencé". "Pas en mon nom!", "Cette normalisation que vous avez signée avec les criminels qui font la guerre contre le peuple de Palestine" est "inadmissible", martèlent les signataires de la lettre à l'adresse d'al Othmani. Joignant à leur lettre le slogan "Pas en mon nom!", ils promettent de continuer à "résister à la normalisation et à demander l'annulation des accords de la honte qui viennent d'être signés". Ils constatent que "la dernière mode est de chercher à justifier l'ignominie de la normalisation par les liens historiques du Maroc avec les colons sionistes d'origine marocaine", notant que c'est une erreur grave, parce qu'elle encourage le racisme par la confusion qu'elle entretient entre judaïsme et sionisme et fait l'impasse sur l'implication de cette composante de l'occupation dans les crimes commis contre le peuple palestinien". "L'ignominie de la normalisation, quels que soient les discours qui l'accompagnent, constitue un abandon du peuple palestinien sur le champ de bataille. Pire. Tendre la main à l'occupant, dans ces circonstances, c'est lui prêter main forte. Et, au-delà de la normalisation économique, touristique,

culturelle, médiatique, ce qui s'est mis en place, c'est un axe militaire avec les normalisés du Golfe, autour de l'armée de l'occupation et sous le parapluie américain", notent les rédacteurs de la missive.

"Au cours des 100 dernières années, le peuple palestinien a payé un tribut très lourd dans la guerre que poursuit contre lui l'entreprise sioniste et dont l'objectif est de le priver de son droit de vivre sur sa terre. Et il traverse aujourd'hui une période qui est une des plus difficiles de son histoire", indiquent-ils. "Jamais la guerre d'usure multiforme menée par l'occupant contre le peuple palestinien n'a été aussi intense qu'aujourd'hui. Jamais l'occupant qui ne connaît que la force des armes et de la torture ne s'est senti aussi libre de peser sur le peuple palestinien. Le tsunami actuel des normalisations, qui s'est déclenché sur fond de mort cérébrale de la solidarité des Etats arabes et maghrébins, n'a fait que l'y encourager", ajoutent-ils.

"Face aux crimes de guerre que sont les opérations de colonisation galopante avec vol des terres et de l'eau, arrachage des arbres et destruction des maisons, en plus de l'enfer de la circulation à travers les check-points, face au crime contre l'humanité de l'épuration ethnique pratiquée à Al Qods, face à la mort lente programmée des habitants de Ghaza et aux autres crimes de guerre que l'armée d'occupation y perpète, face à la nouvelle loi fondamentale de 2018 qui officialise le régime d'apartheid de discrimination raciste contre les Palestiniens, la résilience du peuple sur sa terre ne faiblit pas. Il ne cesse d'inventer des nouvelles formes de résistance contre l'occupant", concluent les signataires de la lettre.

La laïcité française à l'épreuve d'un foulard

Par Benabid Tahar*

La littérature traitant de l'histoire de l'église chrétienne et de son rapport conflictuel au pouvoir temporel - soldé notamment par l'adoption du principe de la laïcité, codifiée par la loi 1905 de séparation des églises et de l'Etat - est abondante. Puisant dans cette riche bibliographie, j'ai précédemment tenté un essai de « vulgarisation » visant à rendre, un tant soit peu, le sujet accessible au grand public (lire les articles parus le 05 et le 10 décembre 2020 dans le quotidien d'Oran). Au pied de la lettre, la laïcité, telle que définie dans le dictionnaire Larousse, signifie « un système qui exclut les églises de l'exercice du pouvoir politique ou administratif, et en partie, de l'organisation de l'enseignement public ». Simplement dit, il s'agit d'un principe - non d'une valeur comme aiment à nous le seriner certains - qui consacre la séparation des pouvoirs temporel et religieux.

Dans le sillage de ce principe de séparation, diverses formulations sont proposées par des politologues, des penseurs et des académiciens; j'en évoque quelques unes ci-après. Lors d'une conférence qu'il a animée le 07 janvier 2020 à l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco) de Paris, consultable sur le site d'information Mizane TV, Olivier Roy (politologue, réputé spécialiste de l'islam politique) a affirmé : « La laïcité, jusqu'aux années 1960, c'était en fait un conflit de pouvoir, un conflit politique, entre la république et l'église catholique (...). L'arrivée de l'islam est apparue comme un retour du religieux.

Il fallait se confronter avec ce religieux là, il fallait le formater. A partir de ce moment là, la laïcité est devenue idéologique ; ce qu'elle n'était pas avant. Elle a cessé d'être un simple principe républicain de neutralité de l'Etat et de séparation de l'Etat et de la religion. Elle est devenue une volonté d'expulser le religieux de l'espace public et le remettre uniquement dans le privé. ». Ghaleb Bencheikh (Islamologue franco-algérien) nous livre cette définition (voir conférences de l'auteur via Youtube) : « La laïcité est un principe juridique sans épaisseur idéologique, sans densité doctrinale (...). C'est la loi qui garantit le libre exercice de la foi aussi longtemps que la foi ne prétend pas dicter la loi et le primat reste toujours à la loi par rapport à la foi ». Il dit aussi : « La laïcité n'est pas une doctrine qui s'ajoute à d'autres, c'est un principe qui permet aux différentes doctrines de se rencontrer, de débattre, de se confronter ».

Le philosophe et écrivain français Henri Peña-Ruiz, connu pour ses travaux sur la laïcité, avance l'idée des « trois boussoles » pour penser la laïcité. Je rapporte ici des propos qu'il a tenus lors d'une conférence qu'il a donnée en août 2019 à l'occasion de l'université d'été du parti La France Insoumise : « La laïcité est la reconstruction du cadre commun destiné à faire coexister les personnes de toutes convictions spirituelles sur la base de trois principes indissociables : la laïcité est un principe d'émancipation, la laïcité est un principe universaliste et non pas différencialiste, avec la laïcité il y'a un primat du commun sur le particulier ». En substance, il affirme à propos de l'éducation : « l'école laïque af-



franchit de toute tutelle, qu'elle soit religieuse spirituelle ou philosophique ». Hélas, au fil du temps, pour des raisons hégémoniques ou politiques, ayant souvent comme substrat idéologique une intolérance primaire, l'idée de laïcité s'est diluée dans des conceptions improbables, jusque dans le domaine privé de l'accoutrement.

La problématique fait débat, dans tous les sens, depuis pas mal de temps à travers le monde, de manière quasi-hystérique dans l'hexagone. D'aucuns s'autorisent même à inventer des nouveaux termes, des stéréotypes - tels de laids hochets qui surgissent subitement pour stimuler le rejet de l'autre, la défiance, etc. - ou à accoler des épithètes à la laïcité (laïcité positive, laïcité républicaine, laïcité ouverte, valeurs laïques, etc.). Bref, la laïcité serait ce que les linguistes appellent un « mot valise ». En somme, un fourre tout.

A ce propos, Régis Debray (écrivain et philosophe français), au demeurant partisan de l'interdiction des signes religieux et même politiques ou autres à l'école, résume cette cacophonie ainsi : « La laïcité est (entendre devenue) une sorte de totem, de grigri que tout le monde invoque sous un mode incantatoire ». Il préconise en outre l'enseignement laïque du fait religieux pour, dit-il, passer d'une « laïcité d'incompétence » à une « laïcité d'intelligence ». Tout esprit sain, libéré des préjugés et sans arrières pensées vous dira que le fait d'utiliser un principe sans en respecter le sens conceptuel, manière de le corrompre, relève de l'usurpation malsaine et dangereuse. Albert Camus n'a pas cru si bien dire en affirmant que « mal nommer les choses c'est ajouter la misère au monde ». Aussi, pour bien faire la part des choses, il convient de questionner le droit. Par souci de respect de la liberté de conscience, selon ses concepteurs, la loi de séparation de

1905 ignore la question de l'habit religieux. Lors des débats sur le projet de loi, la liberté vestimentaire fut discutée suite à l'introduction par un député radical socialiste d'un amendement réclamant l'interdiction du port de la soutane (tenue portée par les ecclésiastiques).

Aristide Briand (avocat et homme politique français), rapporteur et artisan principal de la dite loi, balaya la proposition d'un revers de la main, en ces termes : « Le silence du projet de loi au sujet du costume ecclésiastique (...) n'est pas le résultat d'une omission mais bien au contraire d'une délibération mûrement réfléchie. Il a paru à la commission que ce serait encourir, pour un résultat plus que problématique, le reproche d'intolérance et même d'exposer à un danger plus grave encore, le ridicule, que de vouloir par une loi qui se donne pour but d'instaurer dans ce pays un régime de liberté au point de vue confessionnel, imposer aux ministres des cultes l'obligation de modifier la coupe de leurs vêtements ». Ridicule est le mot juste lorsque la manière de s'habiller devient la problématique centrale, reléguant les libertés individuelles au domaine de l'anecdotique. A toute fin utile, je pense qu'il est nécessaire de rappeler que la loi 1905 consacre à l'expression publique des religions à peine deux articles, articles 27 et 28 du titre V relatif à « la Police des cultes »; qui traitent du régime des sonneries des cloches, des emblèmes religieux sur les édifices publics et autres manifestations religieuses (processions et cérémonies) dans l'espace public, sans la moindre allusion à l'habit religieux.

Au regard du peu de temps qui leur fut réservé au cours des débats, ces articles n'ont pas été le souci majeur des parlementaires et des sénateurs, loin s'en faut. Par ailleurs, la convention européenne des droits de l'homme, stipule dans son article 9 : « 1. Toute personne

a droit à la liberté de penser, de conscience et de religion ; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction, ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction, individuellement ou collectivement, en public ou en privé, par le culte, l'enseignement, les pratiques et l'accomplissement des rites. 2. La liberté de manifester sa religion ou ses convictions ne peut faire l'objet d'autres restrictions que celles qui, prévues par la loi, constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité publique, à la protection de l'ordre, de la santé ou de la morale publiques, ou à la protection des droits et libertés d'autrui. ». C'est dire que, sur le principe et conformément aux règles de droit, contrairement à ce qui est soutenu par certains au nom de la laïcité, les convictions religieuses sont bel et bien libres de s'exprimer, à travers l'habit ou tout autre signe, dans l'espace public. Autrement dit, la visibilité sociale des religions n'est pas interdite. Ce qui est exigé, rappelons-le, c'est la neutralité des autorités publiques du fait qu'elles sont au service de tous les citoyens, indépendamment de leurs opinions ou croyances. Régression qui ne dit pas son nom, depuis trois décennies, le port du voile dit islamique alimente plus que de mesure les débats, souvent polémiques, pour ne pas dire aux relents racistes. Pire encore, au nom de la laïcité, on s'autorise la malveillance et l'offense, voire l'outrance envers les français de culte musulman.

Nous reviendrons sur ce sujet dans un prochain article. Je tiens à préciser au passage qu'il n'est pas dans l'esprit du présent article de prendre position par rapport au voile proprement dit. Il n'est pas non plus dans le dessein de cette contribution d'aborder la question de savoir si le port du voile est une exigence religieuse ou relève plutôt du domaine culturel.

Je n'ai ni la compétence théologique ni ne dispose d'éléments probants qui me rendent apte à aborder un tel sujet ; je ne m'y autorise point. En revanche, je m'élève énergiquement à travers ces lignes, la colère en bandoulière, contre une conception travestie des valeurs républicaines qui voudrait chasser le religieux de l'espace public, d'une manière générale jusqu'à sa portion congrue et en particulier le culte musulman jusqu'au tréfonds de l'être intérieur du croyant.

Ceci étant entendu, revenons à nos moutons. Le facteur déclencheur de la campagne antivoile en 1989 fut le renvoi par le proviseur du collège de Créteil, en banlieue parisienne, de trois jeunes filles maghrébines suite à leur refus de retirer leur foulard en classe. L'incident, largement médiatisé, était vite devenu pratiquement une affaire nationale. L'extrême droite, fidèle à ses principes, crie alors à « l'envahissement de l'hexagone par la civilisation islamique » qui, selon un des dirigeants du Front National, « s'implante de façon symbolique par le port du hidjab à l'école ». Pourtant, les statistiques officielles en ce temps indiquaient que sur environ 200 000 jeunes filles appartenant à la communauté de confession musulmane, seules quelques dizaines se rendaient en foulard à leur établissement scolaire ; soit un taux de l'ordre de 0,01 %.

La dramatisation d'un phénomène de poids aussi insignifiant est tout de même inexplicable, si ce n'est par un rejet endémique, offusquant, du fait religieux musulman, voire de l'islam tout court. Interpellé sur sa position lors d'une réunion de l'Assemblée nationale, le ministre de l'éducation nationale, Lionel Jospin, répliqua que « l'école ne peut exclure car elle est faite pour accueillir ».

Suite en page 7

* Professeur

Ecole Nationale Supérieure de Technologie.

La laïcité française à l'épreuve d'un foulard

Suite de la page 6

Le Conseil d'Etat - sollicité par Lionel Jospin en novembre 1989 pour avis consultatif, ou traduction juridique, sur la compatibilité du port des signes religieux avec le principe de la laïcité - avait soutenu que « dans les établissements scolaires, le port par les élèves de signes par lesquels ils entendent manifester leur appartenance à une religion n'est pas par lui-même incompatible avec le principe de laïcité ». Il avait aussi souligné que : « un refus d'admission dans une école (...) ne serait justifié que par le risque d'une menace pour l'ordre dans l'établissement ou pour le fonctionnement normal du service de l'enseignement ». Il laisse toutefois une certaine liberté aux établissements scolaires de régler la question au cas par cas, via leur règlement intérieur. Avant de poursuivre notre exposé, il serait utile de rappeler que l'idée de "laïcisation de l'école" en France est assez ancienne. Jules Ferry (homme d'Etat français) est à ce propos reconnu comme le père de l'école laïque. Il est notamment à l'origine des lois du 16 juin 1881 et du 28 mars 1882 qui ont rendu l'école gratuite de 6 à 13 ans, obligatoire et laïque ; en ce sens que l'enseignement religieux y est supprimé et les objets religieux retirés.

Dans le prolongement de l'œuvre de Jules Ferry, suivra la laïcisation des fonctionnaires des écoles publiques grâce à la loi Goblet du 30 octobre 1886. Notons que la question du port des signes religieux à l'école n'a pas été abordée à cette époque. Pour revenir à l'actualité, en 2002, des députés déposent des propositions de loi visant l'interdiction du voile à l'école ; relançant de plus belle le débat, mais surtout les hystéries. Finalement, les promoteurs d'une laïcité galvaudée, exploitant à dessein la complexité des lois, leur imperfection et leur flexibilité, qui autorisent certaines lectures tendancieuses, ont fini par imposer leur diktat.

C'est ainsi que la loi du 15 mars 2004 - édictée soit disant en application du principe de laïcité - fut présentée comme une loi générale qui règle définitivement la question du port du voile et autres signes religieux dans les établissements scolaires. Elle stipule dans son premier article : « Dans les écoles, les collèges et les lycées publics, le port de signes ou tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse est interdit (...). Le règlement intérieur rappelle que la mise en œuvre d'une procédure disciplinaire est précédée d'un dialogue avec l'élève. ». L'interdiction cible essentiellement le voile islamique, mais aussi la Kippa (calotte portée par les juifs pratiquants) et les croix chrétiennes de « taille excessive ». Les signes discrets sont tolérés. Manière subtile de dire que l'on n'interdit pas la croix ; le voile et la Kippa ne pouvant en aucun cas être discrets. A souligner que très rares sont les juifs qui portent la Kippa ; devinez qui demeure sous le coup de l'interdiction.

Certains partisans de l'interdiction des signes religieux ostentatoires prétendent, et c'est là où réside l'irrationnel et l'inconséquence, que l'objectif recherché est de permettre que les cours se déroulent dans de bonnes conditions et éviter l'affrontement interreligieux. C'est comme si les dits signes



avaient pouvoir de provoquer du chahut et autres agitations tapageuses qui indisposeraient ou perturberaient le maître. Mieux encore, les gamins seraient les nouveaux guerriers opposant croisés et musulmans. La métaphore est ici sciemment surchargée pour mieux relever la balourdise, voire l'absurdité et le ridicule. L'avocat français au barreau de Paris, maître Eolas, auteur du blog Journal d'un avocat, estime, à juste titre, que la loi 2004 est « une défaite de la laïcité ». Sur fond de polémique juridico-politique récurrente, d'aucuns veulent effacer totalement le voile islamique de l'espace public ; il ne manque plus qu'à charger une « police de la laïcité » pour contrôler la chose à domicile. Le ministre de l'Education nationale sous Nicolas Sarkozy, Luc Chatel, avait notamment émis le 27 mars 2012 une circulaire qui stipule : « La laïcité est un principe constitutionnel de la république (...). Ces principes permettent notamment d'empêcher que les parents d'élèves ou tout autre intervenant manifestent, par leur tenue ou leurs propos, leurs convictions religieuses, politiques ou philosophiques lorsqu'ils accompagnent les élèves lors des sorties et voyages scolaires ». Le Conseil d'Etat, saisi par des défenseurs des droits humains, a rendu public son avis le 23 décembre 2013, en ces termes : « Entre l'agent et l'usager, la loi et la jurisprudence n'ont pas identifié de troisième catégorie de « collaborateurs » ou « participants » qui serait soumise en tant que telle à l'obligation religieuse ». Ce qui veut dire que les accompagnatrices des élèves, n'étant pas des agents auxiliaires du service public, ne sont pas soumises au principe de neutralité religieuse. Malgré cela, la circulaire Chalet resta en vigueur jusqu'en octobre 2014 ; date à laquelle la nouvelle ministre sous François Hollande, Najat Vallaud-Belkacem,

y mit un terme. Auditionnée par l'observatoire de la laïcité, elle déclare : « L'acceptation de leur présence (mères voilées) aux sorties scolaires doit être la règle et le refus l'exception ». Sur le sujet, la position de l'actuel ministre de l'Education nationale, Jean-Michel Blanquer, est, le moins qu'on puisse dire, ambiguë ; il jongle avec les oui-mais. En mai 2020, il a affirmé devant le Sénat : « Il pourrait y avoir quelque chose de contre-productif en ayant une mesure législative en la matière. Je respecte totalement ceux qui pensent le contraire ».

Le 13 octobre 2020, intervenant sur BFM-TV, il déclare : « Vous avez d'une part ce que dit la loi - elle n'interdit pas aux femmes voilées d'accompagner les enfants - mais, c'est certain, nous n'avons pas envie d'encourager ce phénomène ».

Heureusement qu'on n'interdit pas tout par la loi. Voilà un membre du gouvernement prêt à remettre en cause la loi pour satisfaire des envies. Bizarre est telle conception de l'Etat de droit et de la république. Incroyable est cette propension à vouloir assimiler la laïcité, ou la restreindre, au seul titre de l'interdit dès qu'il est question de culte musulman. Fort heureusement, des voix raisonnables, intellectuellement probes, s'élèvent dans plusieurs pays pour dénoncer de telles dérives. En France, la commission nationale consultative des droits de l'Homme a clairement exprimé sa désapprobation dans son rapport précédant les débats au parlement sur la loi de 2010 interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public. Il est dit dans ce rapport : « La laïcité semble aujourd'hui faire l'objet de deux dérives contradictoires. D'une part, certains tendent à réduire le principe de laïcité à un simple principe de tolérance, justifiant le repli communautariste. D'autre part, certains semblent réclamer aujourd'hui un rejet de tout signe religieux dans l'espace public.

Or, non seulement la République assure la liberté de conscience mais en outre elle garantit le libre exercice des cultes (article 1^{er} de la loi 1905), la République respectant toutes les croyances (article 1^{er} de la constitution). La séparation des églises et de l'Etat ne doit donc pas être comprise comme visant à l'éviction hors de l'espace public de toute manifestation d'une conviction religieuse (...). Il est important de rappeler ici que le Conseil d'Etat, soucieux du respect du principe général de laïcité et de la convention européenne des droits de l'Homme, avait introduit la formule « l'interdiction sous toutes ses formes de la dissimulation volontaire du visage dans l'ensemble de l'espace public », au lieu d'utiliser l'expression « interdiction du port du voile intégral ».

La problématique est ainsi inscrite au registre de l'ordre public pour contourner le litige religieux. Dans la forme, l'interdiction ne désigne pas précisément son objet, mais chacun sait que c'est les femmes musulmanes qui sont visées. Il s'agit en fait d'un « habillage législatif intégral ». Les proportions démesurées que la polémique autour du voile islamique a prises et l'avalanche de dispositions réglementaires qu'elle a induite font croire que le problème majeur de la France réside dans un morceau de tissu, qui porterait en lui le péril islamique. Le philosophe et essayiste français Michel Onfray, qu'on ne peut soupçonner de défendre l'islam ou une cause pro domo, commente l'ineptie de telles attitudes en ces termes : « Il faut moins s'intéresser à ce qu'il y a sur les têtes que dans les têtes. La répression contre un vêtement n'aura aucune autre incidence sur le cours des choses (dans cette guerre civile qui s'annonce) que d'augmenter l'animosité ». En effet, la laïcisation de la société à coups d'interdits favoriserait plutôt la résurgence du

fait communautaire, de l'appartenance religieuse ou culturelle et autres réminiscences identitaires qui invitent au repli sur soi et au clivage social. En résumé, nonobstant l'expression violente, absolument condamnable, de l'intégrisme religieux et autres formes de radicalisme, dès que les musulmans ont cessé d'être invisibles en tant que tels, que leur culte « a quitté les caves », ils sont devenus gênants. A mon sens, la question centrale qui devrait être débattue est de savoir si des exigences de vie sociale républicaine simplement formulées par les uns, justifient la limitation des libertés fondamentales des autres, de ceux qui dérangent la galerie, dirions-nous ? Si tel est le cas, il est à craindre, à déplorer, que la république du droit, des lois, devienne « la république des sentiments et des états d'âme ». Situation qui appelle une autre interrogation, que je formulerais ainsi : Est-ce que Marianne (figure symbolique de la république française) est prédisposée à intégrer la dimension sociétale musulmane dans son corps républicain ?

Enfin, est-ce que la France d'aujourd'hui fait bon usage de son riche patrimoine historique en matière de démocratie, de droits de l'homme, de tolérance, et autres valeurs de ce registre ? Entendre les valeurs constitutionnalisées et théoriquement applicables sur le territoire national français. J'incline à croire, à priori, que le pays qui se revendique des « lumières » aurait tendance à se laisser verrouiller par des apprentis sorciers qui s'entendent gardiens du temple républicain.

Aussi, même si certains de mes propos peuvent paraître sévères, parfois exagérés, j'en conviens mais je me donne raison de penser que les valeurs républicaines françaises sont de plus en plus mitées. Autrement dit, le ver est dans le fruit du siècle des lumières.

Benabid Tahar

An 2021 : que sagesse soit !

Depuis un siècle, le monde est devenu horrible. Le siècle passé a connu deux guerres mondiales avec d'atroces conséquences, la perte de plusieurs millions d'êtres humains. Le monde dit civilisé, en a été l'acteur principal, le « reste du monde » vivant alors sous le système hideux du colonialisme. La bombe A fut expérimentée sur le Japon. Les îles Marshall ont été le site d'essais nucléaires américains dans les années 1950-1960 ayant laissé des traces indélébiles avec un risque majeur pour la population locale et au delà. Le tout sans excuses ni réparation. Une tare impardonnable d'un monde pratiquant la démocratie et les droits de l'Homme par sélection.

Par Ammar Koroghli *

CE MONDE HIDEUX...

Ce monde produit plus de nucléaire militaire à même de détruire deux à trois la Terre que de droits; en prime, l'esclavagisme avec absence de droits civiques pour les Afro-Américains, après le massacre des Amérindiens dans le cas des Etats-Unis. La surindustrialisation imposée au monde et à la Terre a généré le réchauffement climatique. La mondialisation, pendant de l'impérialisme, a accentué la dépendance des pays d'Afrique et d'Amérique Latine, le monde arabe s'abreuvant à outrance de pétrodollars et de protection de l'Oncle Sam (l'Europe étant sous la coupe de l'OTAN) et désormais sous perfusion de pseudo « normalisation » avec l'entité sioniste, au détriment de la Palestine et des droits de leurs peuples (pourquoi les régimes arabes n'ont-ils pas consulté leurs peuples par référendum ?). L'Asie, sans doute plus de la moitié de l'humanité actuelle, tente de s'imposer comme alternative avec une Chine qui devient, mutatis mutandis, la première puissance économique de ce monde. Au jour d'aujourd'hui, elle aurait jugulé la propagation du virus Corona. Elle a planté son drapeau sur la lune, elle a coiffé au poteau les supercalculateurs des pays d'Occident par son ordinateur quantique, elle produit des millions de doses de vaccin promis aux pays moins nantis qu'elle, son économie repart... Elle est talonnée par l'Inde caractérisée également comme un géant en puissance -démographiquement surtout- avec tout de même près de la moitié de la population vivant avec à peine 1,5 dollar par jour. La pauvreté, bombe à retardement.

Ce monde qui compte près de 8 milliards d'âmes est en quête davantage de survie alimentaire que d'une nouvelle utopie conçue comme vecteur de valeurs humaines. Il y aurait 1.542 milliards sur terre sur 8 milliards d'êtres humains dont la majorité continue de survivre en dehors de l'Europe et

de l'Amérique du Nord. Pourcentage infime de milliardaires qui maîtrisent la finance internationale (à travers également les institutions à vocation internationale, type FMI et Banque mondiale, mais également les divers paradis fiscaux comme niches des bourgeoisies du monde...) et qui vivent cloîtrés dans d'énormes palais surveillés technologiquement. Ainsi confinés, que savent-ils du monde et de leurs semblables (y compris vivant sur leurs territoires, leurs propres concitoyens) à part gérer leurs billets verts. Vive la fin de ce monde dominé par la finance ! Et que naisse une nouvelle utopie à base d'écologie à dimension humaine !

ET CORONAVIRUS FUT...

Le coronavirus accapare tellement les esprits, y compris les plus scientifiques, qu'il éclipse toutes les autres pathologies qui demeurent présentes et tuent depuis de nombreuses années : accidents de la route, cigarette et alcool. Tant de victimes de maladies devenues ordinaires pour des pays comme l'Algérie qui manquent extraordinairement de moyens médicaux, pharmaceutiques, appareils (« nos dirigeants » soignant souvent leurs bobos à l'étranger que les harraga tentent d'atteindre avec comme seuls passeports diplomatiques leur indicible envie d'en découdre avec l'au-delà). Combien de femmes et d'hommes souffrent et sont condamnés à une mort certaine faute de moyens (notamment financiers) et ne pouvant, pour la majorité, accéder à des prises en charge qui font le délice de nos hommes au pouvoir à ce jour (y compris après le départ forcé du président déchu) ?

Le coronavirus sera sans doute un souvenir douloureux dans l'Histoire de l'Humanité (qu'il faudra, en temps opportun, investiguer), même si les pays du Nord sont mieux pourvus médicalement pour faire face à cette étrange et imprévisible pathologie. Pour rappel, la « grippe espagnole » a fait quelques 50 millions de morts. C'était juste après la Première Guerre mondiale. C'était au siècle dernier. Et pourtant, c'est oublié. L'individu, comme l'humanité, a cette capacité

d'oublier, de s'adapter. Quelles leçons de sagesse pourrions-nous alors tirer de cet épisode malencontreux à l'échelle de notre village planétaire ?

Certes, l'état de sous-développement à tous points de vue des pays du Sud les expose davantage à toutes sortes de pathologies. Certes, les pays développés situés dans le Nord de notre unique planète (d'un unique univers) disposent de moyens plus conséquents. Cependant, l'imprévisible (si imprévisible que ça ?) comme l'arrivée du coronavirus est venu bousculer bien des certitudes. Le monde va mal. Nous le savons. Et pas seulement à cause de l'instinct de l'homme (fut-il civilisé et du Nord), mû uniquement par sa survie et la recherche éperdue d'autres continents en dehors de la Terre. Sur Mars, n'y aurait-il pas l'équivalent de coronavirus ? Cette Terre qui n'en peut plus de subir les affres de cet homme cupide : réchauffement climatique, effet de serre... Et pas seulement. La surindustrialisation des pays du Nord, suivis par celles des deux mastodontes (Chine et Inde), creuse davantage le déficit en sagesse des dirigeants de ce monde ; ainsi, ceux des pays dits « G7 » qui décident impunément la destruction de pays entiers par leur coûteux arsenal (Afghanistan, Irak, Lybie ...).

La France, troisième pays exportateur d'armement, a décrété officiellement la « guerre » au coronavirus, cet invisible ennemi. Et pourtant, cet armement excessif des pays riches (avec une technologie sophistiquée) ne permet pas de faire face à cette nouvelle pathologie qui a fait déjà sa renommée mondiale avec tant de décès. Les pays du Nord découvrent, avec effarement, qu'ils manquent de... masques pour protéger d'abord leur population médicale qui se trouve aux avant-postes dans ce combat acharné dont l'issue se révèle aujourd'hui incertaine (pour combien de temps encore ?).

QUELLE SAGE HUMANITÉ APRÈS-CORONAVIRUS ?

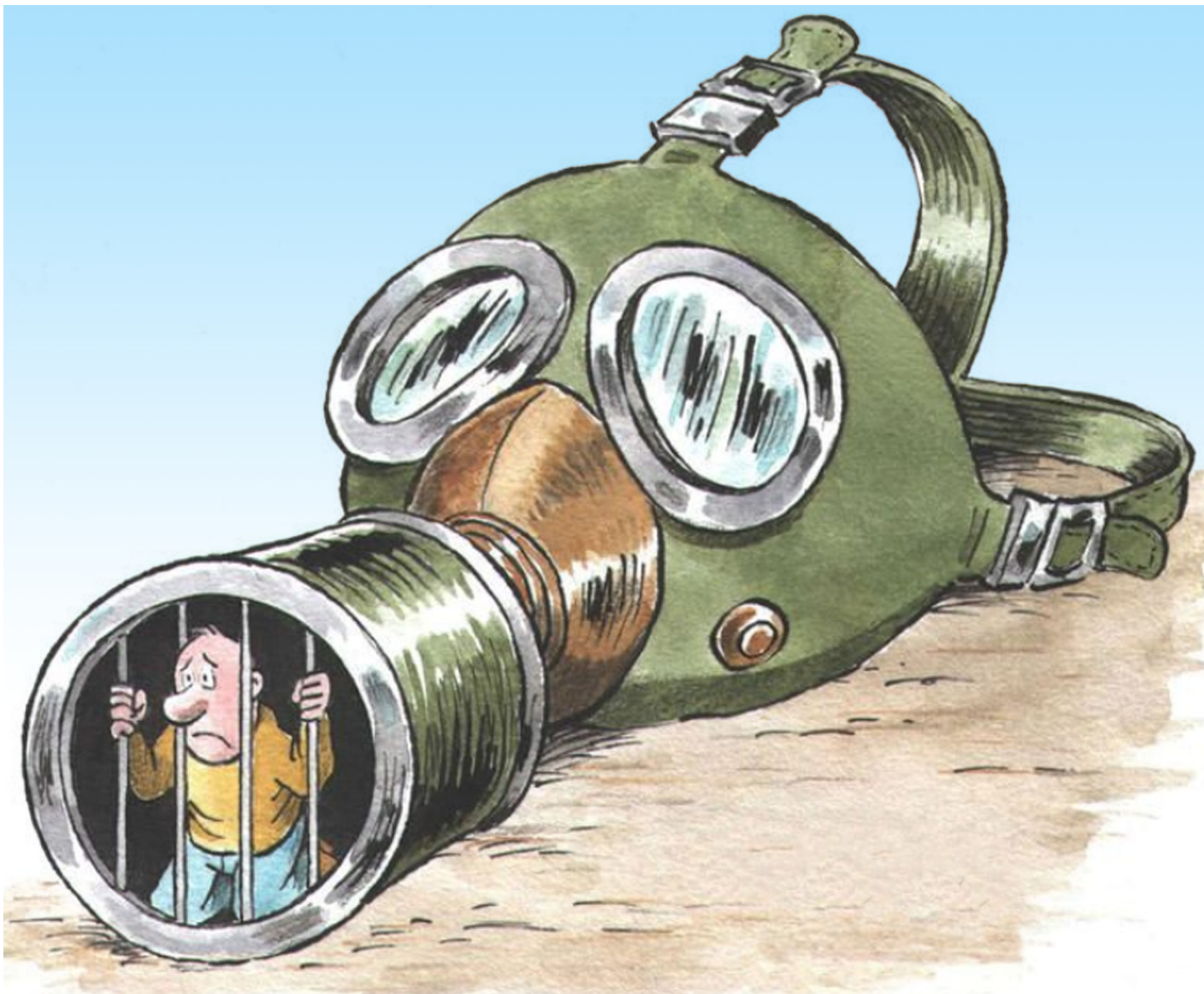
Et pourtant, l'Humanité était prévenue. Les esprits scientifiques les plus éclairés nous ont, depuis de nombreuses années, affran-

chi sur les méfaits de l'homme sur la nature et sur son semblable : guerres mondiales au siècle dernier, catastrophes naturelles avec pluies diluviennes, séismes ravageurs et tsunamis, réchauffement climatique dérégulant l'écosystème, insécurité nucléaire après essais des pays du Nord sur le Sud démuni (Etats-Unis sur les îles Marshall, France dans le Sud algérien...), « accidents nucléaires » avec contamination radiologique : Tchernobyl (Russie), Bhopal (Inde), Fukushima (Japon)... Et dire que chez nous, en Algérie, des esprits malsains, paresseux à souhait, mal éclairés et habitués à la perfusion constante de la rente des hydrocarbures veulent nous lancer dans l'aventure du gaz de schiste à peine maîtrisé par la première puissance économique du moment (USA).

Que faire ? Que dire ? Etre à la recherche permanente de l'équilibre à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières, la Terre étant indivisible. L'homme se doit de renouer avec sa propre nature : ne plus se livrer à l'individualisme et adopter la solidarité comme instinct grégaire... Les Etats du Nord, hors demande d'excuses et réparation légitime des crimes barbares commis au nom de l'esclavagisme, du colonialisme et autres, doivent reconsidérer leurs doctrines nucléaristes et leurs logiques financières ayant pour but la domination du monde par « mondialisation » interposée. La Terre a besoin de souffler. Et l'Humanité, une et indivisible, a de nombreuses blessures à soigner.

Que coronavirus nous apporte sagesse pour un monde meilleur ! Le Hirak algérien donne l'exemple et mérite tous les égards. Demain, le coronavirus vaincu, il sera toujours temps pour revenir plus forts et plus solidaires. Le Hirak algérien pourra ainsi donner l'exemple d'un mouvement pacifique et susciter un Hirak mondial pacifique afin de sauver notre planète Terre où l'Humanité pourra vivre en symbiose, où le Nord et le Sud ne seront plus que de simples notions géographiques sans connotation politique à haute teneur de déséquilibre mondial. Vivement la sagesse...

* Avocat-Auteur algérien



La Casbah d'Alger De l'état des lieux au diagnostic

Par Mourad Betrouni*

Suite et fin

Il tire sa force de l'efficacité des moyens [financiers] qu'il mobilise et des impacts économiques, normalement, induits par la restauration (retour sur investissement).

Mais en quoi la loi Malraux était-elle séduisante pour l'Algérie, une quarantaine d'années après sa promulgation. En réalité, c'est toute la politique culturelle publique malrucienne [Malraux] qui a inspiré nos politiques culturelles, depuis l'année 1970, date de création du ministère algérien de l'Information et de la Culture, département énonciateur d'un projet culturel et d'une première politique publique culturelle.

C'est dans le modèle malrucien et la politique culturelle et artistique d'élite et d'excellence, que l'Algérie, alors socialiste, allait puiser ses référents pour édifier la charpente institutionnelle de la Culture avec ses Maisons de la Culture, sa direction des Beaux-arts et ses directions de Culture de wilaya, équivalents des DRAC. Ce modèle, il faut le souligner, avait été repris par de nombreux pays francophones, plus par sa «mécanique» de maillage du territoire en équipements culturels et sa politique d'offre culturelle et de régulation, que par ses résultats et ses incidences sur la création et les pratiques culturelles elles-mêmes. Il est surprenant que la pensée malrucienne, qui excluait la dimension populaire de la représentation et de la création, soit adoptée par une Algérie «révolutionnaire» et «socialiste», ancrée, fondamentalement, à la dimension populaire. Il est, d'autant plus surprenant que le choix du modèle malrucien, soit adopté par l'Algérie, deux années après les événements de mai 1968, en France, moment marqué par une véritable rupture avec la politique malrucienne et une remise en cause de ses effets et ses résultats en matière de pratiques culturelles. C'est moins la philosophie du modèle malrucien que sa mécanique de l'offre culturelle, qui excluait l'intermédiation, qui était sollicitée, d'où cette allergie partagée de la médiation populaire. Nous comprenons, dès lors, cette compartimentation opérée entre un patrimoine culturel dit noble, érigé à l'excellence «les monuments historiques», mis sous l'autorité exclusive de l'Etat et un patrimoine populaire et traditionnel sans valeur constitutive, dont les centres anciens (2)

LA CASBAH D'ALGER: SITE HISTORIQUE NATIONAL (1991)

En 1991, La Casbah d'Alger est classée «site historique» sur la liste du Patrimoine culturel national, au titre de l'article 20 de l'ordonnance n°67-281. Ce classement n'agit, en réalité, que sur les monuments historiques sur lesquels sont greffés des servitudes (article 19), le reste du bâti et le tissu, d'une manière générale, sont en dehors de l'effet du classement.

LA CASBAH D'ALGER: SITE DU PATRIMOINE MONDIAL (1992)

Lorsqu'en 1992, le site de La Casbah d'Alger a été inscrit comme «bien culturel» sur la liste du Patrimoine mondial, il l'a été au titre de deux critères de sélection, parmi les 10 existants: le critère (ii): «témoigner d'un échange d'influences considérable pendant une période donnée ou dans une aire culturelle déterminée, sur le développement de l'architecture ou de la technologie, des arts monumentaux, de la pla-

nification des villes ou de la création de paysages» et le critère (v): «être un exemple éminent d'établissement humain traditionnel, de l'utilisation traditionnelle du territoire ou de la mer, qui soit représentatif d'une culture (ou de cultures), ou de l'interaction humaine avec l'environnement, spécialement quand celui-ci est devenu vulnérable sous l'impact d'une mutation irréversible». La déclaration de la valeur universelle exceptionnelle (VUE) du site, ne sera adoptée qu'en 2009, une quinzaine d'années après l'inscription.

Il est évident que ce classement Unesco, qui traite de la «planification des villes ou de la création de paysages» du «développement de l'architecture ou de la technologie, des arts monumentaux» et de «l'interaction humaine avec l'environnement», renvoie nécessairement aux principes et règles énoncées dans la Recommandation Unesco de 1976. Or, ces principes et règles n'ont jamais figuré dans le dispositif juridique et institutionnel national, l'ordonnance n°67-281 ne couvrant que la dimension «monuments et sites historiques et naturels».

Il faut rappeler que La Casbah d'Alger a été inscrite sur la liste du Patrimoine mondial, comme type unique de «médiina», dans le registre de la «ville islamique», circonscrite à l'intérieur de ses murailles, sur une superficie de 57,4 ha, et caractérisée par «des vestiges de la citadelle, des mosquées anciennes, des palais ottomans et une structure urbaine traditionnelle associée à un grand sens de la communauté». C'est sur cette caractéristique de «médiina», à l'instar des autres médinas maghrébines, que le comité du Patrimoine mondial (CPM) engageait la responsabilité des Etats parties à la convention Unesco de 1972 pour sa préservation, à travers l'examen des rapports périodiques et les expertises de son organe consultatif, l'Icomos.

LE SECTEUR SAUVEGARDÉ ET LA LOI N°98-04 PORTANT PROTECTION DU PATRIMOINE CULTUREL (1998)

Ce n'est qu'en 1998, avec la loi n°98-04 qui remplace l'ordonnance 67-281 qu'est reconnu juridiquement, le «secteur sauvegardé», version Malraux. D'emblée, l'article 41 de la loi n°98-04, caractérise, sans définir, le «secteur sauvegardé» en des termes qui garantissent l'ancrage aux «monuments historiques», l'éloignant de sa signification intrinsèque, la dimension urbaine: «Sont érigés en secteurs sauvegardés, les ensembles immobiliers urbains ou ruraux tels que les casbahs, médinas, ksour, villages et agglomérations traditionnels caractérisés par leur prédominance de zone d'habitat, et qui, par leur homogénéité et leur unité architecturale et esthétique, présentent un intérêt historique, architectural, artistique ou traditionnel de nature à justifier la protection, la restauration, la réhabilitation et la mise en valeur». Une identification qui est loin de couvrir la définition de la Recommandation Unesco de 1976, de la sauvegarde.

LES ENSEMBLES HISTORIQUES ET TRADITIONNELS DANS LA RECOMMANDATION UNESCO DE 1976

a. S'entend par «ensemble historique ou traditionnel» tout groupement de constructions et d'espaces y compris les sites archéologiques et paléontologiques constituant un établissement humain, en milieu urbain comme en milieu ru-

ral, dont la cohésion et la valeur sont reconnues du point de vue archéologique, architectural, historique, préhistorique, esthétique ou socioculturel. Parmi ces «ensembles» qui sont d'une très grande variété, on peut distinguer notamment les sites préhistoriques, les villes historiques, les quartiers urbains anciens, les villages et hameaux ainsi que les ensembles monumentaux homogènes, étant entendu que ces derniers devront le plus souvent être conservés dans leur intégrité.

b. S'entend par «environnement» des ensembles historiques ou traditionnels, le cadre naturel ou construit qui affecte la perception statique ou dynamique de ces ensembles ou qui leur est rattaché de façon immédiate ou par des liens sociaux, économiques ou culturels. c. S'entend par «sauvegarde» l'identification, la protection, la conservation, la restauration, la réhabilitation, l'entretien et la revitalisation des ensembles historiques ou traditionnels et de leur environnement.».

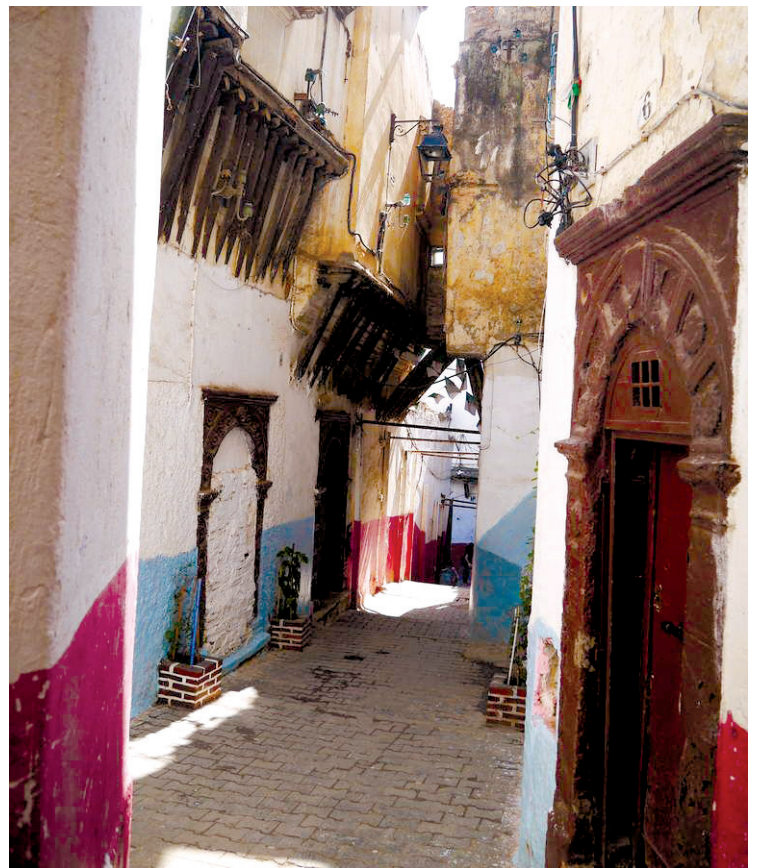
LE SECTEUR SAUVEGARDÉ DE LA CASBAH D'ALGER (2005)

L'ancrage aux monuments historiques et à l'option malrucienne des secteurs sauvegardés algériens va conférer au ministre chargé de la Culture, le rôle de dépositaire de leur protection et à la Commission nationale des biens culturels dont le ministre chargé de la Culture est président - celui de l'avis préalable à leur création (art.42, loi n°98-04)). Paradoxalement, le même article énonce que «les secteurs sauvegardés sont créés et délimités par décret pris sur rapport conjoint des ministres chargés de la Culture, de l'Intérieur, des Collectivités locales, de l'Environnement, de l'Urbanisme et de l'Architecture».

Le 9 mai 2005, La Casbah d'Alger est érigée en secteur sauvegardé. Une première expérience algérienne en matière de sauvegarde et de valorisation d'un tissu ancien vivant, à fortes charges patrimoniales. Dans son exposé des motifs, le décret de création avertit que la spécificité urbaine du secteur sauvegardé réside dans la mise en œuvre d'une approche territoriale, pour assurer la préservation de la trame originelle du lieu et de ses référents identitaires et garantir, en même temps la continuité historique à travers l'appropriation des valeurs culturelles authentiques et la conciliation avec les attentes et exigences de la vie moderne. C'est dans cette perspective qu'un plan permanent de sauvegarde et de valorisation du secteur sauvegardé (PPSMVSS) est prescrit, à la fois comme mécanisme de planification urbaine et comme instrument réglementaire opposable aux tiers.

Théoriquement, nous ne sommes plus dans la logique du site historique tel qu'établi dans le classement national de 1991 et encore moins dans celle du site du Patrimoine mondial. Le secteur sauvegardé de La Casbah d'Alger couvre une superficie de 105 ha, soit le double de celle du site du Patrimoine mondial. Il va au-delà des murs de la «médiina» pour englober une entité urbaine, dans toutes ses expressions y compris les registres de 19^{ème} et 20^{ème} siècles.

Un véritable imbroglio pour le non averti, source de confusion et de malentendu, qui participe, pour une grande part, au maintien de La Casbah d'Alger dans la situation que nous connaissons, malgré les efforts consentis par l'Etat pour sa réhabilitation: confusion d'échelles (site historique, site du patrimoine mondial, secteur sauvegardé), enchevêtrement des instruments (monuments historiques,



instruments d'urbanisme) et imprécision des prérogatives et attributions (culture, urbanisme, wilaya, communes).

Pour illustrer nos propos, nous rappelons le point de vue sur le sujet d'un expert architecte de l'Unesco, spécialiste des centres anciens, M. Brodovitch, invité par l'Algérie, en 2007, pour étudier PPSMVSS de La Casbah d'Alger et faire des recommandations de mise en forme finale du document avant sa mise en œuvre. Dans son rapport, il fera, entre autres, les recommandations suivantes:

- «Renforcer la coordination des différents acteurs, et faciliter la prise de décision, par notamment la création d'un «Commissariat» à La Casbah» placé sous l'autorité du Gouvernement qui serait à même de mener à bien la mise en œuvre du plan de sauvegarde». «Renforcer les capacités de la Direction du Patrimoine de la wilaya, service d'expertise, de conseil et d'animation, à disposition du Commissariat».

- «Accompagner les travaux d'urgence par des réhabilitations d'immeubles privés et publics.

Il est bien entendu, ici, que dans cette signification, c'est l'identité des acteurs et des niveaux d'intervention, qui sont sollicitées, pour déterminer la planification et dégager les mécanismes de mise en œuvre, dans le cadre d'une démarche consensuelle, commandant, inévitablement, une approche intersectorielle:

DU PAYSAGE URBAIN HISTORIQUE (2011)

Le 10 novembre 2011, l'Unesco avait adopté une «Recommandation concernant le paysage urbain historique», qui répond à l'évolution historique des paradigmes en matière de culture et de patrimoine, commandant de nouvelles approches, notamment dans le domaine de la conservation du patrimoine urbain, en encourageant, notamment, l'initiative locale.

Dans son article 2, cette Recommandation a exhorté les Etats membres pour intégrer les normes et principes énoncés, dans leurs législations et institutions. L'Algérie, n'a pas profité de cette opportunité, la loi n°98-04 n'a connu aucun amendement depuis sa promulgation en 1998, continuant à être régie par les mécanismes du «Monument historique».

Les raisons qui ont présidé à un changement de paradigme dans la

gestion des ensembles historiques, sont multiples: les changements climatiques, la démographie, les processus de décentralisation, le tourisme de masse, l'exploitation commerciale du patrimoine culturel et la libéralisation des échanges mondiaux. Tous ces facteurs qui font pression sur le développement des villes, étaient inconnus au moment où a été adoptée la Recommandation Unesco de 1976, relative aux ensembles historiques. Il fallait trouver de nouveaux mécanismes qui intègrent les nouvelles contraintes. Ainsi sera adoptée, en 2011, l'idée du paysage urbain historique en tant qu'approche de la conservation du Patrimoine urbain. Une approche de préservation de l'unité urbaine qui consiste à intégrer les stratégies de conservation, de gestion et d'aménagement des territoires urbains historiques dans les processus de développement local et d'urbanisme, selon le principe du développement durable, qui fait du patrimoine urbain et sa gestion durable, les prérequis du développement. Ce sont là quelques stations que nous pensons utiles, pour contenir les multiples et diverses facettes qui participent d'un véritable diagnostic d'un tissu urbain vivant emblématique, La Casbah d'Alger, un lieu permanent de construction et de reconstruction mémorielle et identitaire, un Melting-pot, témoin d'une stratification d'influences et de brassage de cultures, qui a déterminé sa singularité et son originalité. C'est dans cet esprit qu'elle a été inscrite, en 1991, sur la liste du Patrimoine national puis, en 1992, sur celle du Patrimoine mondial de l'Unesco. Après La Casbah d'Alger, le système secteur sauvegardé a été largement étendu à l'échelle du territoire, un bilan est sollicité pour évaluer les acquis d'une expérience coûteuse financièrement.

*Dr

Ref.
(1) Communication prononcée, le 23 février 2007, à l'occasion de la commémoration de la Journée de La Casbah d'Alger.
(2) Opposé à la vision «élitiste» de la Culture, le courant progressiste des années soixante-dix et à leur tête feu Mostefa Lacheraf, soutenait l'option «Culture populaire» qui, pour l'Algérie est le ferment, le «stimulant de l'appétit créateur» et l'«adjuvant de la culture écrite et de l'esthétique nationale.

TÉBESSA

Une culture à vision multiple

Ali Chabana

Quel sens peut-on donner au vocable culture à Tébes-
sa ? Plusieurs variantes
viennent à l'esprit des gens quand
ils sont interrogés sur la question de
la culture, ses diverses manifesta-
tions. Ainsi il est difficile de définir
la culture, parce que c'est un tout
touchant à des pans entiers de la
société, donc il est parfois compli-
qué de saisir ses contours. Il est à
la fois le volet artistique, littéraire,
édition ou encore théâtre, cinéma
et patrimoine historique, immobili-
er, folklore... Depuis toujours, les
activités dites culturelles à Tébes-
sa font polémique parmi les initiés,
ceux qui se désignent par les culti-
vés de la ville. Un sujet à débats qui
n'en finissent plus, où chacun va de
sa propre vision pour dire que ceci
est culturel et que cela ne l'est pas,
avec des à-priori et des préjugés
naturellement.

Alors comment peut-on procéder
à normaliser le champ culturel se-
lon des aspects unifiés sans trop
s'attarder sur les détails superflus ?
Autrement dit, y a-t-il une grille de

lecture qui pourra orienter et gui-
der les gens et les mettre sur le bon
chemin d'une appréciation plus ou
moins acceptée par le plus grand
nombre de sujets concernant la
question de la culture ? A Tébes-
sa, la notion de culture varie d'après
certains paramètres sociaux de ni-
veau d'instruction, d'intégration
socio-économique et d'autres critè-
res. La culture fortement adminis-
trée est souvent décriée, car les avis
recueillis affirment qu'elle (culture)
perd ainsi de sa véracité, de sa no-
blesse et de sa vocation première
de créativité. D'autres pensent que
la culture doit être vulgarisée dans
les milieux populaires et ne devra
pas être uniquement élitiste desti-
née à une frange de la société par-
ce qu'elle représente un des leviers
du progrès de la collectivité. Et sur-
tout ne pas instrumentaliser le fait
culturel à des fins idéologiques,
partisanes, entre autres.

Quand une manifestation culturel-
le quelconque est organisée, les
voix se lèvent pour dire certaines
vérités sur les programmes et leurs
contenus, sur le choix des sites abri-
tant les activités, les horaires et l'or-

ganisation elle-même. Tout un cha-
cun estime de son côté l'utilité de
tel ou tel acte culturel, une produc-
tion théâtrale, un tour de chants, un
spectacle pour enfants, une projec-
tion filmique. Pourquoi toutes ces
manifestations se font souvent en
dehors de la présence du public,
faute d'une campagne médiatique
et promotion des produits cultu-
rels qu'il fallait présenter, pro-
mouvoir et rendre accessible au
public. Enfin, sera-t-il préférable
et mieux adapté de revoir cer-
taines méthodes et modes de
fonctionnement de la tenue des
programmes culturels, leur don-
ner plus de consistance, les met-
tre à la disposition des différentes
catégories du public, en tenant
compte des goûts de la popula-
tion ciblée, mais aussi médiati-
ser le plus possible les acteurs
de la chose Culture, quand
ceux-ci méritent d'être mis au-
devant de la scène, pour le bien
d'un secteur qui faut-il le répé-
ter devra être débarrassé des sco-
ries et des inutilités, véritable écran
noir se dressant devant l'objectif
d'une culture à vision multiple.

SÉTIF

Saisie de 90.000 DA en faux billets



Les services de la sûreté de daï-
ra d'Aïn Kebira relevant de la
sûreté de wilaya de Sétif ont saisi
90.000 DA en faux billets de la ca-
tégorie 1.000 DA et 2.000 DA et
arrêté un individu spécialisé dans
la falsification de la monnaie natio-
nale, a-t-on appris lundi du respon-
sable de la cellule de communica-
tion et des relations publiques
auprès de ce corps de sécurité, le
commissaire de police Abdeloua-
hab Aissani. L'opération qui s'ins-
crit dans le cadre de la lutte contre
toutes formes de criminalité a per-
mis également la saisie de 110.000
DA qui pourraient être les revenus

de la vente des faux billets de ban-
que, a-t-il précisé.

Agissant sur la base de renseigne-
ments dénonçant un inconnu qui
fait écouler sur le marché de faux
billets de banque, les policiers ont
aussitôt lancé les recherches et les
investigations et sont parvenus à
identifier l'individu recherché et
connaître les endroits qu'il fréquen-
te, a ajouté le commissaire de poli-
ce Aissani qui a indiqué que le mis
en cause a été arpenté en flagrant
délit en possession de billets de
banque qui paraissaient faux à pre-
mière vue. Poursuivant l'investiga-
tion et en s'appuyant sur les résul-

tats de l'expertise, les policiers ont
confirmé que la somme de 90.000
DA en billets de banque de la caté-
gorie 1.000 DA et 2.000 DA por-
tait la même série de numérotation
falsifiée, alors que les 110.000 DA
constituant les revenus de cette ac-
tivité illégale étaient conformes, a
révélé la même source, précisant
qu'une enquête approfondie a été
ouverte dans cette affaire. Après
l'achèvement de toutes les procé-
dures légales, un dossier judiciaire
a été élaboré à l'encontre de la per-
sonne suspecte qui a été présentée
devant les instances judiciaires con-
cernées, a-t-on conclu.

BISKRA

Contrebande: plus de 15.000 comprimés de produits pharmaceutiques saisis

Une quantité de plus de 15.000
comprimés de produits phar-
maceutiques de fabrication étran-
gère a été saisie par la brigade mo-
bile des douanes algériennes de la
wilaya de Biskra, apprend-on lun-
di du chef de l'inspection principa-
le de ce corps constitué.

L'opération de saisie, effectuée
par cette brigade dans le cadre de

la lutte contre la contrebande sur la
route nationale 46 (RN 46) reliant
les wilayas de Biskra et M'sila, a
permis la saisie d'une quantité de
15.500 comprimés de produits
pharmaceutiques de fabrication
étrangère, a indiqué à l'APS Abder-
rahmane Sedira. Les substances
pharmaceutiques saisies, dont la
valeur a été estimée à 166 millions

de dinars, étaient dissimulées dans
les roues de secours d'un camion
semi-remorque, a-t-il précisé. En
sus de la saisie de cette quantité de
produits de contrebande et du ca-
mion utilisé à cet effet, un suspect
impliqué dans cette affaire a été
arrêté et présenté devant les instan-
ces judiciaires concernées, a ajou-
té M. Sedira.

EL-TARF

Trafic de mercure : 2 mandats de dépôt

Cent soixante-cinq (165)
grammes de mercure
blanc destinés à la contreban-
de ont été saisis au niveau de
la commune frontalière d'El
Tarf, a-t-on appris lundi auprès
du chargé de la communication
de la sûreté de wilaya.

Agissant sur la base d'une in-
formation faisant état d'une ten-
tative de contrebande que deux
individus, issus de la wilaya de
Sétif, s'apprêtaient à effectuer
le premier jour de l'an, les ser-
vices de police ont ouvert une
enquête qui s'est soldée par
l'identification des présumés

coupables, a ajouté le commis-
saire principal, Mohamed Ka-
rim Labidi. Les deux individus,
âgés d'une trentaine d'années,
ont été arrêtés à bord d'un vé-
hicule touristique dans la ville
d'El Tarf et la fouille minutieu-
se du véhicule a permis de sai-
sir cette quantité de mercure
blanc soigneusement dissimu-
lée, a-t-on précisé.

Poursuivis pour association de
malfaiteurs et contrebande, les
deux mis en cause ont été pla-
cés sous mandat de dépôt par
le magistrat instructeur près le
tribunal d'El Tarf.

Extension du réseau de gaz naturel

Pas moins de 324 foyers lo-
calisés dans la commune
frontalière de Hammam Beni
Salah relevant de la daïra de
Bouhadjar (El Tarf) ont été rac-
cordés au réseau de distribution
de gaz naturel, a-t-on appris
auprès des services de la wilaya.

Destinée à améliorer les con-
ditions de vie des populations
rurales notamment, l'opération
de raccordement de cette com-
mune a été effectuée lors d'une
cérémonie présidée, jeudi, par
le premier responsable de la wi-
laya qui a indiqué que 23 sur
un total de 24 communes ont
été ainsi couvertes.

D'un coût global de près de

190 millions de dinars, cette
opération a nécessité la réali-
sation d'un linéaire de 3,272
km pour le réseau de trans-
port et 9,353 km pour celui
de la distribution, a précisé la
même source.

Une autre opération similaire
est par ailleurs prévue à la mi-
janvier courant au profit des
populations de la commune
d'Oued Zitoun, ce qui portera
le taux de couverture, selon le
wali Harfouche Benarar, à
72%. Le taux de couverture en
énergie électrique dans la wi-
laya d'El Tarf est actuellement
à 98%, alors que celui du gaz
de ville a atteint près de 71%.

CONSTANTINE

Théâtre : la pièce «El Bir» sur les planches

La générale de la pièce théâ-
trale «El Bir» (le puits) pro-
duite par l'association «Oud-
joui el masrah» de Blida a
été présentée lundi au Théâ-
tre régional de Constantine
TRC Mohamed-Tahar Ferga-
ni en l'absence de public, à
l'exception de quelques artistes
et des journalistes en raison de
l'épidémie de la Covid-19.

Mise en scène par Leila Bena-
tiya, d'après un texte théâtral
du dramaturge, prosateur et
poète irlandais, John Milling-
ton Synge (1871-1909),
«The well of saints», adapté
par Amirouche Rebat, la pié-
ce est centrée sur un vieux
couple non-voyant qui rêve
d'un lendemain meilleur et
conçoit dans leur monde in-
térieur, la vie en rose et les
gens pleins de bonté, de gé-
nérosité et d'entraide.

Ce couple rencontre un gué-
risseur qui leur propose l'eau
miraculeuse du puits pour re-
couvrir la vue.

Le miracle arriva et le couple
retrouve la vue et découvre la
brutalité et l'implacabilité des
hommes. Déçu par la vie qu'il
pensait meilleure, le couple re-
devient aveugle, refuse un nou-
veau miracle et préfère la cécité
qui leur fait retrouver leur

monde intérieur, tellement
meilleur. Les rôles de cette
œuvre théâtrale d'une heure et
demie ont été campés par Mo-
hamed Berik Chaouche, Lei-
la Benatiya, Amirouche Rebat,
Fatima Messaoui et Faycal He-
maili, sur une scénographie de
Mohamed Berik Chaouche.

Selon le directeur du TR-
Constantine, Ahmed Mireche,
la générale de la pièce «Le
puits» consolide «la relance de
l'activité théâtrale à Constanti-
ne après une pause imposée
par les répercussions du coro-
navirus». Il a également rele-
vé que la présentation de la
générale de la pièce théâtra-
le «El Bir» s'inscrit dans le
cadre des directives du mi-
nistère de la Culture et des Arts
visant l'accompagnement des
associations et des coopératives
culturelles, bénéficiaires du
Fonds national pour le dévelop-
pement de l'art, de la technique
et de l'industrie cinématogra-
phiques et de la promotion des
arts et des lettres.

Le théâtre Mohamed-Tahar
Fergani avait relancé ses ac-
tivités en présentant, en dé-
cembre dernier, avec la pro-
duction et la présentation de
la générale de la pièce théâ-
trale «Maquillage».

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

22 jourmada el oula 1442

El Fedjr 06h15	Dohr 12h40	Assar 15h16	Maghreb 17h37	Icha 19h01
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



AÏN DEFLA

Monoxyde de carbone:
décès de 2 frères

Deux personnes d'une même famille sont mortes, lundi à Aïn Benian (Aïn Deflar), intoxiquées au monoxyde de carbone, émanant de leur appareil de chauffage, installé dans un poulailler, a-t-on appris auprès du chargé de communication de la direction locale de la Protection civile. « Deux frères (28 et 31 ans), ont été retrouvés morts, lundi, dans leur poulailler situé à la cité Bennouna de Aïn Benian (55 km au nord-est du chef-lieu de wilaya) suite à l'inhalation du monoxy-

de de carbone émanant d'un appareil de chauffage fonctionnant au gaz butane, a indiqué le capitaine Kamel Hamdi.

Les victimes après avoir allumé un appareil de chauffage fonctionnant au gaz butane pour chauffer le poulailler qui renfermait un grand nombre de poussins, ont décidé d'y passer la nuit sont mortes après avoir inhalé du CO, a-t-il précisé.

Les services de la Protection civile ont été informés de ce drame par le biais de citoyens vers la mi-journée. Les victimes ont été évacuées

à la morgue de l'hôpital de Miliana, a-t-il souligné, faisant état de l'ouverture d'une enquête par les services de la police scientifique en vue d'élucider les circonstances de cet accident. «Les victimes du tueur silencieux sont toujours aussi nombreuses en dépit des campagnes de sensibilisation lancées par les services de la Protection civile», a regretté le capitaine Hamdi, redoutant que la situation ne s'exacerbe avec le froid glacial qui sévit dans nombre de régions du pays.

BOUMERDÈS

Deux trafiquants de drogue
sous les verrous

Près de 5 kg de drogues ont été saisis, dernièrement, par la Brigade de recherches et d'intervention (BRI) de la Sûreté de wilaya de Boumerdès, avec l'arrestation de 2 individus à Larbaâta (ouest de la wilaya), a-t-on appris, lundi, auprès de ce corps sécuritaire. «La BRI a saisi de 5 kg de kif traité, auprès de personnes qui ont été arrêtées, suite à une information portant sur une personne transpor-

tant cette quantité de drogue», a indiqué, à l'APS, le chargé de la communication à la Sûreté de wilaya, le commissaire de police Krimou Touati. Il a signalé l'arrestation de l'un des suspects à bord d'un véhicule touristique, en compagnie de sa famille.

La fouille du véhicule, après autorisation du procureur de la République, a permis de découvrir, selon la même source, «50 paquet-

tes de kif, d'un poids de 5 kg, dissimulés dans l'airbag du véhicule», a-t-il précisé. L'interrogatoire du suspect a permis, par la suite, l'arrestation de son complice, originaire de la même commune de Larbaâta. Une procédure judiciaire a été instruite contre les 2 mis en cause dans cette affaire, qui ont été présentés devant les autorités judiciaires compétentes, selon le commissaire de police Krimou Touati.

BÉJAÏA

Vol de câbles électriques :
deux arrestations

Deux présumés voleurs de câbles électriques arrachés sur un tronçon de la ligne Bejaia-Bouira, à hauteur du col de Chélata, situé à cheval entre Akbou (Bejaia) et Bouzguene (Tizi-Ouzou), ont été neutralisés par la gendarmerie alors qu'ils vandalisaient le réseau, a-t-on indiqué, lundi, dans un commu-

niqué du groupement de Bejaia. L'opération s'est soldée par l'arrestation des mis en cause et la récupération sur site de 2 q de câbles, en l'occurrence, du fil torsadé en aluminium de 2,5mm de diamètre, utilisé usuellement dans les installations de haute tension a-t-on précisé. Les 2 présumés voleurs ont été

surpris en flagrant délit en train de porter atteinte à l'intégrité d'une ligne qui n'est pas encore mise en service. Après la découpe, ils chargeaient les câbles dans un véhicule utilitaire stationné sur les lieux. Un dossier judiciaire a été monté contre eux et présenté aux autorités compétentes, a-t-on ajouté.

GHARDAÏA

Projet de siège de l'ODAS

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelhamid Hamdani a procédé lundi dans la wilaya déléguée d'El-Menea au lancement des travaux de réalisation d'un siège central pour l'Office de développement de l'Agriculture industrielle en terres sahariennes (ODAS). Créé par décret exécutif n° 20-265 du 22 septembre 2020 et publié au Journal officiel n° 57, cet établissement a pour mission d'assurer la promotion des investissements agricoles et agro-industriels par la mise en valeur des terres sahariennes, la gestion rationnelle du portefeuille foncier qui lui est confié par l'Etat, de procéder au sein de ce portefeuille à la délimitation des périmètres susceptibles d'accueillir les grands projets d'investissements agricoles et agro-industriels et de réaliser des études techniques approfondies à travers les bureaux d'études spécialisés. L'ODAS, dont les prérogatives s'étendent sur l'ensemble des wilayas sahariennes, a également pour objectif d'accompagner les porteurs de projets dans l'obtention des avantages prévus par la législation en matière d'investissement sur la base de critères de sélection fixés à cet effet ainsi que dans toutes actions en rapport avec la réalisation et le fonctionnement du projet, selon sa présentation. Il est ap-

pelé aussi à assurer le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre des projets d'investissements, à veiller au respect du cahier des charges et à lutter contre la bureaucratie.

S'exprimant en marge du lancement du projet, M. Hamdani a exhorté les autorités locales à accélérer le rythme de réalisation de cette structure et de veiller au respect des normes de construction.

Le ministre de l'Agriculture et la délégation qui l'accompagne ont visité, en outre, la première ferme pilote de l'agriculture saharienne « sous pivots » d'El-Menea. D'une superficie de près de 1.800 ha, la ferme pilote, lancée en 1988 par un céréaliculteur spécialisée, en plus de la céréaliculture et le maraîchage, dans la production de « semences », est devenue une ferme « école » et un exemple pour l'investissement dans les cultures stratégiques (céréales, pomme de terre, lait et dérivés, etc.). M. Abdelhamid Hamdan a soutenu, dans ce contexte, que l'Etat accompagne les investisseurs dans différents domaines, technique et équipement, la mobilisation des ressources hydriques et énergétique. Le ministre a indiqué, par ailleurs, que son département allait entamer une révision des différents dispositifs de soutien à l'Agriculture et leur mise à niveau et en conformité avec la

réalité actuelle. Il a aussi relevé qu'une Station régionale de l'Institut nationale des grandes cultures sera réalisée pour améliorer le rendement et la productivité et, par la même, accroître la production des cultures stratégiques, avant de valoriser les potentialités de la région et d'appeler à redoubler d'efforts pour augmenter la production agricole, particulièrement pour les produits stratégiques tels que les céréales et le lait afin de réduire la dépendance de l'étranger et atteindre l'autosuffisance, voire aller vers l'exportation.

La délégation a pu se rendre compte sur site de la qualité de l'expérience pionnière de la céréaliculture à El-Menea, spécialement en matière de production de la semence locale, avec une bonne maîtrise de l'économie de l'eau d'irrigation. Auparavant le ministre de l'Agriculture et du Développement rural a inauguré le siège de l'unité de la coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) à El-Menea avant de visiter un périmètre agricole au lieu-dit 'Oued El-Hadjra El-Beida' et une ferme de produits locaux dénommée 'Kheirat Bladi' à Hassi-Lefhal. Le ministre de l'Agriculture a présidé en fin d'après-midi, à Ghardaia, une rencontre avec les professionnels et partenaires du secteur des 10 wilayas du Sud.

ALGER

Perturbation de l'alimentation
en électricité demain
à Ouled Fayet

Une perturbation de l'alimentation en électricité est prévue jeudi 7 janvier 2021 dans un quartier à Ouled Fayet, selon un communiqué publié lundi par la direction de Distribution de Bologhine (CDB), relevant de la Concession de Distribution d'Alger (CDA). Cette perturbation sera causée par des travaux d'entretien des postes électriques et s'étalera, de 9h à

16h du même jour, dans la cité '432 logements LPP, à Semrouni dans la commune de Ouled Fayet, en partie, précise la même source. La CDA et la CBD mettent à la disposition de leur clientèle le n° 3303 pour plus d'informations, tout en s'excusant pour les désagréments que pourrait occasionner cette coupure de l'alimentation électrique, conclut le communiqué.

Saisie de psychotropes,
2 arrestations

Les éléments de la Sûreté d'Alger ont arrêté 4 individus et saisi plus de 220 comprimés psychotropes, a indiqué lundi un communiqué de ces services. Selon la même source, la Brigade de la police judiciaire, relevant de la circonscription administrative de Dar El Beida ont arrêté 4 suspects im-

pliqués dans des affaires d'acquisition et de trafic de stupéfiants et ce, dans les quartiers de Bab Ezzouar, Bordj El Kiffan et Café Chergui, outre la saisie de 229 comprimés de psychotropes et de 13.800 DA. Les mis en cause ont été déférés devant les juridictions territorialement compétentes.

TIZI OUZOU

ADE: 2,2 milliards de dinars
impayés

Près de 2,2 milliards de DA est le montant global des factures d'eau impayées par les clients de l'unité de Tizi-Ouzou de l'Algérienne des eaux (ADE), a indiqué, lundi, un communiqué de cette entreprise. «L'unité de l'ADE de Tizi-Ouzou est confrontée à l'épineux problème des créances détenues par sa clientèle, dont le montant total avoisine les 2,2 milliards de DA, dont 1,3 milliard détenu par les ménages», est-il rapporté dans le même document.

Cette situation «impacte négativement» le service public de l'eau, a déploré l'unité de Tizi-Ouzou, dont «la trésorerie est sérieusement affectée, mettant les voyants au rouge et ce, en dépit des efforts fournis», a-t-on ajouté. Touchée «de plein fouet» par la crise sanitaire liée à la Covid-19, l'unité locale de l'ADE doit aussi faire face aux

charges de gestion (factures énergétiques, masse salariale, approvisionnements, produits de traitement et achats divers)», a-t-on observé.

Cette même entreprise qui assure quotidiennement la distribution de 274.000 m³ d'eau pour une population dépassant 1,16 million d'habitants, a lancé une vaste campagne de recouvrement des créances impayées, à travers l'ensemble de ses agences commerciales. «Le but de cette opération est de redresser l'équilibre financier, et partant, améliorer et pérenniser le service public», a-t-on souligné de même source. Aussi l'ADE a invité les clients concernés à «se rapprocher des agences commerciales, avant le 14 janvier courant afin de régler les cumuls des dettes impayées, ou de bénéficier d'un échéancier de paiement», a-t-on ajouté.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

22 jourada el oula 1442

El Fedjr 06h29	Dohr 12h54	Assar 15h29	Maghreb 17h50	Icha 19h14
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



4^{ème} boulevard périphérique Les poids lourds et les engins sèment la terreur



Ph.: Arch.

D. B.

En l'absence de passerelles sur la majeure partie du quatrième boulevard périphérique, les poids lourds et autres engins de travaux publics sèment la terreur causant quotidiennement des dégâts matériels et parfois fauchant la vie aux usagers de la route. Les «accidents» et autres malheureux incidents provoqués par ces engins de la mort, qui ont carte blanche pour circuler dans la ville en pleine journée, ne cessent de progresser devant le laxisme des services concernés. Les drames causés quotidiennement non seulement à Oran mais dans tout le pays par ces monstres de la route ne peuvent aucunement être qualifiés d'accidents vu le caractère souvent prémédité des chauffards qui violent en toute impunité le code de la route.

Peut-on parler d'accident quand un poids lourd roule à plus de 120 kilomètres sur le 4^{ème} bd périphérique, alors que la vitesse maximale pour les véhicules légers est de 100 kilomètres ? Peut-on parler d'accident quand un camion roule sans plaques de freins ? Peut-on parler d'incident imprévu quand une chargeuse sur pneu, une niveleuse, une pelle mécanique ou un chariot élévateur (clark) déambulent en intra-muros sous les regards complaisants de nos policiers ? Et en-

fin a-t-on le droit de parler d'accident lorsqu'un poids lourd transportant des matières dangereuses et inflammables roule à tombeau ouvert et se livre à des dépassements périlleux sur la route ?

Ces monstres de la route laissent souvent après leur passage désolation et deuil et les exemples ne manquent pas ces derniers temps. L'année dernière deux ouvriers chargés du nettoyage ont été mortellement fauchés et deux autres blessés sur ce même axe. Il y a quelques mois une chargeuse sur pneu a écrasé littéralement un véhicule qui était stationné sur la route près du bd Millénium. Heureusement le véhicule était vide au moment de cet «accident». La voiture a été totalement endommagée et elle n'est même pas bonne pour la casse. Un autre véhicule a été aussi endommagé lors de cet «accident». Auparavant une vieille femme a été mortellement écrasée par un poids lourd sur la route de Sidi El Bachir. Dans le rond-point de la cité Djamel qui est un passage obligatoire pour les poids lourds qui veulent rejoindre le port d'Oran, les «accidents» et autres collisions impliquant ces monstres sont devenus un fait banal.

Tous les jours des voitures sont endommagées par les camions de grand tonnage. La circulation automobile est régulièrement interrom-

pue à cause de ces poids lourds qui tombent en panne ou déversent leurs cargaisons sur la chaussée. Une semi-remorque a ainsi bloqué la circulation à ce rond-point suite au déversement de sa cargaison composée de grandes canalisations. Quelques jours après, un incident similaire s'est produit au même endroit. Une autre semi-remorque, qui roulait à vive allure avant de dérapier, a aussi bloqué la circulation durant presque une journée au rond-point de Hâi Es-Sabah. Outre le non-respect du code de la route et autres comportements répréhensibles, les usagers de la route n'en peuvent plus de tous les désagréments causés par les va-et-vient incessants des poids lourds qui transportent toutes sortes de matières dangereuses. Le transport de tuf et autres agrégats par les poids lourds à titre d'exemple ne se fait pas conformément aux normes de sécurité provoquant souvent de graves dommages aux véhicules légers.

La plupart des conducteurs de poids lourds ne tiennent pas compte des normes de sécurité pour le transport des agrégats. Ces derniers sont tenus par la loi à prendre toutes les précautions possibles et utiles pour que le chargement de leurs véhicules ne puisse pas être une cause de dommage ou de danger pour les autres usagers de la route.

Sensibilisation sur les dangers du gaz La protection civile et Sonelgaz dans les lycées et les universités

J. Boukraa

En dépit des campagnes de sensibilisation menées avec le concours de l'entreprise de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz), les accidents domestiques liés au gaz de carbone sont toujours d'actualité. L'asphyxie de l'humain est une urgence médicale. Convaincus du fait qu'il s'agit d'un problème de prise de conscience, la protection civile et la Sonelgaz mènent depuis quelques jours une autre campagne de sensibilisation. L'initiative vise à expliciter les conditions d'installation et de raccordement au gaz à l'intérieur des habitations et d'utilisation des appareils normalisés pour éviter les accidents domestiques mortels liés aux fuites et à l'inhalation de gaz. L'action de sensibilisation cible,

outre les collégiens et lycéens en tant qu'intermédiaires sociaux dans la propagation des consignes nécessaires sur le bon usage du gaz naturel ou butane, les étudiants universitaires et l'ensemble des citoyens par l'organisation de rencontres de vulgarisation de proximité, la distribution de dépliants portant sur les informations et les précautions à prendre contre le mauvais usage du gaz et des équipements électroménagers contrefaits. La semaine passée, la campagne a touché les étudiants de l'Université des sciences et de la technologie d'Oran (USTO) Mohamed Boudiaf.

Les installations de gaz ne peuvent être mises en service que si elles ne compromettent pas la sécurité des personnes et des biens, et ces installations doivent être obligatoirement contrôlées et vérifiées

sur leur niveau de sécurité par des spécialistes homologués par la Sonelgaz afin de préserver efficacement les utilisateurs de ces installations selon la protection civile. Ces accidents sont fréquents en raison du non-respect des conditions d'utilisation et de sécurité des appareils à gaz, en dépit des campagnes de sensibilisation.

Une grande majorité d'habitations sont aujourd'hui dotées de ces appareils électroménagers qui comptent parmi les produits les plus vendus. Toutefois ces dernières années ces chauffages sont devenus synonyme de danger lorsqu'il s'agit de chauffage issu de la contrefaçon. A Oran, chaque année ces appareils sont responsables de plusieurs accidents domestiques et font une moyenne de 50 à 60 victimes entre asphyxiés et morts.

Bousfer Un cadavre rejeté par la mer près de la Madrague

Rachid Boutlelis

Le cadavre d'un jeune homme a été rejeté, avant-hier, par les vagues sur le rivage de la petite localité La Madrague, dépendante administrativement de la municipalité de Bousfer, apprend-on de sources sécuritaires. A l'heure où nous mettons sous presse, le corps en décomposition avancée n'a pas encore été identifié. La dépouille a été déposée par les ambulanciers de la protection civile au niveau du service de la médecine légale de l'hôpital Dr Tami Medjbeur du chef-lieu de la daïra d'Ain El Turk. Une enquête a été ouverte par les éléments de la brigade de gendarmerie nationale territorialement compétente. Notons qu'il s'agit du troisième corps sans vie rejeté par la mer en l'espace de trois mois.

En effet, les cadavres de deux jeunes harraga ont été rejetés par la mer, au cours du mois d'octobre dernier, en un intervalle de temps d'une semaine, respectivement sur

une plage de la commune de Bouzedjar dans la wilaya d'Ain Témouchent et celle de la petite localité de Bousfer Plage. Agés respectivement de 17 et 20 ans, ces deux jeunes harraga, des riverains de la localité de Paradis Plage, dans la chef-lieu de ladite daïra, ont été portés disparus durant une quinzaine de jours au large du village de Cap Blanc dans la daïra de Boutlélis. Quelques heures avant le naufrage, ils se sont entassés avec cinq autres jeunes compagnons d'infortune sur une embarcation brinquebalante et ce, pour tenter la folle traversée à partir d'une plage de la municipalité d'Ain El Turk. En s'éloignant au large, leur chaloupe a commencé à prendre de l'eau en menaçant de sombrer à tout moment, ce qui a obligé les sept jeunes harraga à tenter de regagner le rivage à la nage. Cinq d'entre eux ont eu la vie sauve dans ce sordide sinistre, tandis que deux autres ont péri fort malheureusement.

En perspective de la distribution de 23.000 logements LPL Les chefs de daïras instruits pour activer l'affichage des listes

K. Assia

Les chefs de daïras sont désormais appelés à accélérer l'opération d'affichage des listes des bénéficiaires des logements sociaux. A ce titre le wali d'Oran a instruit les responsables concernés à activer l'étude des dossiers et l'affichage des listes. Cette opération sera suivie du relogement des familles suivant un calendrier qui sera établi par les services concernés. En effet, le relogement des familles devra se faire tout au long de ce 1^{er} semestre, de quoi donc répondre aux attentes des bénéficiaires dont certains attendent depuis 3 ans, tel le cas du quartier Choupot.

Tout en insistant sur le respect des délais, le wali d'Oran a également mis l'accent sur la nécessité d'accélérer les travaux de VRD des chantiers en cours. Un suivi régulier a été demandé pour s'enquérir de l'avancement de ces opérations qui sont souvent à l'origine des retards dans la réception des logements. Près de 40.000 logements, toutes formules confondues, en cours de réalisation dans la wilaya d'Oran, seront attribués à leurs bénéficiaires par étapes au courant de 2021, a annoncé, il y a quelques jours le wali, Messaoud Djari. Faisant le point de la situation sur le développement dans la wilaya dans une conférence de presse, le wali d'Oran a indiqué qu'il sera procédé à la distribution jusqu'à la fin du 1^{er} se-

mestre de l'année prochaine de 23.000 logements publics locatifs (LPL) dont environ 19.000 logements location-vente (AADL) et 1.200 logements promotionnels aidés (LPA) faisant partie de l'ancien programme. Le chef de l'exécutif de la wilaya a fait savoir qu'il sera programmé, dans une 1^{re} étape à fin-mars prochain, la distribution de 14.600 logements de différentes formules dont 65.00 logements publics locatifs (LPL), 7.700 logements location-vente AADL et 430 LPA ancien programme. Dans une 2^{ème} étape, à la fin du mois de juillet prochain, il sera procédé à la distribution de 22.000 logements, toutes formules confondues, dont 10.000 LPL selon le nombre de points, de même que 11.000 logements location-vente (AADL) et 140 LPA ancien programme, a-t-il fait savoir. Messaoud Djari a indiqué que ses services ont dénombré, jusqu'à aujourd'hui, plus de 175.000 demandes de logements de différentes formules.

Toutes les commissions des daïras dans leur ensemble ont été installées et mises à contribution et sont à pied d'œuvre pour parachever les enquêtes et étudier les dossiers, préalablement notés, selon les critères en vigueur. M. Djari a assuré du suivi des différents projets de logements, en cours de réalisation, et instruit les entreprises de rattraper les retards enregistrés en renforçant les chantiers pour livrer les logements dans les délais impartis.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

Taib Abdelkader, 71 ans, Point du jour
Marza Bouchra, 14 ans, Derb
Boukraâ Kheïra, 83 ans, Les Amandiers
Belhabî Miloud, 84 ans, Othmania

Horaires des prières pour Oran et ses environs

22 jomada el oula 1442

El Fedjr 06h43	Dohr 13h09	Assar 15h47	Maghreb 18h08	Icha 19h31
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Permis de conduire «Pénurie» de carton rose dans les délégations communales



Mokhtaria Bensaâd

Au moment où le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales annonce, à grande pompe, le lancement officiel du nouveau service électronique facilitant le retrait des documents d'Etat civil à distance, à Oran, la bureaucratie a la peau dure avec la pénurie, depuis presque 2 mois, des formulaires de permis de conduire rose cartonné. Ce document sésame qui permet la circulation en véhicule, se fait de plus en plus rare dans plusieurs délégations urbaines.

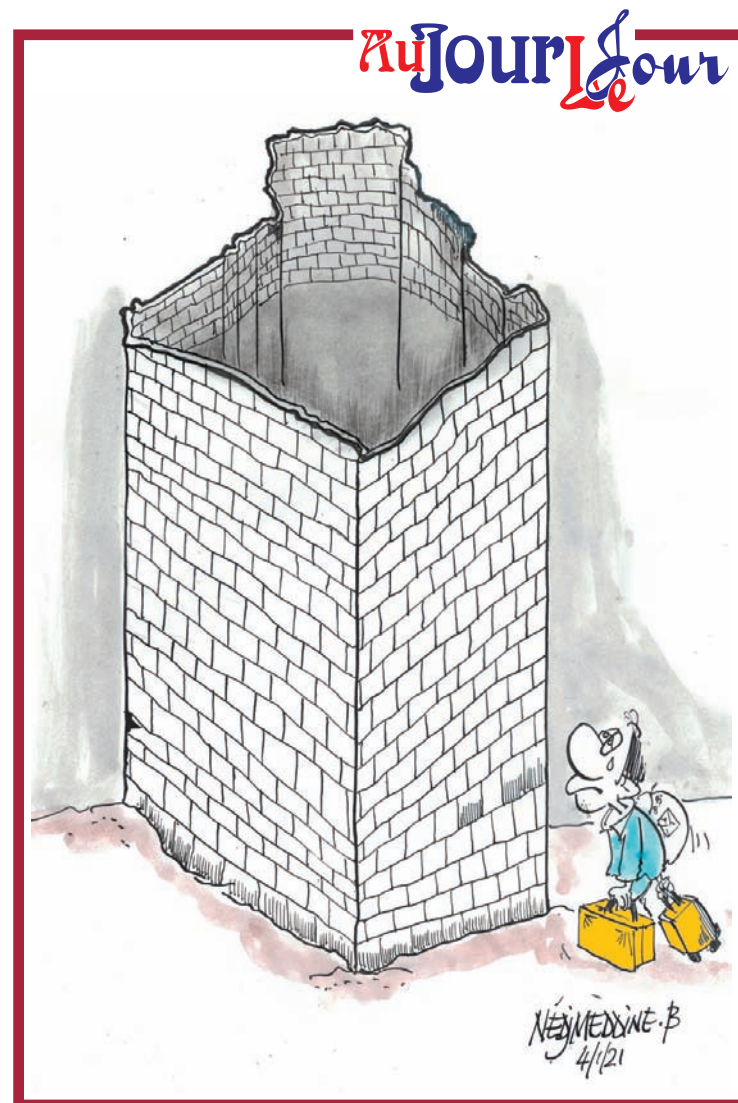
Nombreux sont les citoyens qui ont déposé leurs dossiers de renouvellement de permis de conduire et qui attendent depuis des mois ce document administratif.

Selon un responsable d'une délégation urbaine, cette pénurie est devenue fréquente, « nous avons fait notre demande à la daïra pour la délivrance de ces cartons roses, mais en vain.

La réponse a été négative à notre dernière demande il y a deux jours ». Interrogé sur les raisons de cette pénurie, notre interlocuteur a expliqué qu'aucun justificatif de ce

manque de formulaires ne nous a été fourni. D'habitude, c'est la daïra qui distribue ces cartons roses aux délégations urbaines pour les dossiers de permis déposés. La daïra à son tour est approvisionnée par la wilaya. Cette dernière est fournie par le ministère de l'Intérieur à Alger ». Or depuis presque un mois, nous a confié notre interlocuteur, « nous n'acceptons plus le dépôt de dossiers de permis de conduire du fait que nous ne pouvons pas délivrer ce document ». Pour les citoyens, cette rareté des cartons roses est devenue un véritable casse-tête chinois. « D'un côté la réglementation exige le renouvellement du permis dont la validité a expiré et de l'autre côté, la bureaucratie nous prend en otage du fait qu'au moment du dépôt de dossier, on ne nous délivre pas le récépissé permettant la circulation. La seule explication qui nous a été donnée sur les causes de cette pénurie est le quota très limité de cartons fournis par la daïra », nous dira un citoyen qui a déjà tenté de déposer son dossier de permis de conduire. « Je me suis présenté pour déposer mon dossier, il n'a pas été accepté et aucun récépissé ne m'a été délivré pour circuler, en attendant que le carton rose soit disponible ».

Sur cette situation, un gérant d'une auto-école nous a expliqué, hier, que le problème ne se pose pas pour les permis de conduire biométrique. La procédure se déroule normalement sur ce plan. Mais pour le renouvellement des anciens permis de conduire, des citoyens se plaignent souvent de la lenteur administrative ». Est-ce que la situation va se rétablir dans les prochains jours ? Les délégations urbaines sont dans l'attente d'une manifestation de la wilaya pour régler définitivement le problème.



Agression sur une conduite de gaz aux Amandiers 2.000 abonnés pénalisés

J. Boukraâ

Les agressions et empiétements du réseau souterrain de distribution d'énergie gazière sont toujours d'actualité. Hier tôt dans la matinée, la conduite principale de distribution du gaz naturel de la cité Les Amandiers, a fait l'objet d'une agression causant la coupure d'alimentation de cette source vitale, pour environ 2.000 abonnés. L'incident a eu lieu vers 2h15, à cause des travaux de forage effectués par une société.

L'incident sur cette canalisation alimentant la cité a engendré une perforation de la conduite et une fuite de gaz, nécessitant une réparation. Un périmètre de sécurité a été établi et les mesures nécessaires ont été prises pour maîtriser l'incident et interrompre la fuite. La conduite principale du réseau de distribution du gaz naturel a été réparée par les équipes techniques de Sonalgaz, quelques heures après, permettant ainsi la reprise de l'approvisionnement.

Les constructions et les travaux de réalisation des projets à proximité des ouvrages d'alimentation en gaz naturel et énergie électrique

constituent une préoccupation permanente pour les ouvrages énergétiques. Une situation qui trouve son origine dans l'absence de coordination entre les entreprises et autres administrations. L'empiétement des ouvrages énergétiques et des espaces dits de périmètre de protection et de couloir de sécurité, pénalisent les citoyens et sont à l'origine d'énormes préjudices financiers à la société, contrainte d'effectuer des travaux de réparation.

La Sonalgaz souligne que les entreprises intervenant sur la voie publique et les promoteurs sont responsables de telles situations. Aussi des projets sont de plus en plus réalisés au voisinage des ouvrages de gaz sans respecter le couloir de servitude même si les organismes ou les particuliers concernés, ainsi que les autorités compétentes sont saisis.

Dans un souci de préserver la continuité du service pour les citoyens, la direction de Distribution d'Es-Senia invite l'ensemble des entreprises opérant dans sa circonscription à consulter ses services techniques avant tout démarrage de travaux.

Des bus bondés d'usagers sans bavettes Des citoyens inquiets interpellent le wali

K. Assia

Incroyable mais vrai, c'est désormais le constat désolant et alarmant qu'offrent les bus de transport en commun, en cette période de pandémie. Depuis plusieurs jours, les bus assurant le transport urbain sont bondés d'usagers, un véritable danger en ces temps de coronavirus où la prudence est de mise. Ce relâchement a été dénoncé par plusieurs citoyens dont certains se sont déplacés, hier, au siège de notre rédaction pour signaler le non respect du protocole sanitaire, dans plusieurs bus dont le 34, le 18, et autres bus, ne se contentant plus de places assises mais font embarquer des clients debout au point où on ne peut plus bouger, souligne-t-on.

Pire encore, certains usagers ne portent même pas la bavette de protection alors qu'ils sont collés les uns aux autres, ajoute-t-on. Les concernés appréhendent le pire puisque le bus est le seul moyen de se déplacer pour le travail ou l'université, ce qui les a contraints à dénoncer ces comportements irresponsables. Face à cette anarchie,

le collectif de citoyens a lancé, hier, un appel pressant au wali d'Oran, afin de renforcer le dispositif de prévention et de contrôle et d'inciter les transporteurs à respecter le seuil autorisé de la clientèle soit les 50% et ce, afin d'éviter toute propagation du virus.

Ils demandent également l'aide des pouvoirs publics pour que la bavette soit portée à bord des bus et qu'aucune place debout ne soit autorisée. Toutes ces actions menées vont renforcer la vigilance et préserver des vies humaines ajoute-t-on.

El Kerma

L'ex-décharge sera aménagée en parc de loisirs

Un aménagement de Oued El Kerma sera lancé, en 2021, pour éliminer la décharge anarchique qui l'entoure sur une superficie de 85 ha et la reconvertir en parc de loisirs au profit des habitants de la wilaya d'Oran, a indiqué le directeur général de l'Agence nationale des déchets (AND), Karim Ouamane.

Dans une déclaration à l'APS, le DG de l'AND a fait état de plusieurs projets lancés pour éliminer les grandes décharges anarchiques, dont celle de la commune d'El Kerma, à Oran où l'opération d'élimination des déchets a été achevée, en attendant la reconversion de ce site en parc de loisirs, devant être mis en

service courant 2021. S'inscrivant dans le cadre de la stratégie du ministère de l'Environnement, visant à dépolluer et préserver l'environnement, ce projet vient compléter le programme déjà mis en œuvre pour éliminer les décharges anarchiques, à l'instar de Oued Smar (Alger), El Berka Zarka (Annaba) outre les décharges anarchiques de Tiaret et de Tébessa, a ajouté le premier responsable de l'AND. Précisant que 15 grandes décharges anarchiques avaient été éliminées, à la faveur de programme, M. Ouamane a fait savoir que l'étude relative à la décharge de Oued El Kerma sera bientôt achevée et que des arbres se-

ront plantés sur une superficie de 45 ha.

Quant aux 40ha restants, ils abriteront des espaces de jeux, de loisirs, et de sports, selon le même responsable qui a fait état de l'aménagement de sentiers pour le cross-country et la création des structures de services à même de fournir des postes d'emploi « importants » aux jeunes de la région.

Et de rappeler que ladite décharge était un grand dépotoir d'énormes quantités d'ordures ménagères, en sus des déchets solides générés par les chantiers des travaux de réalisation du tramway d'Oran.

Ce projet, ajoute-t-il, revêt une grande im-

portance pour la wilaya d'Oran, et notamment pour la commune d'El Kerma, en raison de sa place stratégique, à l'entrée de la wilaya et offre un accès direct à l'autoroute, relevant la nécessité écologique de cette décharge du fait qu'elle se trouve sur les rives du lac El Kerma où le lixiviat cause une pollution de l'étang. Dans le même sillage, M. Ouamane a fait état de la programmation d'autres projets similaires en vue d'éliminer les grandes décharges anarchiques dans les wilayas de Médéa, Bordj Bou Arreridj et Mila, alors que d'autres projets sont en cours de réalisation dans les wilayas de Mostaganem et Bejaïa.

CHLEF

«Corruption et bureaucratie discréditent l'Administration»

Abbad Miloud

Le médiateur de la République, M. Karim Younes, a été l'hôte, ce lundi, de la wilaya de Chlef. Il a présidé une réunion de travail à la maison de la Culture, qui a regroupé les autorités locales, civiles et militaires ainsi que des membres de la société civile.

D'emblée, le médiateur de la République a dénoncé la corruption et

la bureaucratie qui discréditent l'Administration. Cette situation est un signe du mépris envers le citoyen, qui va par la suite mépriser son administration. «La corruption existe dans l'Administration et dans tous les secteurs. Aucun n'a été épargné», soutient Karim Younes. Ses conséquences sont désastreuses pour la vie économique et sociale du pays et l'Administration a fait preuve de laxisme. Aujourd'hui, il est nécessaire et ur-

gent de la combattre avec la plus grande fermeté. Chaque responsable doit jouer pleinement le rôle qui lui est dévolu : le médiateur, l'élu...

La confiance entre les administrateurs et les administrés reste conditionnée par le choix des responsables qui doivent répondre aux critères de compétence et d'intégrité. Ces hommes sont capables d'apporter le changement nécessaire pour une Algérie nouvelle.

Des chantiers pour chauffer les écoles



Bencherki Otsmane

De nombreuses écoles du Primaire situées sur le territoire de la daïra d'El Marsa vont être raccordées au réseau de conduite du gaz naturel, a-t-on appris du chef de daïra. Selon cette source, pas moins de six chantiers ont été ouverts pour réali-

ser les travaux de raccordement. Les écoles concernées par cette opération sont les écoles du « 1er Novembre » et de « Touati Ameur » situées à Guelta, « Louadj Mohamed » à Messaidia, « Ben Dallel » située au village agricole d'El Marsa, « Mehdi Mohamed » à El Marsa et enfin « Yousfi Abdelkader » à Aïn Hamadi.

Selon le président de l'assemblée communale, cette opération vise à améliorer les conditions de scolarisation des enfants fréquentant les établissements du Primaire. Il faut dire que cette énergie permet, outre le chauffage au niveau des salles de cours, mais aussi pour la préparation de repas chauds.

TLEMCEM

Près de 1.200 personnes interpellées en 3 mois

Khaled Boumediene

Les services de la Sûreté de la wilaya de Tlemcen ont interpellé 1.191 personnes et traité 809 affaires liées au droit commun au cours du quatrième trimestre de l'année 2020, selon un communiqué de la cellule de la communication et des relations publiques de cette institution. Les services de la Sûreté ont enregistré dans ce cadre 23 affaires d'atteinte à la pudeur dans lesquelles 39 personnes sont impliquées, 364 affaires criminelles et pénales avec l'implication de 465 personnes. S'agissant des atteintes financières, atteintes aux biens publics et aux crimes électroniques, les services de la police ont traité respectivement 245 affaires dont 341 personnes impliquées, 155 affaires avec 310 personnes impliquées et 22 affaires impliquant 36 personnes au cours de la même période. Par ailleurs, près de

165 affaires liées au trafic et à la détention de stupéfiants ont été traitées et dans lesquelles 290 individus sont impliqués et la saisie de 44, 61 kilogrammes de résine de cannabis, 0,7 grammes de cocaïne, 4.041 comprimés de psychotropes et 12 flacons de psychotropes liquides.

Dans son communiqué, la Sûreté de la wilaya de Tlemcen salue le rôle efficace des citoyens en tant que maillon principal dans l'équation sécuritaire. Elle rappelle les numéros vert 1548 et 104 et le numéro de secours 17 mis à la disposition des citoyens pour signaler tous les crimes menaçant leurs biens et leur sécurité et pour prendre en charge toutes les demandes de renseignements en relation directe avec les missions de la police. C'est donc un mouvement perpétuel des services de la Sûreté de wilaya qui mènent une chasse sans fin contre les réseaux criminels. Selon un commissaire divisionnaire, «

les réseaux criminels de trafic de stupéfiants génèrent deux types de problèmes pour la société, un problème de sécurité publique et un autre relevant de la santé publique. Par exemple de très nombreux crimes commis et des accidents de la circulation, parfois mortels, sont dus à la consommation de stupéfiants ».

En effet, ce phénomène de trafic de drogue ne date pas d'hier. Mais aujourd'hui il est plus organisé et mieux structuré. Les contrebandiers et les trafiquants se sont adaptés à de nouvelles mesures afin de contourner l'important dispositif de sécurité et ce, malgré les dizaines de postes de surveillance des douanes et des gardes-frontières érigés le long de la bande frontalière et le fossé creusé pour séparer les deux pays frontaliers. Le trafic de stupéfiants demeure très actif et les narcotrafiquants ne semblent nullement découragés par toutes ces mesures exceptionnelles.

AÏN TÉMOUCHENT

Saisie de kif et de cocaïne

La brigade de lutte contre le trafic de drogue de la police judiciaire d'Aïn Témouchent a mis hors d'état de nuire un réseau criminel de trafiquants et saisi 110 grammes de cocaïne, 1,62 kg de kif traité et 1.546 comprimés de psychotropes, a-t-on appris de la Sûreté de wilaya.

L'opération a été menée sur la base d'informations confirmées fai-

sant état de l'exploitation par deux individus de leurs domiciles situés dans un quartier à Aïn Témouchent pour stocker la drogue, selon la cellule de communication et des relations publiques de la Sûreté de wilaya.

Les enquêtes diligentées par la brigade de lutte contre le trafic de drogue ont révélé que le domicile d'un

troisième mis en cause était utilisé pour stockage, de même que les deux premiers logements situés dans un même immeuble, a-t-on indiqué. Suite à la perquisition des trois appartements, les trois individus ont été arrêtés et les quantités de drogue dure (cocaïne), de kif traité et de psychotropes ainsi qu'une arme blanche saisies.

TIARET

Onze membres d'une famille sauvés de la mort

El-houari dilmi

Le «tueur silencieux» a enco- Le failli provoquer un terrible drame familial : pas moins de onze (11) personnes, issues d'une même famille, ont été retrouvées inanimées, asphyxiées par des émanations de monoxyde de carbone, provenant d'un chauffe-eau défectueux, apprend-on de la protection civile. En effet, alertés par un membre de la famille, les éléments de l'unité principale de la protection civile sont intervenus hier vers 9 h 30 pour se-

courir les onze victimes, âgées entre 01 et 70 ans dont neuf (09) femmes. Secours rapidement, les 11 membres de la même famille ont été évacués vers les urgences médicochirurgicales de l'hôpital «Youcef Damardji» de Tiaret où elles ont été réanimées. Il s'agit du troisième cas d'intoxication au monoxyde de carbone en mois d'une semaine, puisque deux personnes sont décédées et treize (13) autres sauvées. Pour rappel, six (06) personnes ont péri asphyxiées par le tueur silencieux, depuis octobre dernier.

MASCARA

Les barrages se remplissent

Les barrages de la wilaya de Mascara ont reçu 3,2 millions de mètres cubes d'eau dans les trois premiers jours du mois de janvier, à la faveur des dernières précipitations, a-t-on appris auprès de la direction des res-

sources en eau. La cheffe de service irrigation agricole, Aouali Ouled Yarou a indiqué que les stocks des cinq barrages que compte la wilaya ont augmenté lundi matin à 33,4 millions m3 contre 23,8 millions en fin novembre dernier, ce qui représente la quantité minimale de sécurité de ces ouvrages.

La même responsable prévoit

la persistance de l'apport d'eau dans les barrages de la wilaya de Mascara dans les prochains jours provenant des bassins versants des wilayas limitrophes surtout Sidi Bel-Abbès et Saïda qui ont enregistré des quantités considérables de pluie et de neige, soulignant que les eaux qui affluent vers les barrages de Bouhanifia, Ouizert et Chorfa se poursuivront avec la fonte de la neige. La quantité de pluie enregistrée dans la wilaya de Mascara a atteint, depuis septembre dernier, 112,7 millimètres dont 27,3 lors des trois premiers jours du mois de janvier en cours.

MOSTAGANEM

Deux ateliers de fabrication de munitions démantelés

Les éléments de la Gendarmerie nationale (GN) de Mostaganem ont découvert deux ateliers clandestins spécialisés dans la fabrication et le commerce de munitions de chasse et saisi deux fusils de chasse, deux pistolets et une quantité importante de produits chimiques utilisés dans la fabrication illégale de munitions et du matériel entrant dans leur fabrication, a indiqué un communiqué des mêmes services.

«Cette opération a permis de saisir «deux (02) fusils de chasse et deux (02) pistolets et une quantité importante de produits chimiques utilisés dans la fabrication illégale de munitions et du matériel entrants dans leur fabrication, en sus de 325 cartouches de calibre 16 mm, 30 balles de calibre 7,65 mm, 892 cartouches étuis vides de calibre 16 mm,

2.535 kg de poudre à canon, trois (03) jumelles et 150 millions de centimes», a précisé la même source.

«Après finalisation des procédures légales en vigueur, les membres de ce réseau ont été arrêtés puis déferés devant la juridiction compétente».

La Gendarmerie nationale appelle tous les citoyens à «participer activement à la lutte contre les différentes formes de criminalité» en «signalant immédiatement tout acte criminel ou tout préjudice à l'intérêt public», rappelant les supports technologiques mis à la disposition du citoyen et à son service notamment la ligne verte de la Gendarmerie nationale (10.55) et le site internet dédié aux enseignements et plaintes préalables (PPGN.MDN.DZ) ou en contactant l'unité la plus proche de la gendarmerie nationale», a conclu le communiqué.

SIDI BEL-ABBÈS

Trois morts dans des accidents de la route

Trois personnes sont mortes et cinq autres ont été blessées dans quatre accidents de la circulation, survenus à Sidi Bel-Abbès durant les 24 dernières heures, a-t-on appris mardi auprès de la cellule d'information et de communication des services de la protection civile.

Fauchée par le train de transport de voyageurs reliant Tlemcen à Oran, une personne a succombé à ses blessures après

avoir été admise à l'hôpital.

Les services de la protection civile de Sidi Bel-Abbès ont également enregistré deux morts et cinq blessés dans trois autres accidents de la circulation distincts survenus dans une période d'intempéries marquées par de fortes pluies, de chutes de neige et du verglas.

Les services concernés ont ouvert une enquête sur les circonstances de ces accidents.

Coupe de la CAF

La JSK qualifiée au 3e tour préliminaire

Après sa victoire au match aller à Niamey (1-2), la JS Kabylie s'est imposée hier sur la pelouse du stade du 1er Novembre 1954 de Tizi-Ouzou devant l'US Gendarmerie Nationale du Niger (2-0) pour le compte du match retour du 2e tour préliminaire de la coupe de la CAF.



M. B.

Les "Canaris", qui retrouvent la compétition africaine après plusieurs années d'absence, ont araché à l'occasion leur billet pour le tour de barrage, soit le 3e tour éliminatoire de l'épreuve, dont le tirage au sort s'effectuera vendredi au Caire (Egypte). Les hommes de Youcef Bouzidi, qui a dirigé sa dernière rencontre à la tête de la barre technique du club, sont entrés directement dans le vif du sujet en plantant la première banderille par Bensayah (5'), ce qui a facilité un peu la tâche aux coéquipiers du jeu et prometteur gardien Hadid.

Face à un adversaire qui n'avait plus rien à perdre, les kabyles auraient pu corser l'addition par Benabdeli et Kaddour Cherif, mais ces derniers ont manqué de réalisme. En seconde

période, les Canaris ont réussi à doubler la mise par le remplaçant Ouakci, qui a définitivement refroidi les ardeurs de la formation nigérienne. A noter qu'en fin de match l'entraîneur Bouzidi a tenu à féliciter ses poulains tout en apportant quelques précisions sur son départ : « Je suis très heureux de partir sur une belle victoire et le mérite revient principalement aux joueurs, qui se sont donnés à fond. Nous avons passé une semaine très difficile et j'avoue que cela n'était pas facile pour l'ensemble du groupe. Je tiens juste à préciser que c'est moi qui étais derrière l'initiative de la collation pour honorer mes joueurs avant le départ et que personne ne peut humilier Youcef Bouzidi à travers ses déclarations. La JSK est un grand club et mérite beaucoup mieux que ça », a déclaré le désormais ex-entraîneur de la JS Kabylie.

JS Kabylie

Denis Lavagne attendu cette semaine

Le technicien français Denis Lavagne (56 ans), passé notamment par le CS Constantine (2018-2019), serait attendu dans les prochains jours à Tizi-Ouzou pour éventuellement s'engager avec la JSK et devenir le troisième entraîneur du club depuis le début de la saison. Cette information a été confirmée par le président de la JSK, Chérif Mellal en marge de la cérémonie de remerciement organisée en l'honneur de Youcef Bouzidi, qui avait annoncé lundi avoir trouvé un accord avec la direction du club pour une résiliation de son contrat à l'amiable, un mois et demi seulement après son arrivée. « J'ai discuté avec le président, on s'est mis d'accord pour un départ à l'amiable. Je suis habitué à voyager, c'est ça la vie d'un entraîneur. Mon départ ne constitue pas un problème pour moi. Je vais laisser ma place propre comme d'habitude. Je pense avoir donné le maximum, en redressant la barre. On a monté un bon groupe. Je pars en laissant une belle équipe qui va se donner à fond avec ou sans Bouzidi », a-t-il indiqué au site officiel du club kabyle, lui qui a dirigé hier sa dernière rencontre sur le banc du club à l'occasion de la réception des Nigériens

de l'US Gendarmerie nationale, dans le cadre du 2e tour préliminaire (retour) de la Coupe de la Confédération africaine. Depuis l'arrivée de Bouzidi à la barre technique des « Canaris », en novembre dernier en remplacement du Tunisien Yamen Zelfani, la JSK a retrouvé son équilibre après un début de saison difficile, alignant quatre matches sans défaite, toutes compétitions confondues. Le club kabyle reste sur une victoire jeudi, au stade du 1er-Novembre de Tizi-Ouzou face à l'AS Aïn M'lila (1-0), en match comptant pour la mise à jour du calendrier du championnat. « J'espère que le nouveau coach va donner un peu plus que moi, car il reste un long chemin à faire. J'espère que la JSK jouera les premiers rôles et être à la hauteur de son public. Sur un plan personnel, j'ai décidé de ne diriger aucun club d'ici au mercato d'hiver », a-t-il ajouté. De son côté, le président Chérif Mellal a tenu à rendre hommage à Bouzidi : « Je remercie Bouzidi pour le travail accompli depuis son arrivée à la JSK, il a réussi. Toutefois, il y a eu des choses en interne que je préfère ne pas dévoiler. Il restera notre ami et sera toujours le bienvenu à Tizi-Ouzou ».

MC Oran

Les assurances de Tayeb Mahiaoui

La direction du MC Oran bute sur deux derniers obstacles pour se faire délivrer la licence du club professionnel par la Direction de contrôle de gestion et des finances (DCGF) à quelques jours de l'expiration des délais fixés, a-t-on appris auprès du président de cette formation de Ligue 1 de football. « Nous avons réussi à préparer toutes les pièces exigées par la DCGF au nombre de 17, excepté deux documents, à savoir, le procès verbal d'installation du comité des supporters et le bilan financier de l'exercice 2019 », a indiqué Tayeb Mahiaoui. Concernant le premier document, le président oranais a déploré les difficultés rencontrées pour la création d'un comité de supporters, en raison des « divergences prévalant au sein de la galerie des hamraoua, rendant compliquée la mission de mettre en place un comité représentatif des fans ». S'agissant du second document non encore disponible, Tayeb Mahiaoui, qui préside le conseil d'administration de la société sportive pas actions (SSPA) du club depuis août der-



nier, a annoncé la tenue « au cours de cette semaine » d'une réunion du conseil d'administration pour l'adoption du bilan financier de l'exercice 2019 au cours duquel Ahmed Belhadj et Si Tahar Cherif El-Ouezani ont défilé à la tête du club. Le MCO fait partie d'une liste de 15 clubs de l'élite concernés par l'obligation de compléter les

dossiers relatifs à l'octroi de licence professionnelle et la signature de contrat SSPA/Cabinet d'expertise, et qui ont jusqu'au 10 janvier pour transmettre tous les documents à la DCGF, faute de quoi ils risquent des sanctions allant jusqu'à la défalcation de points, avait indiqué récemment la Ligue de football professionnel (LFP), rappelle-t-on.

Umm Salal

Contrat résilié pour Belhocini

Aussi bizarre que cela puisse paraître, l'aventure d'Abdenour Belhocini au Qatar n'a duré que quatre mois. Ayant rejoint le club d'Umm Salal en septembre 2020 pour deux saisons, l'attaquant algérien a déjà fait ses valises pour rentrer en Algérie. Umm Salal a

annoncé lundi soir sur son compte twitter avoir résilié le contrat de son désormais ex-attaquant sans préciser toutefois les raisons. Agé de 24 ans, Belhocini ne compte que quatre apparitions avec l'actuel dixième du championnat qatari avec lequel il a inscrit un seul but

(sur penalty). L'ancien buteur de l'USMBA a eu du mal à s'intégrer au Qatar d'où la décision prise par Umm Salal de se séparer de ses services. Désormais libre de tout engagement, Belhocini devrait être l'une des principales attractions du mercato hivernal en Algérie.

Arabie Saoudite

Nouredine Zekri limogé par le Damac FC



Le technicien algérien de Damac FC (Div.1 saoudienne de football), Nouredine Zekri, a été limogé de son poste d'entraîneur, trois jours après la défaite concédée vendredi à domicile face à Al-Fateh FC (1-2), dans le cadre de la 11e journée de championnat, a annoncé le club sur son compte Twitter. Une défaite qui maintient Damac FC à la position de lanterne rouge avec 8 points seule-

ment décrochés en onze rencontres. L'ancien entraîneur du MC Alger et de l'ES Sétif (56 ans) avait succédé en octobre 2019 au Tunisien Nabil Kouki, dont le contrat a été résilié à l'amiable. Le technicien tunisien avait rejoint ensuite le banc de l'ES Sétif. Zekri avait prolongé son contrat en septembre dernier pour deux saisons supplémentaires. Damac FC, où évoluent trois

joueurs algériens (le gardien de but Mustapha Zeghiba, le milieu offensif Brahim Chenihi et le défenseur Farouk Chafai), a assuré son maintien lors de la dernière journée de championnat du précédent exercice. Pour rappel, Zekri avait dirigé auparavant deux clubs saoudiens : Al-Raed et Al-Faiha. Avec ce dernier, il avait assuré le maintien alors qu'il était sérieusement menacé par le spectre de la relégation.

IRB El-Kerma

Vers un stage de préparation à Oran

L'IRB El Kerma, nouveau pensionnaire de la ligue 2 de football effectuera, prochainement, un stage de préparation de 10 jours à Oran en prévision du début du championnat prévu le 12 février, a-t-on appris auprès du nouveau président du club, Adel Kredda. Cette dernière phase de préparation d'intersaison sera consacrée au volet technico-tactique et à des matchs amicaux. L'entraîneur Sefraoui accorde beaucoup d'importance à cette dernière étape de la préparation pour améliorer la cohésion et mettre en place son projet de jeu. Le staff technique a programmé durant les dix jours du stage 3 matchs amicaux face à des équipes locales de la wilaya d'Oran de la division amateur, à savoir le MB Sidi Chahmi, le SCM Oran et

la JS Emir Abdelkader. Se déclarant satisfait jusque-là du bon rendement de la préparation, le coach a souligné « les joueurs ont bien travaillé et nous comptons mettre à profit ce stage bloqué dans la capitale de l'Ouest pour peaufiner cette préparation qui sera consacrée à la cohésion et l'esprit de groupe. Le plus important pour moi, c'est d'être prêt le jour du déplacement à Aïn Oussera ». Lors des matchs de préparation, deux ou trois matchs, chaque joueur aura sa chance en disputant 45 minutes, ce qui me permettra de mieux jauger les capacités de chacun et opérer les réglages nécessaires, a-t-il fait savoir. Quant au nouveau président de l'Ittihad, récemment élu, il s'est montré réaliste estimant qu'il est prématuré de

fixer un quelconque objectif quand beaucoup de travail attend les joueurs. « Il n'est pas de mes habitudes de faire des promesses que je ne serai pas en mesure de tenir, surtout envers les supporters de l'IRBEK qui m'ont accueilli à bras ouvert », a-t-il déclaré. De leur côté, les dirigeants ont donné carte blanche au technicien Nassim Sefraoui pour bâtir une équipe compétitive. Une œuvre qui pourra prendre un peu de temps, a-t-on fait savoir. A noter enfin que le club de l'IRB El Kerma a connu un remaniement au niveau de son effectif par rapport à celui de la saison écoulée. Pas moins de huit arrivées. Pour la saison 2021, il recevra ses adversaires au stade « Habib Bouakeul » au lieu du stade « Mohamed Khassani » d'El Kerma,

Ligue des champions d'Afrique : Gor Mahia-CRB, aujourd'hui à 13h00

Une simple formalité pour le Chabab

Le match Gor Mahia-CR Belouizdad aura-t-il lieu cet après-midi ? C'est la question qui taraude l'esprit des milliers de fans du Chabab.

M. Zeggai

Selon nos informations, le Chabab risque de gagner par forfait en raison de la menace de boycott brandie par les joueurs de la formation kenyane du Gor Mahia, qui ont entamé une grève pour réclamer leurs salaires. Selon notre source, les joueurs de l'équipe locale ont refusé de reprendre les entraînements depuis leur retour à Nairobi, au lendemain de la cuisante défaite concédée à Alger. C'est donc le suspense. Mais, au sein du CRB, on évite d'entrer dans ce genre de considérations. Au contraire, tout a été mis à la disposition des joueurs Belouizdadiens pour être prêts cet après-midi sur le terrain de Nairobi Stadium City dans le cadre du match retour du deuxième tour de la Ligue des champions d'Afrique. Le fait marquant reste

l'indisponibilité de plusieurs éléments de base au sein du Chabab si l'on tient compte des défections des deux attaquants Belahouel et Souibaâ pour blessures, Djerrar et Saâd, qui sont toujours en convalescence. En revanche, le staff technique du CRB a récupéré Nessakh et Tariket et promu le jeune Belharane (U21). Pour cette deuxième confrontation, on peut dire qu'il s'agira là d'une simple formalité pour les Algériens, auteurs d'une belle victoire nette et sans bavures de 6 à 0 enregistrée lors de la manche aller. Compte tenu de la largesse du score acquise à Alger et les forces en présence, le CRB est quasiment qualifié à la phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique. Ceci dit, les conditions d'avant match sont nettement favorables aux nôtres puisque l'indécision règne toujours quant à l'hésitation des

joueurs du Gor Mahia. Pour eux, c'est l'occasion ou jamais pour réclamer leurs salaires impayés, dans la mesure où les Kenyans savent qu'ils n'ont rien à espérer et que les dés sont déjà jetés pour la qualification du CRB qui a pris une sérieuse option dans cette compétition continentale. Car, même si tout reste possible en football, le Gor Mahia, miné par une crise interne, n'est pas en mesure de remonter les six buts face à une équipe de l'envergure du Chabab Belouizdad qui dispose, il faut le souligner, de solides arguments offensifs et des joueurs capables de faire la décision à n'importe quel moment de la partie.

A signaler que c'est un trio arbitral seychellois qui dirigera cette rencontre, en l'occurrence Bernard Camille qui sera assisté de ses compatriotes Hansley Danny Petrousse et Steve Marie.

Ligue des champions d'Afrique : CS Sfax - MCA, aujourd'hui à 15 h 00
Concentration maximale pour le Doyen



CS Sfaxien - MC Alger est un derby explosif avec comme enjeu une qualification à la phase des poules. Même en l'absence du public, coronavirus oblige, le stade Tayeb El Mhiri de Sfax connaîtra sans nul doute une animation particulière lors de ce match retour du deuxième tour préliminaire de la ligue des champions d'Afrique. Nos représentants se sont déjà assurés d'une marge assez sécurisante avec le succès acquis au stade du 5-Juillet et qui est considérée comme une motivation supplémentaire. A l'issue de cette victoire, les nôtres semblent bien placés, du moins dans le contexte psychologique, pour composer leur billet qualificatif. Mais, ce n'est pas gagné d'avance, d'autant plus que les données du match d'aujourd'hui ne sont pas les mêmes que celles de la première manche. Certes, le Mouloudia d'Alger a le vent en poupe en ce début de saison comme le prouve sa série d'invincibilité lors des huit matches sans la moindre défaite toutes compétitions confondues. L'entraîneur du MCA, Nabil Neghiz,

est conscient des aléas du football et a préparé en sensibilisant ses joueurs sur une éventuelle réaction des Tunisiens qui sont décidés à renverser la vapeur. Un résultat positif permettra aux «Vert et Rouge» de confirmer leur forme actuelle et de maintenir leur dynamique. Pour cela, rien n'a été laissé au hasard. Le MCA s'est déplacé à bord d'un vol spécial avec un groupe de 18 joueurs pour défier le CS Sfaxien sur son terrain. Pour mettre tous les atouts de son côté, Nabil Neghiz a programmé des séances vidéo pour permettre à ses joueurs d'analyser leurs adversaires. Pour ce rendez-vous, le Mouloudia d'Alger sera handicapé par l'absence de quelques éléments-clés. Il s'agit de Djabou, dont l'influence du jeu n'est pas à souligner, Benaldjia, écarté par mesure disciplinaire et Daoudi Isla, bloqué en Côte d'Ivoire pour un problème administratif. Si cela se confirme, il sera remplacé par Addadi. Rabiai étant toujours en convalescence. Pour pallier ces imprévus, le staff technique a pris ses devants pour présenter le

meilleur onze capable de répondre à l'attente du grand public du Mouloudia. La mission de notre représentant s'annonce certes difficile, mais pas impossible si l'on tient compte de l'état d'esprit qui anime les «Vert et Rouge» en ce début de saison. Une remarque : les joueurs du MCA devront éviter les provocations, l'énervement et même les contestations gratuites de l'arbitre gambien pour ne pas se compliquer la tâche. Dans le camp tunisien, on espère une remontada qui «reste toujours possible», selon les dirigeants sfaxiens. Lors de cette deuxième manche, les joueurs du CSS sont déterminés à montrer un tout autre visage, d'autant plus qu'ils ont récupéré quelques absents, dont le meilleur buteur actuel tunisien Firas Shawat et son compère Mohamed Ali Moncer. Les joueurs du CS Sfax ne veulent pas céder au découragement ou s'avouer vaincus, d'autant plus qu'ils se sont refaits une santé après leur succès sur le Stade Tunisien en championnat.

M. Z.

IS Tighennif Le président Ismail Hamid réélu

Abid Djebbar

Après le report de trois assemblées générales électorales pour faute de candidats à la présidence du club, les supporters de l'IS Tighennif ont pu enfin reprendre leur souffle, après le retour du président sortant Ismail Hamid. Ce dernier a donc été réélu à son poste lors de l'AGE, tenue lundi soir à la salle de réunion de l'APC de Tighennif et ce grâce aux efforts des supporters qui sont parvenus à convaincre Ismail Hamid de rester à la tête

du club pour un nouveau mandat. Ceci dit, le président de l'Idéal Sportif de Tighennif aura du pain sur la planche pour choisir dans l'immédiat son nouveau comité et de faire appel à un staff technique et des joueurs capables de relever le défi. Selon nos sources, la préparation devrait débiter ces jours-ci au stade Hassaine Lakehal de Tighennif pour préparer la nouvelle saison du championnat «inter-régions» de football, dont le coup d'envoi a été annoncé pour la dernière semaine du mois de février.

Handball - Mondial 2021 Pas de stage à Bahreïn pour le Sept national

La Fédération algérienne de Handball (FAHB) a décidé d'annuler l'ultime stage de préparation que devait effectuer l'équipe nationale au Bahreïn du 6 au 11 janvier, en vue du Mondial-2021 en Egypte (13-31 janvier), pour «ménager les joueurs et leur éviter l'épuisement», a indiqué mardi le président de l'instance fédérale, Habib Labane. «Le stage du Bahreïn était initialement programmé comme dernière étape préparatoire avant de nous rendre en Egypte, mais il a été finalement annulé sur demande du staff technique pour ménager les joueurs et leur éviter l'épuisement à la veille du début du Mondial. Le voyage aurait été très long et fatigant, avec plusieurs heures d'escalade», a affirmé le premier responsable de l'instance fédérale. Le Sept national a effectué un premier stage précompétitif en décembre dernier en Pologne, ponctué par deux matchs amicaux face à la Pologne, soldés par une victoire (26-23) puis une défaite (24-26). Les coéquipiers de Messaoud Berkous ont enchaîné par un tournoi amical, toujours en Pologne, concédant deux revers face à la Russie (30-24) et au pays hôte (24-21). «Nous nous contentons finalement de ce stage en Pologne. Maintenant, la préparation va se poursuivre à Alger jusqu'au 12 janvier, date du départ pour l'Egypte», a-t-il ajouté. Invité à évaluer la préparation du Sept national pour le Mondial égyptien, le président de la FAHB a estimé que la pandémie de Covid-19 est venue perturber le programme tracé initialement. «La préparation de l'ensemble des équipes participant au Mondial a été impactée par la pandémie, même le pays organisateur

a souffert pendant sa préparation, ce n'est pas propre uniquement à l'Algérie. Nous avons effectué un seul stage précompétitif en Pologne, au cours duquel l'équipe nationale a bien réagi après plusieurs mois loin de la compétition, en affrontant des équipes mondialistes de haut niveau». Avant de conclure : «La FAHB n'a pas lésiné sur les moyens pour mettre l'équipe nationale dans les meilleures conditions pendant sa période de préparation. J'espère qu'on pourra faire bonne figure en Egypte et représenter dignement les couleurs nationales». Au Mondial-2021, l'Algérie fait partie du groupe F aux côtés du Maroc, du Portugal et de l'Islande. Les Algériens débiteront le tournoi contre le Maroc le 14 janvier avant d'affronter respectivement l'Islande (16 janvier) puis le Portugal (18 janvier).

DEUX ARBITRES ALGÉRIENS RETENUS

La paire arbitrale algérienne de handball Youcef Belkhir-Sid Ali Hamidi, figure parmi les 19 binômes retenus pour officier au Mondial-2021 en Egypte (13-31 janvier), a indiqué la Fédération internationale de la discipline (IHF). Outre la paire algérienne, le continent africain sera représenté par deux autres paires, les Egyptiens Alaa Emam et Hossam Hedaia, et les Tunisiens Samir Krichen et Samir Makhoulouf. Au Mondial-2021, l'Algérie fait partie du groupe F aux côtés du Maroc, du Portugal et de l'Islande. Les handballeurs algériens débiteront le tournoi contre le Maroc le 14 janvier avant d'affronter respectivement l'Islande (16 janvier) puis le Portugal (18 janvier).

Cyclisme - FAC La Coupe fédérale le 22 janvier à Alger

La Fédération algérienne de cyclisme (FAC) a annoncé le déroulement de la Coupe fédérale, fixée au 22 janvier à Sidi Abdallah (Ouest d'Alger) pour relancer les compétitions, à l'arrêt depuis mars dernier en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19). «Cette compétition dont les épreuves auront lieu à Sidi Abdallah (Alger) ouvrira officiellement l'année sportive pour le cyclisme. Cette manifestation sportive a été au centre de la réunion qui a regroupé lundi le président de la FAC (Kheireddine Barbari) et le chef de cabinet de la wilaya d'Alger, Djamel Eddine Abdelghani Dridi», a indiqué l'instance fédérale dans un commu-

nié, publié lundi soir sur sa page Facebook. Le chef de cabinet de la wilaya d'Alger «a assuré le président de la FAC de l'accompagnement de la wilaya pour la réussite, non pas seulement de cette compétition, mais aussi du Grand Prix cycliste de la ville d'Alger prévu le 4 juin 2021 et du départ du Tour d'Algérie cycliste (TAC) 2021», précise la même source. Les deux parties se sont entendues pour faire de cette manifestation sportive une réussite totale et une véritable fête, dans le respect du protocole sanitaire avec la désignation des personnes chargées de faire respecter les directives relatives à cette pandémie, conclut la FAC.

Italie AC Milan-Juventus, le virage à ne pas rater !

Le choc de ce soir entre l'AC Milan, leader invaincu du Championnat d'Italie, et la Juventus Turin, nonuple tenant du titre, ressemble à un tournant pour les Bianconeri, contraints au sans-faute en ce début 2021 après avoir égaré trop de points lors du premier tiers du championnat.



Ce déplacement à San Siro, en clôture de la 16e journée de Serie A, est capital pour la Juve d'Andrea Pirlo (5e) qui, avec dix points de retard sur les Rossoneri, serait en bien mauvaise posture en cas de défaite. En l'absence probable d'Alvaro Morata (gêne musculaire à une cuisse), Cristiano Ronaldo, en grande forme dimanche contre l'Udinese (4-1), sera de nouveau le principal atout d'une équipe qui peine à trouver de la régularité depuis le début de la saison. Pour le capitaine Leonardo Bonucci, la victoire de dimanche ne doit d'ailleurs être qu'un «point de départ»: «On doit récupérer des points, des places au classement, maintenant plus que jamais», a-t-il exhorté sur son compte Instagram. Les Turinois seront privés du défenseur Alex Sandro, testé positif au Covid-19 après la victoire contre Udine. C'est une Juventus remontée que va recevoir la jeune équipe milanaise de Stefano Pioli, toujours privée de Zlatan Ibrahimovic. Le Suédois est absent depuis fin novembre après deux blessures consécutives (cuisse, mollet) et n'est espéré que mi-janvier. Mais l'expérience turinoise suffira-t-elle face à la fougue de la jeune équipe de Stefano Pioli? Car ce Milan n'en finit plus de surprendre. Insubmersible équipe au moral d'acier et

à qui tout réussit, même quand les faits de match sont contre elle, comme dimanche face au Benevento (2-0) à dix contre onze pendant une heure. Au point de pouvoir détrôner la Juve en fin de saison? «Nous, on ne doit pas penser que match après match, notre classement on ne le regardera qu'en avril», a évacué Stefano Pioli. «Contre la Juve, ce ne sera pas un match décisif, ni un passage de témoin. Pour moi la Juve, l'Inter et Naples restent les plus forts». En cas de faux pas des Rossoneri, leurs voisins nerazzurri sont à l'affût, calés dans leur roue à un point: l'Inter, qui joue quelques heures avant à Gênes face à la Sampdoria (11e), tentera ainsi de glaner une neuvième victoire de rang pour maintenir la pression. La présence de Romelu Lukaku, encore décisif dimanche face à Crotone (6-2) aux côtés de Lautaro Martinez, reste incertaine en raison d'une gêne ressentie en fin de match contre les Calabrais. Pour les autres candidats aux places européennes, il sera question d'éviter tout faux pas face à des adversaires de bas de tableau: chez la lanterne rouge Crotone pour la Roma (3e), contre La Spezia (18e) pour Naples (4e), face au Gênes (19e) pour Sassuolo (6e) et devant Parme (16e) pour l'Atalanta Bergame (7e).

FC Barcelone Deux membres du staff positifs au Covid-19

Deux membres de l'encadrement du FC Barcelone ont été testés positifs au Covid-19, a indiqué lundi le club, qui a reporté la séance d'entraînement prévue mardi, à la veille d'un match de Liga à Bilbao. «Suite aux tests PCR réalisés lundi, deux membres du staff de l'équipe première de football sont positifs. Le club a informé les autorités sportives et sanitaires compé-

tentes et tout l'effectif sera soumis à un test PCR mardi matin, comme le veut le protocole de la Liga», écrit le club catalan dans un communiqué. L'entraînement prévu mardi est reporté, dans l'attente des résultats des tests. Le FC Barcelone, cinquième au classement, est censé affronter l'Athletic Bilbao (9e) mercredi en match en retard de la 2e journée de Liga.

Championnats européens

France - 18e journée

Aujourd'hui (19h00) Brest - Nice
..... Lorient - Monaco
..... Metz - Bordeaux
..... Nantes - Rennes
..... Strasbourg - Nîmes
(21h00) Lille - Angers
..... O. Lyonnais - Lens
..... O. Marseille - Montpellier
..... Reims - Dijon
..... Saint-Étienne - PSG

Espagne - Mise à jour

Aujourd'hui (21h00) .. Athletic Bilbao - Barcelone
Vendredi (21h00) Celta Vigo - Villarreal

Angleterre - Coupe de la Ligue

Aujourd'hui (20h45) Man United - Man City

Italie - 16e journée

Aujourd'hui (12h30) Cagliari - Benevento
(15h00) Sassuolo - Gênes
..... Crotone - AS Rome
..... Lazio Rome - Fiorentina
..... Torino - Hellas Vérone
..... Sampdoria Gênes - Inter Milan
..... Bologne - Udinese
..... Atalanta Bergame - Parme
(18h00) Naples - Spezia
(20h45) AC Milan - Juventus

Angleterre Liverpool craque à Southampton

Liverpool a subi sa deuxième défaite de la saison en Premier League lundi à Southampton (1-0), son troisième match consécutif sans victoire qui fragilise sa première place au classement, désormais partagée avec Manchester United. Vingt-quatre heures après l'effondrement de Chelsea face à Manchester City (1-3), Liverpool est ainsi le deuxième grand perdant de cette 17e journée qui a complètement rebattu les cartes. Les Reds conservent leur première place à la différence de but, mais risquent de passer rapidement derrière Manchester United, qui disputera un match en retard à Burnley le 12 janvier. Cette défaite est la première en championnat depuis le désastre vécu à Aston Villa (7-2) en octobre. Après les deux victoires très probantes contre Tottenham (2-1) et Crystal Palace (7-0), qui semblait faire de Liverpool le favori pour un second titre, les deux derniers matches nuls contre West Bromwich (1-1) et Newcastle (0-0) ont été deux premiers avertissements. La sanction est plus sévère cette fois.

Liverpool est passé complètement à côté de la première période, après une très mauvaise entrée en matière, dès la deuxième minute de jeu. Un coup franc de James Ward-Prowse

au-dessus de la défense a piégé Trent Alexander-Arnold, pas suffisamment concentré, et a permis à Danny Ings de lobber Alisson (2e, 1-0).

La réaction des Reds a été très timide. En dehors d'une frappe trop enlevée de Sadio Mané en dehors de la surface de réparation (34e), ils n'ont eu aucune occasion. Dans le même temps, Southampton aurait pu creuser l'écart deux fois, d'abord avec une déviation d'Ings pour Mousa Djenepo, qui a tiré au-dessus (26e), et surtout sur une percée de Nathan Tella, qui venait d'entrer en jeu et qui a profité d'un manque d'agressivité d'Alexander-Arnold et Fabinho pour mettre en danger Alisson (41e). Liverpool a eu toutes les peines du monde à accélérer et à porter le danger en seconde période. La faiblesse de la frappe de Mané, pourtant en position idéale pour marquer, à un quart d'heure de la fin, a tout dit de l'état de fatigue des Reds. L'énergie déployée dans les dernières minutes a surtout mis en évidence l'absence d'options offensives sur le banc de Klopp, lorsque Salah, Firmino et Mané sont hors de forme. Ceux-ci ont maintenant deux semaines pour se préparer au prochain gros choc: la réception de Manchester United, le 19 janvier.

Election de la CAF

Le Sénégalais Augustin Senghor confiant

Le président de la Fédération sénégalaise de football (FSF), Augustin Senghor, s'est dit, dimanche, «très confiant» dans la validation de sa candidature à la présidence de la Confédération africaine de football (CAF). «Je suis très confiant», a répondu Augustin Senghor à la radio RFM à une question sur l'acceptation de sa candidature par les Commissions compétentes, le 12 janvier. En plus de Me Augustin Senghor, trois autres personnalités africaines ont annoncé leur candidature, le président de la Fédération mauritanienne de football, Ahmad Yahya, celui des Mamelodi Sundowns, Patrice Motsepe et l'ancien

président de la Fédération ivoirienne de football (FIF), Jacques Anouma. Parlant de sa candidature, Senghor soutient qu'elle vient à son heure, soulignant avoir tout connu au niveau de la FIFA et surtout à la Confédération africaine de football (CAF) dont il est membre du Comité exécutif depuis janvier 2018. «Et les gens peuvent témoigner des progrès que nous avons aussi faits à la tête du football», a-t-il dit indiquant que la CAF qui est à la croisée des chemins, a besoin d'un homme d'expérience à sa tête. «Et aussi, j'ai noué des relations de confiance avec des présidents de Fédérations qui m'apprécient bien», a-t-il

ajouté, assurant être prêt à relever le défi. A l'image des grandes instances comme la FIFA, la crise à la CAF peut permettre d'aller de l'avant, selon le président de la FSF, estimant qu'«on ne peut plus faire l'économie d'un certain nombre de réformes et de rénovations dans le sens des textes, des statuts et du management». Au sujet du président sortant, le Malgache Ahmad, dont la candidature n'a pas été acceptée par le Comité éthique de la FIFA, Me Augustin Senghor informe que ce dernier a interjeté appel de cette décision. Le président de la FSF rappelle avoir travaillé avec Ahmad en «toute loyauté».

Tennis - ATP 2021

Djokovic et Nadal peuvent dépasser Federer

Après une année 2020 «à oublier», selon Rafael Nadal, 2021 devrait permettre au tennis de renouer avec un calendrier moins atypique pour une saison qui pourrait décanter la course au titre de meilleur joueur de tous les temps, le fameux «GOAT»: Roger Federer risque d'être statistiquement décroché par Novak Djokovic et Nadal. Covid oblige, le calendrier ATP complet n'a été publié que début janvier, chamboulé dans son premier quart par un Open d'Australie retardé de trois semaines (8-21 février). Wimbledon, seul Majeur annulé en 2020, est bien programmé cet été (28 juin-11 juillet), entre Roland-Garros qui retrouve ses dates printanières (23 mai-6 juin) et l'US Open (30 août-12 septembre). Le circuit masculin débutera le 7 janvier avec les ATP 250 d'Antalya et Delray Beach pour se terminer le 21 novembre avec la finale des Masters à Turin. La Coupe Davis clôturera l'année à Madrid (22-28 novembre). En revanche, seules les sept premières semaines du circuit féminin ont été officialisées, du WTA 500 d'Abou Dhabi à partir du 6 janvier, aux finales de l'Open d'Australie et du WTA 250 de Melbourne. Est également déjà programmée la Fed Cup, rebaptisée désormais Billie Jean King Cup, du 13 au 18 avril. Roger Federer risque de perdre gros, d'un point de vue statistique, dans la course au titre honorifique de «GOAT». Protégé en



2020 par le gel des classements, il va chuter dans la hiérarchie ATP cette année. Car le Suisse, qui aura 40 ans en août, semble se diriger vers une nouvelle année allégée, peut-être même la dernière. Il n'a joué que l'Open d'Australie en 2020 (battu en demi-finales par Djokovic) avant de subir deux opérations au genou droit, et ne reprendra pas avant la fin février 2021 -après le premier tournoi du Grand Chelem de l'année- avec pour objectifs annoncés Wimbledon et les Jeux olympiques où il vise le seul grand titre manquant à son palmarès, l'or en simple.

Du coup, Novak Djokovic et Rafael Nadal vont avoir l'occasion de lui ravir les deux principaux records du ten-

nis. Le Serbe devrait le dépasser en mars dans le nombre de semaines passées à la place de N.1 mondial (310 pour Federer) et l'Espagnol vise un 21e titre du Grand Chelem: comment ne pas voir l'Espagnol favori de Roland-Garros où il a décroché en octobre un 13e titre dans une édition automnale compliquée pour lui? Dominic Thiem a décroché son premier Majeur en 2020 lors d'un US Open privé, il est vrai, de Nadal et Federer et dont Djokovic a été disqualifié en 8es. Désormais débarrassé du poids de la «première», l'Autrichien est attendu pour confirmation. Daniil Medvedev, Stefanos Tsitsipas et Alexander Zverev tenteront, eux, d'entrer au panthéon des vainqueurs de Majeurs.



مجمع فنادق، سياحة وخدمات معدنية
HÔTELLERIE, TOURISME & THERMALISME



Entreprise de gestion touristique de l'ouest

مؤسسة التسيير السياحي للغرب

Au Capital social de 394.350.000 DA

2^{ème} AVIS DE PROROGATION DE DELAI

L'Entreprise de Gestion Touristique de l'Ouest « E.G.T.O », porte à la connaissance des soumissionnaires ayant retiré le cahier des charges relatif à la troisième avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales portant sur les Travaux de réhabilitation et modernisation de Grand Hôtel D'Oran - Wilaya D'Oran, que la date de dépôt des offres initialement fixée au 13 janvier 2020 est prorogée de (15) quinze jours soit le 28 janvier 2021 à 14h00, heure locale au siège du :

La Direction de l'entreprise de gestion touristique de l'ouest.

Adresse : 05 Rue MOTRANI Mohamed, Hôtel ANTAR-Wilaya de BECHAR,

L'ouverture des plis se fera en séance publique, ouverte aux soumissionnaires, ou leurs représentants dûment mandatés, le même jour à (14 h 00).

ANEP N° 2116000257 Le Quotidien d'Oran 06/01/2021

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE TIARET
DAIRA DE MEDROUSSA
COMMUNE DE MELLAKOU
N° FISCAL COMMUNAL:098414125117530

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N° 01/2021

La commune de MELLAKOU lance un avis d'appel d'offres ouvert pour l'exécution de :

OPERATION : Approvisionnement DES DENREES ALIMENTAIRES POUR LES CANTINES SCOLAIRES
2^{ème} et 3^{ème} trimestre de l'année scolaire 2020/2021, et 1^{er} Trimestre de l'année scolaire 2021/2022
(LOT 01 : Alimentation Générale ; LOT 02 : Légumes et Fruits ; LOT 03 : viandes et Œufs ; LOT 04 : Pain amélioré),
(Année Financière 2021)

L'appel d'offre s'adresse aux entreprises, remplissant les conditions suivantes :

✓ Avoir un registre de commerce : Grossistes et détaills (LOT 01 : Alimentation Générale (code d'activité) ; LOT 02 : Légumes et Fruits (code d'activité) ; LOT 03 : viandes et Œufs (code d'activité) ; LOT 04 : Pain amélioré (code d'activité) ;

Le retrait du cahier des charges se fait au niveau du bureau des marchés de l'APC de MELLAKOU Sur présentation du reçu de paiement de la somme de 3000 DA.

Les offres doivent comporter un dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière :

C. DOSSIER DE CANDIDATURE : Comportant

1. Déclaration de candidature dûment renseignée, datée et signée (modèle annexé au cahier des charges)
2. Déclaration de probité dûment renseignée, datée et signée (modèle annexé au cahier des charges)
3. Copie du Statuts pour les sociétés ;
4. Tous documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise ;
5. Capacités professionnelles :
- Copie de registre de commerce
- capacité financières :
- Copies des Bilans financiers des 03 dernières années, visées par les services des impôts.
7. Capacités techniques :
- La liste nominative des moyens humains visée par la CNAS (attestation CNAS valide 03 mois)
- La liste des moyens (matériels et moyen de stockage) avec pièces justificatives de propriété.
8. Références professionnelles, avec présentation de copies des attestations de bonne exécution

B. OFFRE TECHNIQUE : Comportant

1. Déclaration à soumettre dûment renseignée, datée et signée (modèle annexé au cahier des charges)
2. Mémoire technique justificatif signé, cacheté et rempli selon modèle annexé au cahier des charges
3. Le cahier des charges paraphé et portant à la dernière page, la mention écrite à la main : « lu et accepté ».

4. Engagement des délais de la livraison

C. OFFRE FINANCIERE : Comportant

1. La lettre de soumission remplie, cachetée, signée et datée par le soumissionnaire.
2. le bordereau des prix unitaires remplie, cachetée, signée et datée par le soumissionnaire.
3. Le Détail quantitatif et estimatif remplie, cachetée, signée et datée par le soumissionnaire.

Les documents justifiant les informations contenues dans la déclaration de candidatures seront exigés uniquement de l'attributaire du marché.

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière doivent être insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'Appel d'Offres ainsi que la mention « DOSSIER DE CANDIDATURE » ou « OFFRE TECHNIQUE » ou « OFFRE FINANCIERE », selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe extérieure cachetée et anonyme portant ce qui suit :

« A N'OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLIS ET D'EVALUATION DES OFFRES »
A Mr LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE POPULAIRE COMMUNALE DE MELLAKOU

APPEL D'OFFRES OUVERT N° 01/2021

OPERATION : Approvisionnement DES DENREES ALIMENTAIRES POUR LES CANTINES SCOLAIRES
2^{ème} et 3^{ème} trimestre de l'année scolaire 2020/2021, et 1^{er} Trimestre de l'année scolaire 2021/2022
(LOT 01 : Alimentation Générale ; LOT 02 : Légumes et Fruits ; LOT 03 : viandes et Œufs ; LOT 04 : Pain amélioré),
(Année Financière 2021)

La durée de préparation des offres est fixée à dix (10 JOURS) à compter de la date de la première parution du présent avis d'appel d'offres dans les quotidiens nationaux ou le BOMOP.

Le jour, l'heure limite, de dépôt des offres correspondent au dernier jour de la durée de préparation des offres à 14h00, le dépôt se fait à l'adresse suivante :

Siège de l'APC de MELLAKOU

L'ouverture des plis, des dossiers de candidatures et des offres techniques et financières aura lieu en séance publique le même jour de dépôt des offres à 14h00 au siège de l'APC de MELLAKOU, les soumissionnaires ou leurs représentants peuvent y assister s'ils le souhaitent.

Si le jour de dépôt des offres et d'ouverture des plis coïncident avec un jour férié ou de repos légal, la durée de préparation des offres sera prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Les offres resteront valides pendant une période équivalente à la durée de préparation des offres augmentée de trois (03) mois, à compter du 1^{er} jour de la durée de préparation des offres.

LE P/APC

ANEP N° 2131000082 Le Quotidien d'Oran 06/01/2021

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE SIDI BEL ABBES

DAIRA DE TÉNIRA

COMMUNE DE TENIRA

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISoire DU MARCHE

Conformément aux dispositions du décret présidentiel n° 15/ 247 du 16 /09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, il est porté à la connaissance de l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offres Publié dans les quotidiens nationaux qu'après délibération par la commission compétente, l'attribution provisoire de marché s'établit ainsi qu'il suit :

N°	projet	Fournisseur	Montant	Nemuro d'Identification Fiscal	Observations
01	Approvisionnement Des Cantines Scolaires En Denrées Alimentaires Pour L'année 2021 .	Haffane Benarnas Lahaouaria	Min : 6 107 796,00 Da Max : 7 332 534,55 Da	266310110649167	Qualifié techniquement moins disant

Suite à aux dispositions du décret présidentiel n° 15/ 247 du 16 /09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public notamment l'article 82 les soumissionnaires qui souhaitent prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs candidatures, offres technique et financière, à se rapprocher de ses services, au plus tard trois (3) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire du marché, pour leur communiquer ces résultats. Tout soumissionnaire contestant le choix opéré par le service contractant peut introduire un recours dans les dix (10) jours qui suivent la date de la publication de l'avis d'attribution provisoire publié dans les quotidiens nationaux auprès de la commission compétente de la commune de Tenira .

LE PRESIDENT DE LA P C

ANEP N° 2131000097 Le Quotidien d'Oran 06/01/2021

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPOTRS

Direction de la Jeunesse et des Sports

Wilaya de Tipasa

Adresse :Siège de la wilaya

N.I.F : 099042015037822

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISoire DU MARCHE N° 09/2020

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel n° 15-247 du 16/09/2015, modifié et complété portant réglementation des marchés publics, la direction de la jeunesse et des sports de la wilaya de Tipasa informe l'ensemble des soumissionnaires ayant répondu à l'appel d'offre: N° 09/2020 relative à / REHABILITATION ET EQUIPEMENT DU STADE COMMUNAL NADOR. Qu'a l'issue de l'analyse des offres, la commission d'évaluation des offres a attribué le marché provisoirement à l'entreprise

ETB TCE KAZI ABDELWAHAB -SITIF. NIF /173192700417156

la procédure d'évaluation et d'analyse des offres, faite conformément aux critères prévus dans le cahier des charges, à donné les résultats suivants :

Entreprise	Commune	Délai	Montant	Points	Obs
ETB TCE KAZI ABDELWAHAB	SITIF	04 MOIS	23.347.800.00 Da	51.62	L'entreprise ayant remplis les conditions techniques et ayant proposé l'offre la moins disante.

Aussi et conformément à l'article 82 du même décret, les soumissionnaires contestant le choix opéré pourra introduire leurs recours dans un délai de 10 jours, à compter de la première parution du présent avis dans la presse ou le BOMOP ou le portail des marchés publics, auprès de la commission des marchés de Tipasa . si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date limitée pour introduire un recours et prorogée au jour ouvrable suivant.

Pour les soumissionnaires non retenus qui sont intéressés, sont inviter de se rapprocher des services technique de la direction de la jeunesse et des sports de la wilaya de Tipasa au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication du présent avis, à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leur offres techniques et financiers.

ANEP N° 2116000311 Le Quotidien d'Oran 06/01/2021

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE TIARETDIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS
Numéro d'identification Fiscale : 000214015001770

AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL

OUVERT AVEC EXIGENCE DES CAPACITES MINIMALES N°: 02/2021

La Direction des Equipement Publics de la Wilaya de Tiaret, lance un Avis d'Appel d'Offre National Ouvert avec exigence de capacité minimale

AMENAGEMENT ET REHABILITATION DES ETABLISSEMENTS
SCOLAIRES DU CYCLE PRIMAIRE
(Y COMPRIS CHAUFFAGE ET CLIMATISATION) En 07 Lots

Lot N° 03 :

Lot	Daira	Commune	Ecole
03	MAHDIA	Mahdia	Travaux de Réfection Diverse à l'Ecole REGIK Aissa Travaux de Réfection Diverse à l'Ecole BOUNADHORA Mohamed Travaux de Réfection Diverse à l'Ecole ZEFFANE Abed Travaux de Réfection Diverse à l'Ecole BALZ Ahmed Travaux de Réfection Diverse à l'Ecole MEGHIT Mohamed
		Sebaïne	Travaux de Réfection Diverse à l'Ecole BADR St Maoues . Travaux de Réfection Diverse à l'Ecole HAMAR ELMIR . Travaux de Réfection Diverse à l'Ecole SAHOUNE Djilali .
		Ain D'Zarit	Travaux de Réfection Diverse à l'Ecole BENKHALDONE Commune de Ain D'Zarit
		Nadhora	Travaux de Réfection Diverse à l'Ecole AKID BOUNAAMA à Nadhora Centre Travaux de Réfection Diverse à l'Ecole HOUARI Boumedienne à Dhayet Terras

Le présent Appel à la Concurrence est ouvert avec exigence de capacités minimales destiné aux soumissionnaires qualifiés dans le domaine Bâtiment comme activité Principale, Conformément aux dispositions réglementaires prévues par le décret présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics, et de délégation du service public.

Désignation du Lot	Qualification	Domaine	Observation
Lot N°03	I Ou Plus	Bâtiment	Réservé dans le cadre du dispositif de L'ENSEJ-ANGEM et CNAC

Les offres se constituent d'un dossier de candidature, une offre technique et d'une offre financière distinctes accompagnées obligatoirement des pièces réglementaires suivantes :

A- Le Dossier de Candidature Comprendra :

- Une déclaration de candidature dûment renseignée datée et signée .
- Une déclaration de probité dûment renseignée datée et signée .
- Les statuts pour les sociétés .
- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise .

Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats , des soumissionnaires ou , le cas échéant , ou sous-traitants

A/ Capacités professionnelles : Certificat de qualification et de classification dans le domaine Bâtiment comme activité principale de catégorie I Ou Plus pour le lot N°03 réservé dans le Cadre du Dispositif de L'ENSEJ - ANGEM Et CNA

B/ Capacité financières : moyens financiers justifiés par les bilans et les références bancaires .

C/ Capacité techniques : moyens humains et matériels et références professionnelles. Conformément aux dispositions de l'article 69 du décret présidentiel N°15-247 du 16/09/2015 portant réglementation du marché public des délégations de service public .

Attestation de dépôt des Comptes Sociaux de l'année Considérée .

NIF

B/ L'offre Technique Contient :

- Une déclaration à souscrire dûment renseignée datée et signée .
- Tout document permettant d'évaluer l'offre technique : un mémoire technique justificatif et tout autre document exigé en application des dispositions de l'article du décret présidentiel sous le N° :15/247 du 16 Septembre 2015 .
- Moyens humains justifiés par les diplômes pour encadrement technique et les attestations d'affiliations pour les ouvriers et moyens matériels justifiés par les cartes grises et attestations d'assurances pour le matériel roulant et le PV d'huissier de justice ou d'expert pour le matériel non roulant .
- Les délais d'exécution justifiés par le planning .
- Le cahier des charges portant à la dernière page , la mention manuscrite (lu et accepté) .
- Attestation de dépôt des Comptes Sociaux de l'année Considérée .

B/ L'offre Financière Contient :

- La lettre de Soumission dûment remplie , datée et signée , par le soumissionnaire .
- Le Bordereau des prix Unitaires hors taxes , dûment rempli et signé par soumissionnaire .
- Le détail quantitatif et estimatif de l'offre dûment rempli et signé par le soumissionnaire .

Remarque : Le Soumissionnaire peut soumissionner pour un ou plusieurs lots , mais ne peut prétendre qu'un seul lot .

Les offres accompagnées des documents ci -haut doivent être déposées à l'adresse suivantes :

La Direction des Equipements Publics

De la Wilaya de Tiaret

Rue Hammiri Mohamed -EX CNR - Tiaret

" A L'OUVERTURE DES PLS ET D'EVALUATION DES OFFRES "

AMENAGEMENT ET REHABILITATION DES ETABLISSEMENTS

SCOLAIRE DU CYCLE PRIMAIRE

(Y COMPRIS CHAUFFAGE ET CLIMATISATION)

En 07 Lots

Lot N° 03 :

La première enveloppe doit comporter le terme « soumission à ne pas ouvrir que par la Commission d'Ouverture des plis et d'évaluation des offres » , avec le nom du projet et l'anonymat de l'expéditeur et contenir trois (03) autres enveloppes :

- La première comportera le nom du projet et le terme : « Soumission - dossier de candidature »
- La deuxième comportera le nom du projet et le terme : « Soumission - Offre Technique »
- La troisième comportera le nom du projet et le terme : « Soumission - Offre Financière »

La durée de préparation des offres est fixée à quinze « 15 » Jours à compter de la date d'affichage de la préparation des offres au plus tard à 12h00 du même jour , si ce jour coïncide avec un jour férié ou de repos légal la date sera reportée au jour ouvrable à la même heure .

Toute offre déposée en retard du délai de dépôt des offres fixé initialement ne sera pas réceptionnée.

L'ouverture des plis se tiendra en séance publique le même jour de la clôture de dépôt des offres à 14h00 au siège de la Direction Des Equipements Publics .

La durée de validité des offres est fixée à Cent Cinq « 105 » Jours , c'est à la durée de préparation des offres augmentées de trois « 03 » mois .

Les soumissionnaires sont cordialement invités à la séance d'ouverture .



هيبروك للنقل البحري

HYPROC SHIPPING COMPANY SpA

AU CAPITAL SOCIAL DE 40.000.000.000 DA

NIF 0999 3101 03669 77

Tél : 213.41.82.15.15/16.16 fax : 213.41.82.18.18

Avis de prorogation de délai

'Appel d'Offres à la Concurrence Nationale et Internationale Ouvert

N° 01 /HYPROC.S.C/PMD/2020

Vente d'un navire méthanier

LNG/ RAMDANE ABANE

HYPROC Shipping Company Spa porte à la connaissance de l'ensemble des soumissionnaires ayant retirés le cahier des charges de l'appel d'offres National et International ouvert N° 01/Hyproc SC/PMD/2020 relatif à la vente du navire LNG/ Ramdane Abane, paru sur le BAOSEM n° 1823 du 29/11/2020, sur le quotidien national الخبر du 25/11/2020 et sur le Quotidien d'Oran du 26/11/2020, que le délai de dépôt des offres est prorogé au 18/02/2021 à 09H30mn LT.



هيبروك للنقل البحري

HYPROC SHIPPING COMPANY SpA

AU CAPITAL SOCIAL DE 40.000.000.000 DA

NIF 0999 3101 03669 77

Tel: 213.41.82.15.15/16.16 fax: 213.41.82.18.18

Notice of Deadline extension

NATIONAL AND INTERNATIONAL CALL FOR

TENDER N° 01 /HYPROC S.C/PMD/2020

SALE OF ONE LNG VESSEL

"Ramdane Abane"

HYPROC Shipping Company Spa Informs, all bidders that have already withdrawn the tender documents for the National and International call a of tender N° 01/Hyproc SC/PMD/2020 for the sale of the vessel LNG/ Ramdane Abane, published on BAOSEM n° 1823 on 29th/11/2020, in the national newspaper الخبر on 25th/11/2020, and on Le Qoutidien d'Oran on 26th/11/2020 that the deadline for submission of bids is extended to 18/02/2021 at 09h30min LT.

APPELEMENTS

■Vends F4 de 100 m² + 22 m² Box - Au 4^e étage au Bd Trait d'Union - Gambetta - ORAN - Refait à neuf - Chauffage et Clim - Sans vis-à-vis - Libre de suite - Intermédiaire s'abstenir - Tél : 0552.89.18.52

■A louer Appart F5 de 137 m² dans un Immeuble privé à Coop. El Whida El Othmania à côté de la Boulangerie Moussa - ORAN - Tél : 0783.78.68.55 - Visite à partir de 12 h - Prix : 45.000,00

■ORAN : Loue Appartement équipé F3 au centre-ville Front de mer en face consulat du Maroc au 4^{ème} étage sans Ascenseur - Durée un an minimum - Tél : 0660.57.59.05

■Loue : F5 à Ain El Turck. 4^{ème} (2,5 U) - F3 à Belgaid. 3^{ème} (3 U) - F3 + Box à Pépinière. 4^{ème} (6 U) - F4 au Plateau. 3^{ème} (3 U) - F1 au centre-ville. 1^{er} (2 U) - F1 à Coca. 1^{er} (1,5 U) - Villa à El-Kerma (5 U) - AG. «ABDAL-LAH» - 041.29.14.59 / 0770.40.87.48

EMPLOIS

■Pizzeria à ORAN cherche : Pizzaiolo et Femme de ménage - Sérieux et disponibles - Envoyez vos CV par SMS au : 0549.34.34.74 - L'adresse : Cité des Enseignants Belle Vue en face la mosquée / ORAN

■Importante Société recrute : Vendeuse, sérieuse, présentable et dynamique qui maîtrise l'outil informatique - Veuillez nous contacter sur ce numéro : 0772.31.33.78

■Importante société algérienne située à ORAN recrute un Agent Administrateur des Ventes : - Licence en Science commerciale ou Contrôle de gestion - Expérience de 5 ans au minimum - Connaissance en outil informatique - Envoyez votre CV sur : cdrh2020@gmail.com

■Recherche un Architecte ou un Ingénieur en Génie Civil pour une nouvelle Société en cours de création - N° : 0559.544.666 à Oran

■Société privée sise à ORAN recrute un Agent Commercial (il doit améliorer informatique (Informaticien : Ingénieur de l'informatique ou Technicien en informatique) et la langue française et la langue anglaise) - Envoyez CV à : recrutement.abone@gmail.com

VILLAS

■A.V. Très belle Villa. Climatisation. Caméra - Bel endroit à Misserghine - Cité Zabana - Actée + L.F. - Sup. 225 m² - R+1 - 5 Pces. 2 Gds Salons. B. Cuisine avec Gd Séjour. Hammam avec serpent. Douche Jacuzzi., 2 Sanitaires. 1 Gde Buanderie. Garage 2 Voit. Jardin avec Arbres fruitiers - SVP prix après visite. Merci - 0791.83.23.50 - 0782.30.10.33

■A vendre Maison de 3 étages - Actée - 2 façades - Avec 3 Locaux au RDC sur grand Boulevard commercial - Avec Puits - Située à Petit Lac - ORAN - Tél : 0780.13.01.03

■A vendre Hawch de 2 Pièces - Cuisine + petite Cour - Superficie 60 m² - Situé à SIDI BEL ABES (Village El Ryh) centre-ville - Tél : 0550.61.78.29 - 0698.12.22.00

LOCAUX

■Magasin à louer pour de multiples activités : Pâtisserie - Boulangerie - Cafétéria - Restaurant et Autres - Situé à Gambetta dans un bon angle entre l'Avenue d'Arcole et Plein Ciel - ORAN - (Eau - Gaz - Sanitaires) - Tél : 0552.32.86.35 / 0778.87.19.21

■A louer Bureau de 22 m² au RDC d'une Villa - Sanitaires - Climatisation - Libre - Près Hôtel Président Maraval - Othmania - ORAN - Tél : 0553.27.10.60

■Mets en location un grand Local de 112 m² avec 2 Portails - Bien aménagé - Force motrice de 380 - Toutes commodités - Eau + Gaz + Electricité + Sanitaires... etc. - Situé sur grand Bd à Haï Emir Abdelkader (ex-St Remy) ORAN - Actuellement Lavage et convient à toutes activités commerciales - Tél : 0561.33.16.78

DIVERS

■Cherche Associé qui dispose d'un Local à usage de bureau à ORAN pour la création d'un projet intéressant et très rentable, et sans aucun apport financier - Tél : 0658.70.04.53

Espagne Quatre migrants meurent au large des Canaries

Quatre migrants africains sont morts en traversant l'Atlantique vers les îles Canaries, ont annoncé mardi les services d'urgence de l'archipel espagnol où les arrivées de migrants ont bondi en 2020. La Croix-Rouge, qui a secouru 47 migrants en provenance d'Afrique subsaharienne arrivant sur l'île de Tenerife, a "confirmé quatre décès" et indiqué que trois autres personnes avaient été prises en charge par les services de santé "en raison de brûlures et d'érosion", ont indiqué les services d'urgence sur Twitter. Ces décès s'ajoutent à ceux survenus sur cette dangereuse route migratoire entre le nord-ouest de l'Afrique et les îles Canaries, de nouveau empruntée par les migrants alors que des accords européens avec la Turquie, la Libye et le Maroc ont réduit



les flux migratoires en Méditerranée. L'année dernière, 1.851 migrants sont morts lors de la traversée vers les Canaries, principalement à cause des forts courants dans l'Atlantique, selon un rapport publié la semaine dernière par l'ONG Caminando Fronteras. En 2020, 23.023 migrants sont arrivés sur l'archipel, soit huit fois plus que les 2.687 enregistrés l'année précédente, selon le ministère espagnol de l'Intérieur. Ce bond des arrivées a

submergé les centres d'accueil de migrants des Canaries, et des milliers d'entre eux ont dû passer plusieurs jours dans un campement provisoire installé sur un port de l'île de Grande Canarie, dans des conditions vivement dénoncées par plusieurs ONG. En réponse, les autorités les ont transférés dans un camp militaire et des hôtels de l'île et le gouvernement espagnol a lancé un plan d'urgence visant à créer 7.000 places d'hébergement temporaires.

La Norvège premier pays à passer le cap des 50% de voitures électriques vendues

La Norvège est devenue en 2020 le premier pays où les voitures électriques ont représenté plus de la moitié des nouvelles immatriculations, un jalon qui place le pays sur les rails pour son objectif de décarboner tous ses véhicules neufs dès 2025. Malgré la pandémie de Covid-19 qui a retardé le lancement de nouveaux modèles, l'électrique s'est arrogé une part de marché de 54,3% l'an dernier dans le pays nordique, contre 42,4% un an plus tôt, selon les chiffres d'un organisme spécialisé norvégien, le Conseil d'information sur le trafic routier (OFV), publiés mardi. Inégalées dans le monde, les ventes ont connu un coup d'accélérateur en fin d'année: en décembre, la part de marché de l'électrique a battu un nouveau record mensuel, à 66,7%. "C'est une tendance extrêmement positive", s'est félicitée Christina Bu, secrétaire générale de l'Associa-

tion norvégienne des véhicules électriques, qui promeut le "zéro émission". "Nous sommes presque sur la voie pour atteindre les objectifs de 2025", a-t-elle ajouté. La Norvège, qui est paradoxalement le plus gros producteur d'hydrocarbures d'Europe de l'Ouest, affiche l'ambition que toutes ses voitures neuves soient "zéro émission" - électriques et à hydrogène - à compter de cette année-là.

Avec plusieurs longueurs d'avance sur d'autres pays européens, pourtant ambitieux, comme le Royaume-Uni, qui vient d'avancer à 2030 la date d'interdiction des ventes de voitures essence et diesel. Pour atteindre son objectif, le pays nordique met en œuvre une politique fiscale extrêmement avantageuse même s'il a commencé à rogner certains des passe-droits accordés aux voitures électriques, tels que la gratuité des péages urbains ou la possibilité d'emprunter

les couloirs de transport collectif. Contrairement aux voitures diesel ou essence très lourdement taxées, les voitures propres y sont exemptes de quasiment toute taxe, ce qui les rend plus compétitives à l'achat. C'est une berline électrique, qui aurait normalement été hors de portée de la plupart des bourses, qui a dominé le classement des ventes norvégiennes l'an dernier - le tron d'Audi, avec un coût de départ d'environ 47.000 euros - devant trois autres modèles électriques, la Tesla Model 3, la Volkswagen ID.3 et la Leaf de Nissan. Le numéro cinq de ce classement - la Golf de Volkswagen - a une version rechargeable mais les statistiques ne distinguent pas ses différents types de motorisation. Les véhicules hybrides, combinant énergie fossile et énergie propre, ont aussi progressé en 2020, avec une part de marché de 29,1% contre 25,9% en 2019.

Publicité

PENSÉE
Notre sœur, celle qui aurait pu être notre mère, est partie sans espoir de retour. Ma sœur tu es bien là où tu revis dans nos mémoires, vis dans nos cœurs et dans la paix dors. La famille BENDENIA vous prie d'avoir une pieuse pensée pour notre chère sœur
Khouira
décédée le 06-01-2015 à l'âge de 61 ans.
Repos en paix Kheira

PENSÉE
Le 06 janvier 2015 fut la date du décès de notre très cher père
M. BOUZAR MOKHTAR
qui nous a quittés pour un monde meilleur. Nous demandons à tous ceux qui l'ont connu et apprécié d'avoir une pieuse pensée. Puisse Dieu Le Tout-Puissant l'accueillir dans Son Vaste Paradis.

40ème Jour
OUAMROUCHE Mohand Ouchabane dit MAMOU.
La mort nous a séparés mais nos âmes sont liées éternellement. Notre amour pour toi est si fort que les années ne pourront l'effacer. Tu es parti IN CHA'ALLAH pour un monde meilleur.
Ta famille, tes amis et proches garderont de toi l'image du grand homme que tu étais.

Société Industrielle Privée
Sise à SIDI BEL ABBES
Recrute dans l'immédiat

MANAGER Système Qualité :

Profil :

- 1) - Ingénieur (toute spécialité), Licence et plus.
- 2) - Expérience dans le poste souhaitée.
- 3) - Dynamique, autonome, ayant le sens de la communication.
- 4) - Libre de tout engagement.

Description du poste :

- Entretien du système SMQ mis en place.
- Création, établissement et vérification des documents pour le SMQ, surveillance, analyse des résultats du SMQ (Audit - Tableau de bord - Revues de direction - Plan d'action...).
- Assistance et soutien aux pilotes processus (Responsable de structure).

Avantage : Salaire à débattre.
Adresses : Lettre de motivation + CV.
A Zone Industrielle Lot n° 100 Sidi Bel Abbès

Ou Mail : tplast_algerie@yahoo.fr

WILAYA DE MOSTAGANEM
AGENCE DE GESTION ET DE REGULATION FONCIERES URBAINES DE LA WILAYA DE MOSTAGANEM

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

En application de l'article 65 et l'article 82 du décret présidentiel N° 15-247 du 15-09-2015, portant réglementation des marchés publics, L'Agence de Gestion de Régulation Foncières Urbaines de la Wilaya de Mostaganem, Informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis de consultation national, N° 02/2020 du 08/11/2020 paru dans les quotidiens « LE QUOTIDIEN D'ORAN » et « ECH-CHOROUK », et portant sur la sélection d'un cabinet d'audit pour l'exécution des travaux d'audit externe général et certifié de l'agence, qu'après ouverture et évaluation des offres, la convention est attribuée provisoirement au soumissionnaire :

Commissaire aux Comptes	Montant de l'offre en TTC	Note technique obtenue	Note financière obtenue	Total obtenu	Numéro fiscal	Classement
MERHOUM MOHAMED EL HABIB	2 000 000,00	40	55	95	196627090048328	1ère position

Les soumissionnaires qui contestent ce choix, peuvent introduire leur recours auprès de la commission des marchés de l'agence dans un délai de dix (10) jours, à compter de la publication du présent avis.

ANEP N° 2131100010 Le Quotidien d'Oran 06/01/2021

MAITRE KADA KELLOUCHA BOUHANA .
COMMISSAIRE-PRISEUR PRES LE TRIBUNAL D'AIN TEMOUCHENT
46, RUE RABHI SAID - AIN TEMOUCHENT - TEL/FAX : 043.78.29.17 - MOB : 07.71.32.51.17

AVIS DE VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES
Avec Admission de Soumissionnaires Cachetées

LE LUNDI 18/01/2021

A 09 H 30 AU PARC DE L'ENTREPRISE SIMOB DE BENI-SAF, IL SERA PROCEDE A LA VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES DU MATERIEL REFORME SUIVANT :

N° Lot	Désignations
.1	01 VEHICULE RENAULT EXPRESS IMM. 00036.183.46
.2	01 VEHICULE HYUNDAI ESS. IMM. 00287.108.46
.3	01 VEHICULE BYD IMM. 09607.113.46
.4	01 CAMION SONACOME PLATEAU K130 IMM. 01633.381.46
.5	01 REMORQUE PLATEAU RANDON IMM. 01646.881.46
.6	01 BUS DE MARQUE CHUNZHOU IMM. 00113.410.46
.7	01 CITIERNE A MAZOUT CAP. 6.000 L.
.8	01 CAPEPIERE INOX 03 BRAS
.9	01 ARMOIRE FRIGORIFIQUE A 02 COMPARTIMENTS
.10	01 FOUR COMPLET AVEC HAUSSE
.11	01 LOT DE TABLES, CHARIOTS DE SERVICE, TABLES A VAISSELLE EN INOX, SOCLE BAS, ARMOIRES METALLIQUES... ETC.
.12	01 LOT D'USTENSILES DE CUISINE (Plateaux de service, Louches, Plateau américain, Plonge)

A 11 H 30 AU SIEGE DE L'ENTREPRISE DE TRANSPORT ETO, A CHAABAT EL HAM, IL SERA PROCEDE A LA VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES DES ARTICLES USAGES SUIVANTS :

N° ordre	Désignations
01	01 LOT DE BATTERIES USAGES GM. (environ 101 unités)
02	01 LOT DE PNEUS USES DIMENSION 11/25/3 (environ 130 unités + 11 unités Léger)
03	01 LOT DE FUTS D'HUILES VIDES (environ 94 unités)
04	01 LOT DE FERRAILLE TOUT-VENANT

A 12 H 00 AU SIEGE DE NOTRE OFFICE VENTE AUX ENCHERES D'UN LOT DE MOBILIER ET MATERIEL DE BUREAU REFORME POUR LE COMPTE DU CPA BENI-SAF.

Conditions de Vente.
Vente sans garanties - Paiement d'un acompte de 20% non remboursable en cas de désistement - Visite sur site des parutions.
Le Commissaire-priseur

Un an après, l'OMS attendue en Chine pour enquêter sur le Covid



Plus d'un an après l'apparition du nouveau coronavirus, une équipe de l'OMS est enfin attendue en Chine pour enquêter sur l'origine de la pandémie. La visite des 10 experts de l'Organisation mondiale de la santé est ultra-sensible pour le régime chinois, soucieux d'écarter toute responsabilité dans l'épidémie qui a fait plus de 1,8 million de morts à la surface du globe. Au point que la visite prend des allures de mission secrète. Ses dates n'ont pas même été précisées, l'OMS évoquant simplement "la première semaine de janvier".

S'il est parvenu à pratiquement éradiquer la maladie sur son sol, Pékin n'a pas pu empêcher que le président américain Donald Trump l'accuse régulièrement d'avoir répandu "le virus chinois" sur la planète -- voire de l'avoir laissé s'échapper d'un

laboratoire de virologie de Wuhan, la ville du centre du pays où le virus est apparu fin 2019. Les autorités ne manquent pas une occasion d'émettre des doutes sur l'origine chinoise du virus, alors qu'elles avaient dans un premier temps incriminé un marché de Wuhan où étaient vendus des animaux vivants. "De plus en plus de recherches laissent à penser que l'épidémie pourrait être apparue dans de nombreux endroits du monde", a déclaré pendant le week-end le ministre des Affaires étrangères, Wang Yi.

LES EXPERTS EN QUARANTAINE

Epidémie oblige, les experts internationaux devront subir une quarantaine de deux semaines à leur arrivée à Pékin. Il leur restera trois à quatre semaines pour enquê-

ter. Ils pourraient ainsi se rendre à Wuhan aux alentours du 20 janvier, un an tout juste après la mise en quarantaine de cette métropole de 11 millions d'habitants, le 23 janvier 2020. Le 20 janvier est également la date à laquelle Donald Trump doit quitter la Maison Blanche et certains observateurs supposent que Pékin a pu vouloir attendre son départ avant le début effectif de l'enquête, pour ne pas donner l'impression de céder aux exigences du président républicain. Ce dernier a réclamé à plusieurs reprises une enquête internationale sur l'origine du virus, une demande reprise à son compte par l'Australie - soumise ces derniers mois à des sanctions commerciales chinoises.

Le délai mis par la Chine pour accepter une enquête indépendante signifie que les premières traces de l'infection vont être compliquées à retrouver pour les chercheurs. "Je ne suis pas optimiste. Ils vont arriver après la bataille", s'alarme l'infectiologue Gregory Gray, de l'Université Duke aux Etats-Unis. "Ce sera incroyablement difficile de trouver l'origine du virus", abonde Ilona Kickbusch, de l'Institut de hautes études internationales et du développement à Genève. Les scientifiques pensent en général que l'hôte originel du virus est une chauve-souris, mais on ne connaît pas l'animal intermédiaire qui a permis la contamination humaine. La presse chinoise évoque de plus en plus l'hypothèse d'une importation du virus par de la nourriture congelée, une théorie écartée par l'OMS.

Nouveau confinement en Angleterre jusqu'en mars

Le nouveau confinement mis en place en Angleterre face à la flambée des contaminations due au nouveau variant du coronavirus ne commencera à être levé qu'à partir de mars, a prévenu mardi un ministre du gouvernement britannique. "En entrant dans (le mois de) mars, nous devrions pouvoir lever certaines de ces restrictions mais pas nécessairement toutes", a prévenu Michael Gove, chargé de la coordination de l'action du gouvernement, sur la chaîne Sky News. "Nous ferons tout ce que nous pouvons pour faire en sorte qu'autant de personnes que possible soient vaccinées, de sorte que nous puissions commencer à lever progressivement les restrictions", a-t-il assuré.

Face à la progression alarmante du nouveau variant du virus, de 50 à 70% plus contagieux selon les scientifiques britanniques, et au risque de submersion du système de santé, le Premier ministre Boris Johnson a étendu le confinement déjà appliqué aux trois quarts de la population anglaise à l'ensemble de la province et l'a durci. Les écoles, laissées jusqu'à présent ouvertes, ont fermé. D'ici mi-février, les autorités espèrent avoir vacciné toutes les personnes de plus de 70 ans ainsi que les soignants, soit environ 13 millions de personnes parmi les plus à risque, grâce à une accélération de la campagne de vaccination commencée le 8 décembre et désormais menée avec deux vaccins, le Pfizer/BioNTech et l'AstraZeneca/Oxford. "Plus le programme de vaccination sera efficace (...), plus il sera facile de lever ces restrictions", a insisté le ministre, annonçant "des semaines très, très difficiles à venir".

Légalement, le confinement doit entrer en vigueur dès mercredi à 00H01 locales et GMT, mais Boris Johnson a appelé la population à suivre les règles immédiatement. Le Parlement en débattait mercredi. La population n'est autorisée à sortir que pour des raisons essentielles, comme faire des courses ou pour des raisons médicales.

Comme lors du premier confinement au printemps et contrairement au deuxième en novembre, les écoles ont fermé et sont passées à l'enseignement à distance dès mardi. Avec plus de 75.000 morts, le Royaume-Uni est l'un des pays d'Europe les plus endeuillés par le Covid-19 et la tendance s'est aggravée ces dernières semaines. Le bilan des contaminations publié chaque jour dépasse les 50.000, et tutoyait même les 59.000 lundi.

L'Australie ne veut pas vacciner de manière précipitée. En dépit d'une pression de plus en plus forte visant à accélérer la campagne de vaccination en Australie, le Premier ministre Scott Morrison a déclaré mardi ne pas vouloir prendre de "risques inutiles". Alors que de nombreux pays ont commencé à vacciner, l'autorité australienne en charge de la réglementation pharmaceutique ne devrait pas se prononcer sur les candidats vaccins avant environ un mois et les premières doses ne devraient pas être administrées avant la fin mars. M. Morrison, qui au début de la pandémie affirmait que l'Australie serait un "chef de file" en matière de vaccination, a laissé entendre que les pays les plus frappés par le virus, comme la Grande-Bretagne, avaient été contraints de délivrer les autori-

sations en urgence. "L'Australie n'est pas dans une situation d'urgence comme le Royaume-Uni. Nous n'avons pas à lésiner sur les mesures. Nous n'avons pas à prendre de risques inutiles", a déclaré le dirigeant conservateur à la radio 13AW.

Dans son ensemble, l'Australie a plutôt bien réussi à contenir la pandémie mais des foyers épidémiques sont récemment apparus dans les deux plus grandes villes du pays, Sydney et Melbourne. Environ 26 personnes, porteuses du coronavirus, sont actuellement hospitalisées. Selon M. Morrison, avec près de 60.000 nouvelles contaminations par jour, la Grande-Bretagne est "dans les toutes premières phases" du déploiement du vaccin et a "rencontré quelques problèmes (car) ils le font en urgence". "Ils ne testent pas les lots de vaccins avant leur diffusion auprès de la population, si j'ai bien compris", a déclaré le Premier ministre, soulignant que l'Australie procéderait à ce type de tests. Il a indiqué que les campagnes de vaccination de masse en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et ailleurs dans le monde permettraient de fournir à l'Australie plus de données concernant l'innocuité des vaccins que les essais cliniques. L'Australie, qui compte quelque 25 millions d'habitants a prévu d'acheter près de 54 millions de doses du vaccin anti-Covid développé par le groupe britannique AstraZeneca avec l'université d'Oxford et quelque 3,8 millions seront livrées au début de l'année. Elle a également conclu un accord en vue d'acquiescer cette année 51 millions de doses du vaccin produit par Novavax et 10 millions de vaccins de Pfizer/BioNTech.

Etats-Unis Un pharmacien, «conspirationniste» détruit des centaines de doses de vaccin

Un pharmacien américain qui a détruit des centaines de doses de vaccin contre le coronavirus le mois dernier était "un conspirationniste" convaincu que ces vaccins étaient dangereux, ont annoncé les autorités américaines. Steven Brandenburg, qui travaillait de nuit au centre médical Aurora à Grafton, dans le Wisconsin (Nord), avait retiré 57 fioles du vaccin Moderna, contenant chacune une dizaine de doses, des réfrigérateurs de ce centre car il pensait que le vaccin pourrait modifier l'ADN humain. Certains de ces vaccins inertes ont été administrés ensuite à des personnes qui n'ont subi aucun mal, selon l'hôpital. Il a été licencié et l'hôpital a averti les autorités, qui l'ont arrêté jeudi dernier. "Son intention (...) était de les rendre inefficaces parce qu'il était parvenu à la conviction qu'ils n'étaient pas sûrs, que la méthode ARN utilisée pour la fabrication de ces médicaments les rendaient dangereux", a déclaré le procureur du comté d'Ozaukee, Adam Gerol, durant la première audience lundi. Les vaccins Moderna et Pfizer-BioNTech sont basés sur l'emploi de l'ARN messager, une nouvelle méthode pour apprendre au système immunitaire à combattre un virus. Le nom de Moderna est une combinaison de "modifier" et "RNA" (ARN, en français).

L'homme, âgé de 46 ans, avait dans un premier temps affirmé aux autorités de l'hôpital que les doses étaient restées sans réfrigération par accident, mais a par la suite avoué les avoir retirées sciemment. "Brandenburg, qui a



reconnu être un conspirationniste, a affirmé aux enquêteurs qu'il pensait que le vaccin contre le Covid-19 était dangereux pour les gens et pourrait leur faire du mal et modifier leur ADN", selon un communiqué de la police repris par les médias. L'accusation a indiqué que les charges contre lui pourraient être revues à la baisse si les vaccins étaient toujours utilisables. Il a également affirmé aux autorités qu'il était sous une intense pression en raison d'une procédure de divorce, sa femme ayant demandé la garde exclusive de leurs deux enfants, selon les médias.

Son épouse, citée par le New York Times, a indiqué qu'il lui affirmait que "le monde s'effondre autour de nous" et que le gouvernement "planifie des cyberattaques". Des théories du complot sans aucun fondement sur la pandémie, en particulier les vaccins, se sont répandues sur les médias sociaux malgré les efforts des géants de la technologie pour les contrer.

Communiqué

Ooredoo lance une promotion sur son offre Dima Ooredoo



Ooredoo accompagne ses clients en ce début d'année 2021 et lance une nouvelle promotion sur son offre Dima Ooredoo. Disponible sur tout le territoire national à travers tout le réseau de vente Ooredoo, cette nouvelle promotion permet aux clients Dima Ooredoo (nouvelles acquisitions ainsi que les clients existants) de profiter d'un bonus internet offert ainsi qu'un accès gratuit à plusieurs services digitaux.

En effet, pour tout achat ou renouvellement de forfait Dima, le client recevra des souscriptions offertes aux services ANAZIK, ANAFLIX et iMadrassa ainsi que:

- 10Go de bonus internet pour Dima 1200
- 40Go de bonus internet pour Dima 2000 et Dima 3500

Pour profiter du bonus internet offert, il suffit de saisir le code dédié *530# ou visiter choof.ooredoo.dz. Ces avantages promotionnels sont valables à partir de la date d'achat ou de renouvellement du forfait Dima.

A travers cette promotion, Ooredoo permet à ses clients de bien commencer l'année 2021, en leur offrant plus de confort de consommation, ainsi qu'une sélection inédite de services digitaux riches en contenus pédagogiques, culturels et divertissants.

2

11.15 Les Z'amours
11.50 Tout le monde veut prendre sa place
12.45 Initiatives de nos régions
13.00 Journal 13h00
13.55 Ça commence aujourd'hui
16.15 Affaire conclue, tout le monde a quelque chose à vendre
18.00 Tout le monde a son mot à dire
18.35 N'oubliez pas les paroles
20.00 Journal 20h00

21.05 La fugue



Téléfilm dramatique - France - 2020
Avec Valérie Karsenti, Mayline Dubois, Samir Guesmi, Sagamore Stévenin
Jeanne est confrontée à la fugue de son enfant, Chloé. Au commissariat, elle déchante vite : la disparition de cette adolescente ne semble curieusement pas être la priorité des agents... Avec son ex-mari et son compagnon actuel s'enclenche alors une course contre la montre, où les dénis et les non-dits de chacun volent en éclats. Un voyage en enfer qui lui fera réaliser que sa fille est devenue une étrangère et qu'elle n'a rien «vu» venir.

3

10.44 Ensemble c'est mieux !
12.25 12/13 : Journal national
13.50 Un cas pour deux
16.05 Des chiffres et des lettres
16.40 Personne n'y avait pensé !
17.15 Slam
18.00 Questions pour un champion
18.40 Agissons avec Jamy
19.30 19/20 : Journal national
20.20 Plus belle la vie
20.50 Tout le sport
21.00 Météo

21.05 Charlie Chaplin, le génie de la liberté



Depuis plus d'un siècle, tout le monde connaît et aime Charlie Chaplin. Génie du burlesque, Chaplin a mis son talent au service d'un idéal de justice et de liberté. Son meilleur scénario fut celui de son propre destin, qui s'inscrit dans l'histoire politique et artistique du XXe siècle. Chaplin acteur et auteur, réalisateur et producteur, compositeur et chorégraphe, dont l'indépendance financière sera la clef de sa liberté artistique et de son engagement humaniste.

4

10.55 Abraca
12.25 Masha & Michka
13.00 Sam le pompier
13.35 Toc Toc !
13.55 Les lapins crétins : invasion
14.55 Oscar & Malika toujours en retard
16.25 Ninjago
17.35 Les as de la jungle à la rescousse
18.40 Les mystérieuses cités d'or
19.30 Le jeu Lumni
20.00 Rallye Dakar

21.00 Secrets de fonctionnement



Saison 1 - Episode 1/10
- De la platine vinyle au tapis de course
Cette série documentaire décrypte le mode de fabrication et le mécanisme de six objets ou machines appartenant à des univers très variés. Dans cet épisode découverte du fonctionnement d'une platine vinyle, d'un barbecue, d'un moteur de hors-bord, d'un tapis de course, d'une visseuse pneumatique et d'un stylo bille.

5

11.45 La quotidienne
13.40 Le magazine de la santé
14.35 Le Vietnam vu du ciel
15.40 Les routes de l'impossible
16.35 La Nouvelle-Zélande, terre de biodiversité
17.30 C à dire ?!
17.45 C dans l'air
19.00 C à vous
20.00 C à vous la suite
20.20 Passage des arts
20.50 La grande librairie
22.25 La p'tite librairie
22.30 C dans l'air
23.35 C à vous

arte

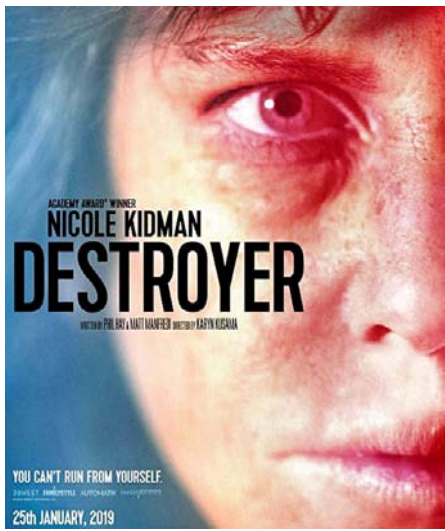
RFI

11.10 Vivaldi, le génie des «Quatre saisons»
12.05 La rivière Vlatva : l'eau sauvage de Bohème
12.50 Arte journal
13.35 Ivanhoé
15.45 Le faucon crécerelle : Un rapace dans la ville
16.30 Invitation au voyage
17.15 X-enius
18.15 Le fleuve Brahmapoutre, de l'Himalaya au golfe du Bengale
18.55 Sur les contreforts de l'Himalaya
19.45 Arte journal
20.05 28 minutes
20.55 La piscine

10.30 Héritages
12.15 Crimes et faits divers: la quotidienne
15.05 Si près de chez vous
17.20 Blacklist
19.05 Alerte Cobra
21.05 Blacklist

C 8

10.39 TPMP
12.45 William à midi
14.18 Inspecteur Lewis
18.07 A prendre ou à laisser
19.37 TPMP : première partie
21.15 Enquête sous haute tension



CINE + FRISSE 20.50

DESTROYER

Film policier - Etats-Unis - 2018
Avec Nicole Kidman, Sebastian Stan, Toby Kebbell, Tatiana Maslany
Erin Bell, Officier dans la police de Los Angeles débarque un matin à l'improviste sur une scène de crime. Quand elle voit la victime, un braqueur de banques, elle est replongée dans son douloureux passé. Quelques années plus tôt, policier infiltré dans un gang, Bell a participé à une mission qui s'est terminée de façon tragique. Depuis, la policière tente d'oublier les événements dans le travail et elle a perdu contact avec sa fille désormais âgée de 16 ans.

RTL9 20.50

47 RONIN



Film d'aventures - Etats-Unis - 2013
Avec Keanu Reeves, Hiroyuki Sanada, Kô Shibasaki, Tadanobu Asano
Dans le Japon féodal, Kai est découvert dans la forêt d'Ako par le seigneur Asano, qui décide de le prendre sous son aile. Le jeune homme, soupçonné d'avoir été élevé par les démons de la forêt, tombe vite sous le charme de Mika, la fille du seigneur. Les années passent et Kai, qui grandit en force et en sagesse, occupe un rang subalterne dans la famille du seigneur. Mais les manigances du seigneur Kira, aidé par une sorcière, mettent à mal la famille Asano et conduisent Kai à l'exil.

CINE + PREMIER 20.50

ALITA : BATTLE ANGEL



Film de science-fiction - Etats-Unis - 2019
Avec Rosa Salazar, Christoph Waltz, Mahershala Ali, Jennifer Connelly
En 2563, 300 ans après une importante guerre baptisée «la chute», dans la ville d'Iron City, le docteur Ido Dyson, un scientifique spécialisé dans les greffes robotiques, découvre les restes très endommagés d'un cyborg dans une décharge. Aidé par son assistante, l'infirmière Gerhad, Dyson redonne vie au robot d'apparence féminine qu'il prénomme Alita. Totalement amnésique, Alita accompagne bientôt Dyson en ville.

TÉLÉVISION

TF1

21.05 Doc

09.55 Ici tout commence
10.25 Demain nous appartient
11.00 Les feux de l'amour
12.00 Les 12 coups de midi
13.00 Le journal
13.55 Coup de foudre au Château de glace
15.45 La fiancée de Noël
17.25 Familles nombreuses : la vie en XXL
18.30 Ici tout commence
19.10 Demain nous appartient
20.00 Le Journal



Série dramatique - Italie - 2020

Saison 1 - Episode 1/16

- Mémoire enfouie
Avec Luca Argentieri, Matilde Gioli, Sara Lazzaro, Gianmarco Saurino
Après s'être fait tirer dessus par le père de l'un de ses patients, le Docteur Fantì reprend connaissance et se rend compte qu'il a perdu tous ses souvenirs des douze dernières années. Tous ses proches - y compris sa femme - sont soudain devenus des étrangers et l'hôpital est le seul endroit où il se sent vraiment chez lui.

6

21.05 Recherche appartement ou maison



Présenté par Stéphane Plaza, Thibault Chanel, Agnès Bardoux
Dans la capitale, Stéphane Plaza se met en quête d'un appartement avec balcon pour Jean-Philippe Janssens - dit Jeanfi. L'humoriste à la voix atypique et à l'accent tout droit venu du Nord rêve d'un chez lui dans un quartier vivant ! Au Havre, Sarah et Vincent veulent offrir à leur famille recomposée une maison avec plus de chambres, plus de rangements et surtout un immense jardin.

CANAL+

21.02 Ligue 1 Uber Eats



- Marseille / Montpellier
Éliminés de toutes les compétitions européennes, les Marseillais peuvent se consacrer entièrement aux joutes nationales. Au soir de la 14e journée, Dario Benedetto et les Phocéens pointaient à la quatrième place à seulement deux points de Lille, le leader. Pour améliorer ces bonnes statistiques, les hommes d'André Villas-Boas ne doivent pas abandonner de précieux points au Stade Vélodrome. La méfiance est de mise toutefois face aux Montpelliérains.

PLANETE +

09.28 La véritable identité de la Joconde
11.05 Notre-Dame de Paris, l'épreuve des siècles
12.46 Sur les toits des villes
13.41 Food 3.0
14.32 Le monde de Khéops
16.05 Paris, une histoire capitale
17.42 Faites entrer l'accusé
19.07 Arabie, le voyage inattendu
20.05 American Pickers, la brocante made in U.S.A.
20.55 Espionnage : La Guerre Froide 3.0

TFX

09.50 Mamans & célèbres
11.50 Clap - Le magazine culturel
12.20 Les frères Scott



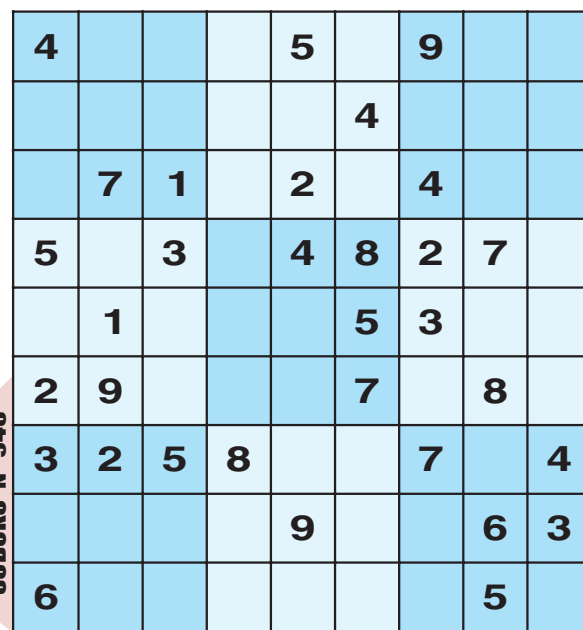
16.00 JLC Family : Un nouveau départ
18.00 Friends
21.05 Collège pour enfants obèses : une année pour réussir
22.50 Ados : Un an pour vaincre leur obésité

W9

09.00 W9 Hits
10.40 Le hit W9
11.50 HDM : L'hebdo de la musique
12.50 NCIS
16.40 Un dîner presque parfait



18.50 Les princes et les princesses de l'amour
21.05 Enquêtes criminelles



Libye : la Tunisie veut une résolution de l'ONU «dès que possible»



La Tunisie, présidente actuelle du Conseil de sécurité de l'ONU, a espéré lundi l'adoption d'une résolution "dès que possible" pour engager sous l'égide des Nations Unies un déploiement en Libye d'observateurs internationaux du cessez-le-feu observé depuis l'automne. "Nous espérons qu'elle sera adoptée dès que possible" car il y a "un élan qui reste un peu fragile", a déclaré l'ambassadeur tunisien à l'ONU, Tarek Ladeb, en allusion aux négociations entreprises par les parties sur les plans politique et militaire.

"Il faut adopter ce mécanisme (de surveillance d'un cessez-le-feu) et cela dépend des négociations entre les parties libyennes et la Manul (mission de l'ONU en Libye) sur la base des suggestions du secrétaire général", a-t-il ajouté lors d'une conférence de presse. Membre non-permanent jusqu'à la fin 2021, la Tunisie a assumé début janvier la présidence tournante du Conseil de sécurité. Son programme de travail ne prévoit à ce stade une réunion sur la Libye qu'en fin de mois.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Des dizaines de morts dans des frappes françaises au Mali



Des frappes aériennes auraient causé la mort d'une centaine de civils à Bounti de la région de Mopti, dans le centre du Mali, dans la nuit du dimanche à lundi, ont indiqué lundi des médias locaux et des élus de la zone.

Selon l'agence Chine nouvelle, cet "incident" a été confirmé par plusieurs sources sécuritaires ainsi que par des chefs communautaires locaux qui n'ont pas précisé le nombre de morts. Ils ont néanmoins précisé que des convives d'un ma-

riage ont été tués. Selon le maire de la localité, Adama Griaba joint au téléphone par Studio Tamani, ces frappes ont été effectuées nuitamment par un hélicoptère non identifié. Pour l'instant, le mobile de cet incident reste méconnu de la population et les blessés ont été acheminés vers le district sanitaire de Douentza, a-t-il ajouté.

Pour sa part l'armée française a indiqué avoir frappé des dizaines de terroristes. Des villageois interrogés par l'AFP ont

évoqué des tirs venus d'un hélicoptère non-identifié selon eux lors d'un mariage. Ils ont évoqué jusqu'à une vingtaine de morts.

L'état-major français a réfuté ces dires. Une patrouille d'avions de chasse a "neutralisé" des dizaines de djihadistes préalablement repérés après une opération de renseignement de plusieurs jours, a-t-il indiqué à l'AFP. "Les informations relatives à un mariage ne correspondent pas aux observations effectuées", a-t-il dit.

L'Iran a repris la production d'uranium enrichi à 20%



L'Iran produit désormais de l'uranium enrichi à 20%, a annoncé le porte-parole de l'Organisation de l'énergie atomique iranienne, Behrouz Kamalvandi, dans un entretien diffusé mardi par la télévision d'Etat. "A environ 7 heures du soir (15h30 GMT lundi), nous avons atteint 20%", a déclaré M. Kamalvandi dans cet entretien réalisé avant minuit. Après cette heure, a-t-il ajouté, la production d'uranium enrichi à 20% devrait devenir totalement stable, ce qui veut dire que nous injectons à l'entrée des cascades de centrifugeuses de l'uranium enrichi à 4% et que nous obtenons 20% à la sortie".

L'Iran a annoncé lundi avoir enclenché le processus destiné à produire de l'uranium enrichi à 20% à l'usine souterraine de Fordo. M. Kamalvandi a expliqué que son organisation mettait en œuvre une loi récente votée par le Parlement enjoignant le gouvernement à reprendre immédiatement la reprise de la production d'uranium enrichi à hauteur de 20% de façon à en produire 120 kg par an. L'Iran produisait de l'uranium enrichi à ce niveau avant la conclusion de l'accord de Vienne par lequel il avait accepté de limiter ses activités d'enrichissement au taux de 3,67%.

L'Espagne dément le transfert d'une base militaire US vers les territoires sahraouis occupés



La ministre espagnole des Affaires étrangères, Arancha Gonzalez Laya, a assuré lundi que la base militaire américaine de Rota dans la ville espagnole de Cadix "n'est pas en danger" suite aux informations ayant circulé sur un éventuel "accord" entre le Maroc et Washington pour son transfert vers les territoires sahraouis occupés.

Selon des médias concordants, "Washington et Rabat sont parvenus à un accord de principe pour le transfert de la base militaire de Rota" vers les territoires sahraouis occupés, après le troc entre les deux

parties et la reconnaissance par le président américain sortant, Donald Trump, de la prétendue souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental. Dans une interview accordée à Canal Sur Radio, citée par l'agence de presse espagnole Europa Press, Mme Arancha Laya a assuré qu'"il n'y a pas lieu de s'inquiéter" pour l'avenir de la base. La cheffe de la diplomatie espagnole a affirmé, selon la même source, que les relations entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Espagne en ce qui concerne la base militaire de Rota sont "très étroites et harmonieuses".

Une branche d'Al-Qaïda revendique la mort de 2 soldats français

Le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, alliance affiliée à Al-Qaïda, a revendiqué l'attaque qui a coûté la vie à deux soldats français samedi au Mali, dans un communiqué publié par sa plateforme de propagande Al-Zallaqa. Le GSIM, qui dénonce notamment le passé colonial français, confirme avoir "fait exploser un engin explosif" au passage du véhicule de deux soldats de la force antijihadiste Barkhane, dont une femme, "portant le bilan total à 5 morts en moins d'une semaine", selon ce communiqué. Le sergent Yvonne Huynh et le brigadier Loïc Risser, tous deux issus du 2e régiment de hussards de Haguenau, près de Strasbourg (est) ont été tués dans la région de Ménaka (nord-est).

Cinq jours plus tôt, trois autres soldats français avaient été tués dans la zone frontalière avec le Niger et le Burkina Faso lors d'une mission d'escorte. Au total, 50 soldats français ont été tués au Sahel depuis 2013 dans les opérations Serval puis Barkhane. Le GSIM clame en revanche son innocence dans l'attaque de deux villages de l'ouest du Niger près de la frontière avec le Mali et le Burkina Faso, qui a fait 100 morts samedi, la plus meurtrière commise par des terroristes contre des civils au Sahel.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

LE MÉLANGE DES GENRES

Le frère cadet du président déchu a été transféré dans une prison civile. De lourds griefs pèsent toujours sur lui et ses allers-retours entre les maisons d'arrêt et les tribunaux ne sont pas près de finir loin s'en faut. Voilà un homme empêtré au cœur de circonvolutions plus que regrettables pour lequel la déroute de sa destinée l'a vêtu d'habits inadaptés à sa taille. On ne s'habille pas au pied levé et sans coup férir d'un costume d'homme d'Etat et le profil et la consistance de l'ex-conseiller spécial sérieusement incriminé à juste raison laissent cependant dégager une odeur de damnation que le mauvais sort lui a attribuée.

La politique a quelque chose de satanique quand des hommes imbus d'une im-

mense autosatisfaction se laissent entraîner par les chants des sirènes et pensent se découvrir par une ivresse inouïe des gabarits de prophètes.

Ce n'est pas tant les amitiés intéressées et les recommandations suspectes dont il doit être question, mais c'est l'élaboration d'une tragédie nationale qui doit être l'objet quand un supposé homme d'Etat manipule à sa guise le destin d'un peuple. Saïd Bouteflika a eu la malchance d'être le frère du président de la République et le chef de l'Etat déchu a eu le dramatique génie de régir le

pays comme s'il s'agissait de gérer une cuisine familiale. Le mélange des genres est source des plus grandes des catastrophes. On avait vu en d'autres lieux ce qu'a produit ce fatidique mélange jusqu'à pousser aux méfaits extrêmes.

On n'en a pas été jusque-là. Mais on a du mal à écarter la similitude d'esprits quand les maléfiques irresponsabilités des leaders déroutent la bonne marche des peuples. Les faux dieux finissent toujours au fond des puits. Leur fausse conviction a été d'avoir cru que la vie était un fleuve tranquille et qu'ils pouvaient disposer du présent et du futur comme bon leur semble.

Pourtant la grande histoire n'a jamais cessé de démontrer que la paranoïa et l'ar-rivisme ont toujours des itinéraires courts.